

# TRIBUNE INTERNATIONALE

N° 22

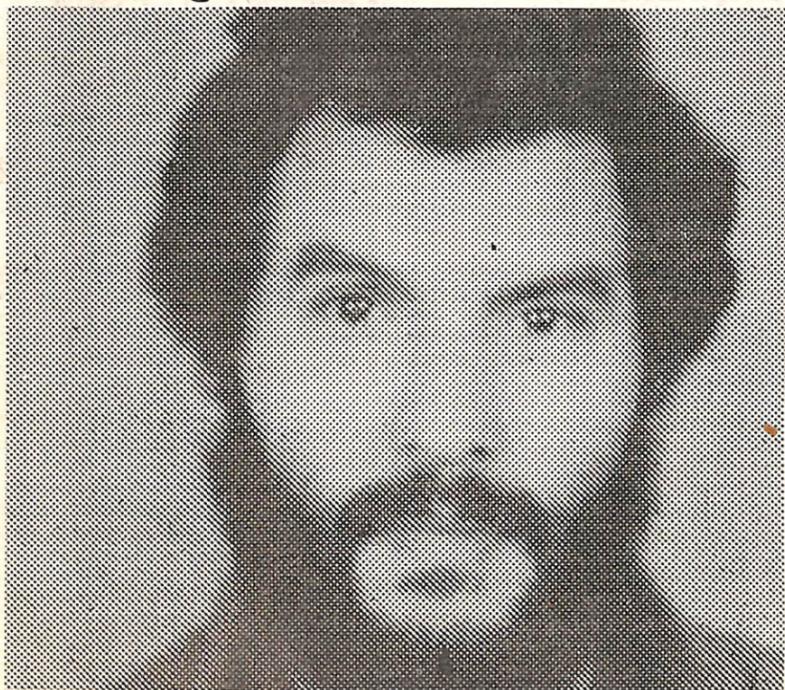
février-mars 1984

**LA VÉRITÉ**

Prix : 10 francs

## ALGERIE :

### LES DROITS DES PRISONNIERS POLITIQUES BAFOUES



Arfoutni Abderhamane, militant syndical, arrêté sous l'accusation d'appartenance à l'OST. En grève de la faim depuis le 13 février, transféré dans le Sud-Algérien dans un état grave.

### 11 GREVISTES DE LA FAIM TRANSFERES DANS LE SUD DE L'ALGERIE

(page 8)

Après la conférence de solidarité avec le Nicaragua, les peuples d'Amérique centrale et pour la paix

### UNE DELEGATION VA SE RENDRE AUX ETATS-UNIS

(page 14)

## Les dossiers de Tribune

## USA :

Quelle reprise ?

Le mouvement contre l'intervention en Amérique centrale

Le mouvement ouvrier face à Reagan



Manifestation à Valence contre les licenciements à Sagunto.

## ESPAGNE :

### DE SAGUNTO A VIGO, LA CLASSE OUVRIERE PASSE A L'ACTION

### AU PAYS BASQUE, UN VOTE CONTRE LA MONARCHIE

(page 7)

## URSS :

### D'ANDROPOV A TCHERNENKO

(pages 12 et 13)

## BRESIL :

### LE PEUPLE SE DRESSE CONTRE LA DICTATURE

(page 4)

## AMERIQUE CENTRALE :

### LA MÊME POLITIQUE D'AGRESSION

(page 5)

## FRANCE : LETTRE OUVERTE AUX DIRIGEANTS DU PS ET DU PCF

## « La démocratie, cela veut dire que l'Assemblée nationale à majorité PS-PCF prenne tout le pouvoir en mains »

Le précédent numéro de *Tribune internationale* contenait un dossier sur la situation en France, trois ans après l'élection de Mitterrand, éclairée en particulier par la grève Talbot. Dans le prochain numéro de *Tribune internationale*, nous reviendrons sur les développements plus récents. Dans le contexte de cette situation, les élections européennes qui auront lieu le 17 juin prennent une importance nationale majeure. C'est pourquoi à cette occasion le Parti communiste internationaliste (PCI), la section française de « IV<sup>e</sup> Internationale - CIR » a pris l'initiative d'adresser aux directions du PS et du PCF une lettre ouverte que nous reproduisons dans cette page.

Le PCI a entrepris une large campagne de signatures et d'organisation autour de cette lettre. L'impact de cette campagne politique se mesure déjà au fait qu'en quelques jours plus de quinze mille signatures ont été rassemblées.

Nous consacrerons au développement de cette campagne une place importante dans le prochain numéro de *Tribune internationale*.

Paris, le 13 février 1984

Dirigeants du PS et du PCF,

Le 17 juin prochain auront lieu les élections européennes.

Tout le monde connaît la signification de ces élections, les premières de portée nationale trois ans jour pour jour après que vous ayez été portés au pouvoir.

Vous avez fait connaître votre décision de présenter une liste à ces élections ; pour les uns dirigée par Lionel Jospin et pour les autres par Georges Marchais.

Vous n'avez pas rendu publiques les propositions que vous voulez défendre dans ces élections.

Aussi jugeons-nous indispensable de vous faire connaître ce que pensent de votre politique ceux qui vivent « en bas », dans les usines, les chantiers, les bureaux, les cités populaires.

Ce jugement se résume en une phrase :

**Chaque jour qui passe, la situation s'aggrave**

• Chaque jour sont annoncés des milliers de licenciements supplémentaires. Des branches d'industrie entières (automobile, chimie, sidérurgie, mines...) sont décimées. Des régions entières sont désertifiées.

• Le pouvoir d'achat des foyers populaires ne cesse de régresser : la consommation de produits alimentaires, notamment de viande, celle d'habillement, de chaussures, ont reculé en 1983.

• Il y a de plus en plus de chômeurs ; mais l'assurance chômage est amputée. La Sécurité sociale est d'ores et déjà dégradée et les retraites sont menacées.

• L'école est livrée à un véritable saccage : des milliers de postes d'en-

seignants et d'heures de cours sont supprimés pour la rentrée 1984. Les classes sont bourrées, l'avenir de la jeunesse est sacrifié.

C'est la crise, nous dit-on.

Mais pour les capitalistes, ce n'est pas la crise.

Des centaines de milliards ont été distribués aux capitalistes à titre d'« aides » en 1983.

Et ces « aides », qu'en font-ils ?

M. de Saint-Geours, président du Crédit national (la plus importante banque de crédit aux entreprises), déclare : « Dans l'ensemble, les investissements que nous finançons s'accompagnent de suppressions d'emploi (...), souvent à hauteur de 20 à 25 % des effectifs. »

**Qui décide vraiment dans le pays ?**

• Les capitalistes exigent du gouvernement des licenciements : les licenciements pleuvent.

• Les capitalistes exigent du gouvernement que les salaires soient bloqués : les salaires sont bloqués.

• Les capitalistes exigent du gouvernement que l'« exemple » soit donné par la fonction publique : les salaires des fonctionnaires sont bloqués les premiers.

• Les capitalistes exigent du gouvernement la remise en cause des acquis sociaux de la classe ouvrière : tous sont l'un après l'autre grignotés, amputés, dénutrés.

• Les capitalistes exigent du gouvernement qu'on en finisse avec la charge, insupportable à leurs yeux,

que constitue l'école prodiguant une véritable instruction pour tous les enfants. Ils exigent que les fonds publics d'instruction soient distraits de leur seule destination, l'école publique laïque.

Vous, dirigeants du PS et du PCF, en appliquant la politique anti-ouvrière des capitalistes, vous ne pouvez que les aider à mener leur offensive contre la classe ouvrière, vous ne pouvez que les aider à gagner l'élection sur l'élection, comme l'ont montré non seulement les élections municipales, mais aussi toutes les élections partielles.

Durant les derniers mois, grèves et manifestations se sont succédées : mineurs et enseignants, ouvriers des chantiers navals et fonctionnaires, ouvriers de l'automobile et de la métallurgie, tous disent :

**Assez !  
Ce sont les travailleurs et leurs familles qu'il faut protéger !  
Pas les capitalistes et leurs profits !**

Dirigeants du PS et du PCF,

Ceux qui disent cela aujourd'hui, dans les grèves, dans les manifestations, sont ceux-là mêmes qui vous ont portés au pouvoir en mai et juin 1981. En tournant le dos à ce qu'ils vous avaient mandaté pour faire, vous prenez de lourdes responsabilités pour l'avenir.

Car il est impossible de poursuivre la politique de soutien aux capitalistes. Par cette politique, vous ruinez tous les espoirs nés en mai et juin 1981.

**Le peuple a confié le pouvoir à la majorité PS-PCF à l'Assemblée : que l'Assemblée nationale à majorité PS-PCF exerce le pouvoir souverain !**

Vous vous réclamez de la démocratie. Si les institutions anti-démocratiques nées du coup d'Etat du 13 mai 1958, dénoncées inlassablement par vous-mêmes pendant des années, vous interdisent le plein exercice de la démocratie, alors il faut rétablir la démocratie !

• La démocratie, c'est faire au pouvoir ce pour quoi on y a été porté. Et vous avez été portés au pouvoir contre Giscard-Chirac, non pour faire la politique des capitalistes.

• La démocratie, c'est gouverner pour l'immense majorité, pas pour une petite poignée de capitalistes, de spéculateurs, de profiteurs.

Dirigeants du PS et du PCF : le mécontentement et la colère grandissent dans le pays.

**Pour les travailleurs, la démocratie cela veut dire : que l'Assemblée nationale à majorité PS-PCF prenne tout le pouvoir entre ses mains !**

Et en particulier qu'elle vote sans attendre, pour les travailleurs :

• Une loi interdisant tous les licenciements.

• Une loi de protection de tous les acquis sociaux.

• Une loi de moratoire des dettes pour les foyers frappés par le chômage.

• Une loi de garantie du pouvoir d'achat de tous, indexé sur le coût de la vie.

• Une loi de sauvegarde du droit de tous les enfants à l'instruction, de sauvegarde de l'école laïque et publique.

• Une loi de confiscation des milliards acquis par la spéculation, des milliards d'« aides » aux capitalistes dont ils se servent pour licencier.

Ce ne sont là que des mesures urgentes que commandent la gravité de la situation et le respect des intérêts de l'immense majorité du peuple.

Le comité central du PCI, réuni les 10 et 11 février, déclare : en mai et juin 1981, contre Giscard et les grands capitalistes, nous avons appelé à voter au premier tour pour Mitterrand, et aux élections législatives nous avons appelé à voter pour une majorité PS-PCF à l'Assemblée nationale. C'est un fait : depuis 1981, la politique gouvernementale tourne le dos aux aspirations des travailleurs qui ont porté au pouvoir, contre Giscard et les capitalistes, la majorité PS-PCF.

Nous le déclarons :

• Si la majorité PS-PCF rompt avec la politique de subordination aux intérêts capitalistes, alors nous ferons, comme en 1981, tout pour assurer son succès aux élections européennes.

• Si tel n'est pas le cas, alors le PCI prendra la responsabilité d'engager, à l'occasion des élections européennes, le combat pour le regroupement dans l'unité sur une liste :

**« Pour un parti des travailleurs »**

liste ouvrière et paysanne d'unité soutenue par le PCI

## Canada : réintégration des licenciés du transport de Montréal

## UNE VICTOIRE POUR TOUS LES TRAVAILLEURS

**On se souvient que pour briser la grève des travailleurs des transports de Montréal, le gouvernement Levesque était allé jusqu'à faire emprisonner les dirigeants du syndicat des Transports. La CTCUM (la régie des transports urbains de Montréal) avait licencié, le 12 mai 1983, 19 travailleurs, chassés de leur emploi pour fait de grève. Le syndicat était lui-même placé sous tutelle.**

**En décembre 1983, la direction était obligée de céder sur un point essentiel : les 19 travailleurs licenciés étaient réintégrés.**

**Tribune ouvrière, organe du Groupe socialiste des travailleurs (GST), section au Canada de « IV<sup>e</sup> Internationale - Centre international de reconstruction » a consacré à cette première et importante victoire des travailleurs l'éditorial de son numéro n° 140. Nous le reproduisons ci-dessous :**

Le syndicat du transport de Montréal vient d'arracher la réintégration de ses 19 dirigeants et militants qui avaient été congédiés par la CTCUM le 12 mai dernier.

Il s'agit d'une victoire de la plus haute importance, si l'on se rappelle qu'au printemps dernier, le gouvernement et l'administration de la Commission de transports avaient uni leurs forces pour casser le syndicat en le décapitant par les congédiements et le plaçant sous tutelle par la Loi 16.

Cette victoire est consignée dans le règlement qui est intervenu le 4 décembre entre le syndicat et la CTCUM en vue du renouvellement de la convention collective. Dimanche 11 décembre, une assemblée générale spéciale des 1 200 membres du syndicat du transport de Montréal

(STM) était convoquée pour entériner ce règlement obtenu à la table de négociations.

Pour signer un nouveau contrat de travail avec la CTCUM, le syndicat des travailleurs de l'entretien avait placé en tête de ses revendications la réintégration des 19 congédiés. Il s'agissait d'une condition *sine qua non* à toute entente. Au départ la CTCUM a voulu poser un certain nombre de conditions, tel le fait que les travailleurs réintégrés « devraient garder la paix » pendant les trois années de la nouvelle convention et renoncer à leur droit de grief pendant la même période. Elle a par la suite du retirer ces conditions que le syndicat a rejetées comme totalement inacceptables.

Loin d'être détruit ou disloqué, en dépit du coup subi, le syndicat du

transport a continué d'agir en s'appuyant sur la force de ses membres et la CTCUM a été forcée de constater que toute convention collective du travail avec les ouvriers à son emploi passait par l'annulation des congédiements. Les 1 200 travailleurs se sont tenus solidairement autour des 19 congédiés en assurant notamment à même leurs cotisations syndicales le plein salaire à ceux qui avaient été frappés par la CTCUM pendant toutes les semaines qu'auront duré les congédiements.

En mai dernier, la Confédération des syndicats nationaux (CSN) déclarait : « Le syndicat ne sera pas laissé seul ! » Et effectivement, une campagne d'appui a été engagée dans l'ensemble des syndicats de la Centrale, campagne qui a conduit notamment, au mois de novembre dernier, à la publication d'un appel signé par 150 syndicalistes et personnalités, représentants de la Ligue des droits et libertés, de la Confédération mondiale du travail, professeurs d'université, artistes, journalistes, etc., exigeant la réintégration des congédiés et la levée de la tutelle.

Cette campagne aura contribué directement à la victoire contre la CTCUM et le gouvernement en démontrant que des personnalités de plusieurs secteurs et d'orientations politiques diverses s'unissaient pour dénoncer comme intolérable l'attaque aux libertés et à l'indépendance

syndicale que constituait le coup porté au STM (Syndicat du Transport de Montréal).

Cette victoire est aussi une défaite pour tout le patronat et ses représentants de la grande presse qui hurlaient en chœur au printemps dernier pour exiger que le coup mortel soit enfin asséné aux ouvriers de la CTCUM afin de faire ainsi un exemple à tout le mouvement ouvrier.

En ce qui a trait au texte de la convention collective qui a fait l'objet du règlement, il faut souligner qu'il préserve la totalité des acquis gagnés par les travailleurs du STM sur les clauses « normatives » du travail. De plus, les travailleurs ne subissent aucune concession sur les salaires ou la durée du travail, du type baisse ou gel des salaires, augmentation de la semaine de travail, etc. Ils obtiennent une hausse salariale de 3,6 % la première année du contrat, et des augmentations pour chacune des deux années suivantes qui seront déterminées en fonction de l'indice des prix à la consommation.

La réintégration des 19 congédiés de la CTCUM est une victoire majeure. On doit dire, sans aucune exagération, qu'elle est une victoire pour tout le mouvement syndical et pour la défense des libertés. Elle est aussi maintenant un point d'appui dans la campagne qui se poursuit pour arracher la levée de la tutelle du STM.

## LIBAN

### APRES LE REMBARQUEMENT DES « MARINES »

**A**LORS que le dernier des « cessez-le-feu » en date n'était pas respecté, on annonçait officiellement à Beyrouth que le lundi 12 mars s'ouvrirait à Lausanne, en Suisse, la seconde session de la « conférence du dialogue national » (la première avait eu lieu en novembre dernier à Genève).

Comme alors, les représentants de l'éventail des « forces représentatives libanaises », des différentes composantes du Front du salut national (Walid Jumblatt, Nabib Berri le leader d'Amal) aux chrétiens phalangistes y étaient invités par le « chef de l'Etat », Amine Gemayel... La Syrie et l'Arabie Saoudite seront présentes comme « observateurs ».

Derrière l'apparence dérisoire d'intrigues complexes et de combinaisons qui peuvent sembler irréelles, il faut prendre la mesure des récents bouleversements au Liban.

S'il était nécessaire de mettre entre guillemets le qualificatif de « chef d'Etat » attribué à Amine Gemayel, c'est précisément que les éléments d'appareil d'Etat reconstitués au Liban ont été disloqués. L'autorité

tinien pour ses droits nationaux qui met en cause les bases mêmes de la domination impérialiste dans toute la région, qui est contradictoire avec l'existence de l'Etat d'Israël et qui, impulsant la lutte des masses dans tous les Etats de la région et les menace de déstabilisation.

C'est pour porter un coup décisif à cette lutte que le gouvernement de Begin déclenche en juin 1982 l'invasion du Liban. Après l'évacuation sans conditions de Beyrouth par les forces armées de l'OLP, décidée par la direction Arafat et cautionnée par toutes les forces « progressistes » libanaises, ce sont les massacres de Sabra et Chatila.

C'est sur cette base que les forces d'intervention impérialistes (la « force multinationale » formée principalement des contingents américain et français, secondés par des contingents italien et britannique) s'installeront pour étayer la tentative de reconstruction d'un Etat autour de Gemayel. De nouveaux coups seront portés au peuple palestinien, avec le concours direct des forces syriennes. Un an après l'évacuation de Beyrouth, les éléments de l'OLP qui opéraient encore au Liban quit-

teux est « l'homme à abattre ». Aujourd'hui, après l'entrevue Gemayel-Assad, il assure n'avoir jamais posé comme préalable la question du départ de Gemayel.

Le bouleversement qui est survenu, et qui exprime avec intensité au Moyen-Orient des traits essentiels de la situation mondiale, le degré de la crise qui affecte tout le système impérialiste, l'instabilité généralisée des bases mêmes de sa domination et de sa coopération contre-révolutionnaire avec la bureaucratie du Kremlin, a des conséquences profondes. Il constitue un échec pour l'impérialisme américain, il est une menace pour tous les Etats de la région. Il aggrave la crise de l'Etat d'Israël déchiré déjà par la guerre du Liban qui avait vu des centaines de milliers d'Israéliens se dresser contre cette guerre qui était pourtant l'expression de la réalité de l'Etat d'Israël lui-même, fondé sur la négation des droits nationaux du peuple palestinien.

L'impérialisme américain marque sa compréhension pour le rôle joué par la Syrie. C'est ainsi que dans un article du *Herald Tribune* du 5 mars,



Amine Gemayel et le président syrien Assad.

effective du président ne dépasse guère les murs de son palais car elle était avant tout fondée sur l'armée libanaise formée avec le concours direct de l'impérialisme et dont l'axe restait les bandes armées des phalanges.

Or, cette force armée a volé en éclats. Cependant, la « légitimité » de Gemayel a été réaffirmée par les soins du chef de l'Etat syrien Assad, qui l'a solennellement reçu avant que le traité passé avec Israël en mai 1983 soit unilatéralement dénoncé par les autorités libanaises.

Cet accord, élaboré sous les auspices de Washington, et qui mettait fin à l'état de guerre entre Israël et le Liban, prévoyait notamment la création d'une zone de sécurité au Sud-Liban et un calendrier du retrait des forces israéliennes en fonction du retrait des forces syriennes. Pourtant, le gouvernement des Etats-Unis n'a pas désavoué Gemayel pour son abandon de cet accord et ne s'est pas ému de la rencontre de celui-ci avec Assad.

Au cœur de la situation au Moyen-Orient il y a toujours, et cela depuis des années, la lutte du peuple pales-

tent Tripoli et sont dispersés en Irak, en Tunisie, en Algérie, au Yémen.

Mais ces coups qui marquent la faillite et consacrent la responsabilité de la politique d'Arafat, pour terribles qu'ils soient, ne parviennent pas à assurer une stabilité même temporaire dans la région. En février 1984, tout le dispositif mis en place craque. Les milices du mouvement « Amal » (l'organisation basée sur la communauté chiite du Liban) et les forces armées druzes de Walid Jumblatt l'emportent militairement, l'armée libanaise se disloque.

Les contingents italien et britannique quittent le Liban, les « Marines » sont embarqués à bord des unités de la VI<sup>e</sup> Flotte qui restent dans les eaux territoriales libanaises. Le contingent français, pour l'heure, reste seul en place.

En pleine bataille, les responsables des forces insurrectionnelles font savoir qu'il n'est pas question d'associer des éléments palestiniens à la lutte, qu'il s'agit d'une affaire « interne libanaise ».

Dans le feu de l'action, Walid Jumblatt explique qu'il ne saurait y avoir de « réconciliation nationale » tant que Gemayel gouverne, que

on peut lire les lignes suivantes : « La Syrie doit agir avec prudence. Le président Hafez el Assad ne peut être certain de contrôler les dissidents musulmans du Liban. Il doit aussi prendre garde à ne pas donner d'excuses à Israël lui permettant de recourir à la force. »

Puis l'article explique que la question est maintenant posée au niveau des « grandes puissances » :

« Si les Etats-Unis ont subi un échec au Liban, l'URSS n'en a pas tiré un grand bénéfice... Moscou regarde vers les Etats-Unis. Il y a eu un échange chaleureux de lettres entre le président Reagan et Constantin Tchernenko. On parle à Washington de « diplomatie discrète » par le truchement d'un envoyé spécial. Washington et Moscou entrent dans une phase de pré-négociations. »

C'est incontestablement dans ce contexte que se situent les discussions qui ont eu lieu il y a quelques jours à Washington entre Reagan, le chef d'Etat égyptien Moubarak et le roi Hussein. Celui-ci déclarait « que le problème palestinien et non celui du Liban était le problème principal sur lequel il fallait garder les yeux braqués ». F.F.

## « IL N'EN EST PAS QUESTION »

**J**ERZY Urban, le porte-parole du gouvernement polonais a dû reconnaître le 6 mars, la réalité et la persistance des grèves de la faim qui ont lieu dans les prisons de Jaruzelski. Il l'a fait à sa manière. S'il fallait l'en croire, il ne faudrait se faire nul souci pour la santé de Janusz Palubicki (membre de la direction de *Solidarité* et responsable de la région de Poznan) qui avait entamé une grève de la faim en décembre dernier et dont la direction de la TKK (la direction clandestine de *Solidarité*) d'annonçait l'état de santé comme critique.

Jerzy Urban a dû d'autre part reconnaître que les grèves de la faim se poursuivaient, notamment dans les pénitenciers de Braniewo (situé près de la frontière russo-polonaise) et de Barczewo.

C'est là qu'est enfermé le militant ouvrier Edmund Baluka qui, depuis son arrestation le 13 décembre 1983 n'a pu (contrairement au droit élémentaire de tout détenu) recevoir la visite de sa femme et de son fils. C'est pour obtenir le respect de ce droit que la grève de la faim a été déclenchée à Barczewo.

Jerzy Urban a conclu en déclarant qu'en ce qui concerne l'obtention du statut de prisonnier politique pour les détenus « il n'en était pas question ».

Le fait que Jerzy Urban ait dû reconnaître l'existence des grèves de la faim est une sorte d'hommage du vice à la vertu. Le cynisme de ces propos démasque, s'il en était besoin, la réalité du régime de Jaruzelski. Pour cette clique qui ne se maintient au pouvoir qu'avec le soutien de la bureaucratie du Kremlin et par l'action de ces forces de répression, les militants syndicalistes ne sont pas des « détenus politiques ». Dans la Pologne de Jaruzelski, le fait d'avoir constitué une organisation syndicale indépendante est un crime de droit commun. C'est ainsi que s'affirme le caractère anti-ouvrier, contre-révolutionnaire, criminel de ce régime.

En même temps, les déclarations de Jerzy Urban soulignent à quel point la lutte héroïque des prisonniers politiques interdit au régime d'occulter ce problème qui est aujourd'hui au centre de l'opposition totale de ce que les militants de *Solidarité* appellent « la société » à l'égard de la clique bureaucratique.

L'isolement du pouvoir de Jaruzelski est tel qu'il a dû prendre récemment une décision sans précédent : alors que des « élections » (dans le cadre du monopole du POUP, de la terreur policière, de la répression) avaient été convoquées, il a décidé de les repousser. Auparavant, la direction de la TKK avait appelé au boycott de ces élections. Et elle vient de prendre la même position en ce qui concerne les élections municipales qui ont été annoncées.

Les déclarations d'Urban constituent à l'évidence un témoignage de la résistance du peuple polonais et de son avant-garde combattante, dont une fraction essentielle est précisément formée par les prisonniers politiques sur lesquels le régime s'acharne. Il doit aussi être utilisé comme un appel pour tous ceux qui se réclament du socialisme et de la démocratie : le combat pour la mobilisation du mouvement ouvrier en solidarité avec les prisonniers politiques de Pologne répondra au courage des prisonniers et à la résistance de tout le peuple polonais.

#### ABONNEMENT à *Tribune internationale - La Vérité*

10 numéros - 1 an

France ..... pli ouvert 100 F  
..... pli fermé 150 F

Europe ..... pli ouvert 100 F  
..... pli fermé 150 F

Algérie - Amérique - Asie ..... pli ouvert 150 F  
..... pli fermé 450 F

Chèque ou mandat à l'ordre de

Gérard Illis, 87, rue du Faubourg-Saint-Denis 75010 - Paris

#### *Tribune internationale - La Vérité*

Revue mensuelle

(Les articles signés ne reflètent pas nécessairement le point de vue de la rédaction)

**Comité éditorial :** Gilberto Avelino, Humberto Campodonico, Luis Favre, François Forgue, Raul Gomez, Camilo Gonzalez, Miguel Orozco, Ruben Rivera.

**Directeur :** Pierre Lambert.

**Rédacteurs en chef :** Luis Favre, François Forgue.

**Comité de rédaction :** M. Aklouf, G. Avelino, P. Broué, A. Camps, C. Corte, N. Dioli, P. Fougeyrollas, C. Genty, S. Just, M. Orozco, S. Reis, J. Robles, H. Vigier.

**Rédaction et correspondance pour tous les pays :** 87, rue du Faubourg-Saint-Denis, 75010 Paris - France.

**Version en portugais et en espagnol :** Palavra Editora Ltda. Rua dos Tupinambas 152 Paraiso 04104 Sao Paulo, Brésil.

## CAMPAGNE POUR LES ELECTIONS DIRECTES :

# Le peuple s'affirme contre la dictature

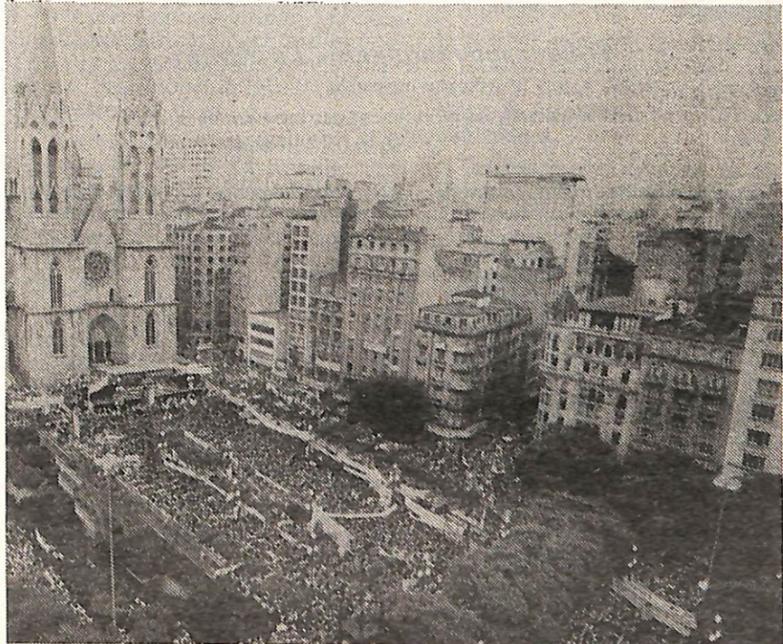
**L'**ARMEE, sous les ordres du dictateur Figueiredo, était vigilante. La principale chaîne de télévision avait ouvertement boycotté toute l'activité préparatoire. Une pluie contrariante tombait depuis le début de l'après-midi. Malgré tout cela, plus de 300 000 personnes ont rapetissé la Praça da Sé — place centrale de Sao Paulo — en participant au rassemblement pour les élections directes à la Présidence de la République qui s'est tenu le 25 janvier (1). Ce fut sans aucun doute la plus grande manifestation politique de l'histoire du pays.

L'enthousiasme et la combativité de cette manifestation se sont exprimés dans le fait par exemple que de nombreuses délégations y compris d'autres villes de l'intérieur du pays ont commencé à occuper la place depuis le 25 au matin, brandissant des pancartes et lançant des mots d'ordre d'opposition au régime militaire. De ce moment jusqu'à la fin, il n'a pas été facile pour les organisateurs du rassemblement — les partis d'opposition, organisations démocratiques et syndicales — de contrôler la foule.

Lula, président du Parti des travailleurs (PT) et un des orateurs les plus applaudis de la tribune, a déclaré, après avoir défendu la nécessité de « l'unité de l'opposition pour la conquête des élections directes », que cette manifestation représentait un « pas important pour en finir avec la dictature militaire ». Ce n'est pas un hasard si le lendemain, les dignitaires du régime ont tenté d'occulter la dimension de ce qui s'était passé la veille. Le porte-parole de la présidence, Carlos Atila, a cherché à dénaturer le rassemblement en disant qu'il s'agissait d'un « show artistique » et non pas d'un rassemblement politique ; et le ministre de la justice, Ibrahim Abi-Ackel, a eu l'audace de déclarer que cette manifestation historique de 300 000 personnes avait été un rassemblement « normal et même banal ».

### Un mouvement profond contre la dictature

Cependant, au contraire de ce que veulent faire croire ces dignitaires, les mobilisations qui ont marqué le mois de janvier en divers endroits du pays — et en particulier celle de Sao Paulo — (2) témoignent, non seulement de la volonté du peuple brésilien pour les élections directes, 300 000 manifestants à Sao Paulo.



lien à lutter en défense de ses droits, mais aussi de l'avance d'un mouvement profond de la classe ouvrière et des masses opprimées du pays qui ébranle les bases mêmes des institutions de la dictature militaire instaurée en 1964.

Les pancartes disant « Le peuple n'oublie pas, à bas le PDS (parti du gouvernement) ! », « A bas la dictature ! », « A bas le collège électoral ! », entre autres, ont marqué les manifestations, exprimant le contenu que revêt la campagne pour les élections directes : le rejet d'un collège électoral monté de toutes pièces par les militaires pour assurer leur maintien au pouvoir, un collège qui incarne le régime haï imposé avec l'aide de l'impérialisme américain et défenseur de ses intérêts contre la souveraineté du peuple et de la nation.

Le Parti des travailleurs de Sao Paulo, dans une note de son exécutif d'Etat, présente ce combat de la façon suivante :

« Il s'agit, dans cette phase de la lutte contre le régime, de la conquête effective d'élections libres et directes, c'est-à-dire d'élections sans "casuisme" (3), sans l'interdiction de coalitions entre partis ou forces politiques, sans inéligibilité de qui que ce soit, dans la plus complète liberté d'organisation (...) avec le droit de vote aux analphabètes (...)

C'est pourquoi le PT pense que les élections libres et directes n'existeront réellement que si elles sont une conquête du peuple dans la rue (...) Pour le PT, la mobilisation populaire pour les élections libres et directes n'est pas un facteur supplémentaire pour leur conquête, mais la seule voie (...).

« Le PT pense que pour que les élections libres et directes représentent de fait un pas de plus vers la démocratie qui intéresse la majorité de la nation brésilienne (...), il est nécessaire de garantir qu'elles ne soient pas de simples expédients résultant d'accords, de complots ou d'ententes (...) entre le gouvernement et les oppositions. »

Dans le même sens, l'hebdomadaire *O Trabalho* impulsé par des militants du PT déclare :

« Oui, le peuple veut voter, mais suivant les règles propres, sans militaires pour les violer. Cette volonté du peuple pourrait commencer à s'exprimer au travers d'un autre con-

grès, qui soit un congrès constituant souverain, capable d'appeler à des élections véritablement libres, des élections sans fraudes ni casuismes, ni sans l'enchevêtrement de lois et d'institutions de ce régime. La volonté du peuple est de décider de sa propre voie, de ses aspirations étouffées par les généraux. C'est pour cela même que la campagne pour les élections libres et directes à la présidence de la République va être de plus en plus reprise par le peuple. »

En effet, c'est précisément la volonté du peuple d'imposer sa souveraineté — laquelle ne peut se manifester sous la dictature — qui compose la toile de fond des mobilisations et de la revendication d'élections libres et directes dressée par la majorité de la nation. Des élections qui, pour être effectivement libres, exigent la fin de la dictature, de ses interdits et de ses institutions (telles que le collège électoral et le congrès actuel dépourvu de tout pouvoir réel) posant la nécessité de l'élection d'une Assemblée nationale constituante souveraine, qui non seulement établisse les formes de la satisfaction des revendications générales du peuple, mais puisse aussi, sur les décombres du régime, garantir la convocation et la réalisation de ces élections.

### La bourgeoisie à la recherche d'un accord

Le PMDB (Parti du mouvement démocratique brésilien), principal parti de l'opposition bourgeoise, a cherché à utiliser jusqu'à présent la campagne pour les élections directes dans le but de faire pression sur le régime militaire et d'obtenir un accord qui lui soit favorable y compris dans le cadre même du collège électoral. Le PCB (stalinien), qui a une existence semi-légale et intervient à l'intérieur du PMDB, a clairement exprimé cette orientation par la voix de son secrétaire général Giocondo Dias :

« Les communistes brésiliens défendent une négociation large, qui englobe toutes les forces politiques du pays (...). La mobilisation pour les élections directes est très positive (...) même si leur conquête ne se fait pas sous la forme que nous souhaiterions tous, même si nous devons coexister avec des solutions intermédiaires (...) » (journal *Voz da unidade*, n° 186).

C'est la ligne du député du PMDB de Sao Paulo, Alberto Goldman, qui affirme : « L'enthousiasme de la population pour les élections directes est d'une grande importance, mais il doit être utilisé à présent pour obtenir des conséquences concrètes par le biais de l'entente. »

Dans le même sens, un éditorial de la presse bourgeoise dit que : « L'heure a sonné — avant qu'il ne soit trop tard — d'un armistice et de l'engagement de négociations, d'autant plus que dans l'état d'épuisement économique et de tension sociale où se trouve le pays, tout ce qui peut aller dans le sens du soulagement des pressions et des tensions si peu que ce soit sera utile. » (journal *Da Tarde*, 30 janvier 1984).

L'ensemble de la bourgeoisie, pas sans frictions internes et comptant avec l'aide indispensable du stalinisme, est en train de prendre partie pour la « négociation » large proposée par Figueiredo l'année passée pour « résoudre le problème de la succession ». Négociation essentielle pour les militaires, dont le contenu

est la légitimation du collège électoral, la bourgeoisie cherchant à donner une stabilité à un régime ravagé par le mouvement des masses (défaite du parti gouvernemental lors des élections de 1982, construction de la Centrale unique des travailleurs, grèves et mobilisations durant toute l'année dernière, pillages et déprédations constantes, en plus de l'existence du PT, parti ouvrier indépendant). C'est la peur qu'a la bourgeoisie de la mobilisation qui s'exprime clairement.

Pour sa part, le PT qui s'est placé à la tête des mobilisations qui ont eu lieu jusqu'à présent, en défendant la nécessité d'élections libres et directes (voir le document dans cette page), ne fait pas partie de cette « négociation », n'accepte pas les « solutions intermédiaires » dont parle le PCB. Lula, le président du parti, a récemment déclaré que ce « serait un déshonneur de la part des partis d'opposition que d'accepter le jeu du collège électoral, quelles qu'en soient les conditions. Une telle attitude reviendrait à trahir le peuple brésilien. »

Sa perspective, comme le démontre l'impulsion à la constitution des comités pour les élections libres et directes, et comme le dit la déclara-

tion du PT de Sao Paulo, est la « mobilisation populaire » pour la satisfaction des aspirations du peuple, pour le renversement de la dictature militaire, à partir de quoi peut s'ouvrir la voie pour que se manifeste souverainement la volonté de la majorité de la nation, conformément à la détermination qui s'est exprimée le 25 à Sao Paulo.

15 février 1984  
J. Adamastor

(1) Suivant l'actuelle constitution triquée, érigée par les militaires, la succession présidentielle se fait par voie indirecte, par le biais d'un collège électoral (de députés, de sénateurs et conseillers municipaux) dans la composition duquel figure, à partir d'une série de manipulations électorales, une majorité PDS — parti du gouvernement, qui a pourtant eu seulement 36 % des voix lors des dernières élections.

(2) Au mois de janvier ont eu lieu des mobilisations avec 30 000 personnes à Bahia, 12 000 à Campinas, 15 000 à Santos, 15 000 à Olinda, 40 000 à Curitiba, entre autres. En outre, des mobilisations sont fixées dans tout le pays, y compris Rio de Janeiro.

(3) « Casuismes » a été la formule utilisée par l'opposition pour résumer toutes les manœuvres et décisions électorales arbitraires du régime.

### La position du PT

**L**E Parti des travailleurs (PT) a été au premier rang de la mobilisation pour les élections directes qui ont marqué le mois de janvier au Brésil, avançant la nécessité de l'unité la plus large pour le renversement du régime militaire et défendant en même temps ses propositions et sa propre plate-forme de lutte dans ce combat.

Nous reproduisons ci-dessous le tract distribué par le PT dans la manifestation du 25 à Sao Paulo :

« Elections libres et directes : un droit des Brésiliens. »

« Le peuple est en train de reprendre le droit de choisir le président de la République, qui lui avait été volé par le coup d'Etat de 1964. Parce que la grande majorité ne se fait plus aucun doute sur les maux causés par 20 années de régime militaire. Nous avons été totalement mis à l'écart des grandes décisions nationales, et cependant nous continuons à payer chèrement pour le gouvernement de ceux qui ont foulé aux pieds la volonté du peuple.

Le chômage a augmenté dans tout le pays, plongeant des milliers de travailleurs dans la misère. Il y a eu compression des salaires, perte de la stabilité de l'emploi pour les travailleurs. La santé et les transports publics sont traités comme des négoce lucratifs et perdent leur qualité. En outre, grâce à la loi de sécurité nationale, loi antigreve et de violente répression, on tente de nous empêcher de lutter pour nos droits, on intervient dans nos syndicats, on arrête et on menace nos dirigeants.

Pris comme nous le sommes à la gorge, le gouvernement étant totalement subordonné à la volonté du Fonds monétaire international (FMI), les élections libres et directes sont une voie. Pas la seule issue. Mais un pas en avant important pour en finir avec la dictature et avancer dans la lutte pour la conquête de nos droits tant bafoués!

Pour le PT, les élections doivent être directes et — surtout — libres, pour pouvoir réellement représenter un moment privilégié dans la lutte du peuple pour la transformation de la société brésilienne. Les analphabètes doivent avoir le droit de vote ; tous les partis doivent pouvoir librement présenter leurs candidats, sans casuismes ou autres manœuvres du régime. Les candidats doivent aussi être assurés de pouvoir faire leur propagande, sans loi Falcão ou autre pour la restreindre. Et enfin, les élections doivent avoir deux tours pour que le président élu — et son programme — aient l'appui de la majorité de la population.

Le PT ne reconnaît pas le collège électoral, il n'accepte pas les indirectes, et il ne pense pas que la lutte sera terminée avec le vote d'un amendement constitutionnel en avril (1). Pour le PT, seule la mobilisation du peuple organisé — et non la conciliation et les complots — sera capable de rendre cette campagne victorieuse. Dans les entreprises, dans les usines, dans les campagnes, dans les écoles, dans les syndicats, dans les associations, dans les partis, 90 % de la population exige des élections libres et directes :

Le président, c'est celui qu'on choisit ! »

Directoire du PT de l'Etat de Sao Paulo, janvier 1984

(1) Le 11 avril, une proposition d'amendement constitutionnel devra être votée au Congrès national prévoyant la tenue d'élections directes.

PAR TOUS LES MOYENS MILITAIRES, DIPLOMATIQUES, ECONOMIQUES

## Une même politique d'agression

Plusieurs reprises, le Nicaragua a lancé un cri d'alarme, prévenant de l'imminence d'une invasion impérialiste sur son territoire. Celle-ci n'a jamais sans doute été plus proche que dans les derniers mois, en particulier vers la fin de l'année dernière. « *Seul manque le prétexte immédiat pour l'invasion* », soulignaient les dirigeants sandinistes en novembre dernier.

Un ensemble de faits justifiaient cette affirmation. Entre autres, la concentration des troupes du FDN (les « *contras* » somozistes) et de l'armée du Honduras à la frontière, et l'intensification des manœuvres « *Ahuas Tara* », fer de lance d'une éventuelle guerre généralisée, manœuvres qui intégraient près de 5 000 soldats US au dispositif militaire hondurien.

Si l'invasion du Nicaragua ne s'est pas encore produite, cela ne veut en rien dire qu'il s'agissait alors d'une fausse alerte. Et moins encore que l'administration Reagan aurait aujourd'hui abandonné ses projets de plans de renversement du gouvernement sandiniste ou, plus globalement, sa politique belliciste et agressive dans la région centro-américaine et dans les Caraïbes.

L'armée nord-américaine a mené et poursuit des préparatifs de guerre effective, comme le constate un « *memorandum confidentiel* » (novembre 1983) du Congrès des Etats-Unis lui-même (cf. *TI* n° 21) ; l'occupation du Honduras et les manœuvres Ahuas Tara sont un pas avancé de l'intervention militaire directe des Etats-Unis en Amérique centrale.

A cela s'ajoutent d'autres mesures comme la réactivation de la CONDECA (pacte militaire centro-américain).

Il ne faut pas non plus oublier la signification de l'invasion de l'île de Grenade comme expression des plans de guerre de l'administration Reagan.

### La mobilisation contre l'agression

Mais l'impérialisme doit faire face en Amérique centrale à une puissante montée de la lutte des masses populaires. C'est la révolution prolétarienne qui s'exprime.

Au Nicaragua, le peuple organisé et mobilisé en milices et bataillons d'infanterie de réserve a infligé de retentissantes défaites aux bandes contre-révolutionnaires, lesquelles avaient, suivant les plans de l'impérialisme, l'objectif de tenter d'assurer leur contrôle sur une partie du territoire nicaraguayen pour y proclamer un « *gouvernement provisoire* ».

### Il s'agit d'une véritable levée en masse

D'autre part, des milliers de militaires ont commencé, dans la première semaine de novembre, un plan accéléré de préparation au combat : plus de 100 000 hommes, qui seront bientôt 200 000, soutenus en outre par la Défense civile (constructions de refuges, de tranchées, mises en place d'antennes de premiers secours, lutte contre l'incendie, etc.), constituent une force défensive très puissante face à une éventuelle attaque par le biais de l'armée hondurienne ou d'une autre armée de la région.

Les agressions et les préparatifs de l'impérialisme en vue d'actions de

plus grande envergure contre le Nicaragua, y compris une éventuelle invasion de Marines, ont aussi eu pour réponse une entrée croissante des jeunes dans le service militaire patriotique (2 ans dans l'armée populaire sandiniste), malgré la campagne menée contre cela par la haute hiérarchie catholique.

Cette mobilisation défensive du peuple nicaraguayen démontre aussi à l'administration Reagan que l'armée nord-américaine ne peut s'attendre à une victoire rapide dans le cas d'une invasion dont les conséquences sont par ailleurs difficiles à mesurer.

Dans les conditions actuelles, ce n'est en rien une spéculation que de constater qu'une agression entraînerait inévitablement une vigoureuse riposte dans toute l'Amérique centrale, déclenchant une guerre régionale aux gigantesques répercussions dans toute l'Amérique latine, notamment sur le terrain de la mobilisation des masses contre l'impérialisme. L'impérialisme américain, dans ces conditions, aurait le plus grand mal à unifier autour de lui les diverses bourgeoisies des pays d'Amérique latine. La guerre des Malouines, où les Etats-Unis s'étaient alignés sur l'Angleterre de Thatcher, a révélé avec éclat les brèches et les contradictions qui menaçaient le dispositif contre-révolutionnaire global en Amérique latine.

D'autre part, aux Etats-Unis mêmes, les problèmes auxquels doit faire face l'administration Reagan pour poursuivre dans la voie où elle s'est engagée sont considérables. Au sein du peuple américain, l'opposition à la politique d'agression contre les peuples d'Amérique centrale s'est développée. Et, au sein de la classe dominante elle-même et de sa représentation politique, des secteurs importants craignent qu'une agression ne conduise à l'enlisement dans une aventure connaissant la même conclusion que la guerre du Vietnam.

### La crise politique

La situation dans les autres pays d'Amérique centrale, et en particulier au Salvador, a une importance particulière dans ce contexte.

Le régime au Salvador est de plus en plus fissuré. Les nouvelles élections annoncées pour mars 1984, comme les élections précédentes, cherchent à amortir les contradictions existant au sommet. Il y a deux ans, dans des élections truquées marquées par une abstention massive, une « *Assemblée constituante* » a été élue, Assemblée dirigée par le sinistre major d'Aubuisson, chef des Escadrons de la mort, dont il est établi qu'il est à l'origine de l'assassinat de l'archevêque Romero en 1980. Cette Assemblée a « *élu* » un président provisoire.

Les élections de cette année ont pour but « *d'élire* » un président et un vice-président par des élections générales, tandis que « *l'Assemblée constituante* » s'est donné à elle-même le caractère de législative. La bataille recommence sans que l'impérialisme ait obtenu un consensus qui permette d'homogénéiser le bloc au pouvoir autour de Duarte, le candidat de la démocratie chrétienne. L'ARENA (Alliance républicaine nationaliste) de l'extrême-droite a nommé d'Aubuisson à la présidence. Le parti de « *conciliation nationale* », d'extrême-droite lui aussi, présente Francisco José Guerrero, actuel conseiller de la présidence.



Deane Hinton, ambassadeur US, et le ministre de la Défense du Salvador, le général Garcia.

Ces derniers jours, des cercles militaires ayant rejeté Duarte, l'ambassade des Etats-Unis au Salvador a donné des signes de ce que Guerrero pourrait être son candidat. Celui-ci, afin de gagner une audience, promet maintenant que, s'il est élu président, il prendra des mesures pour faire cesser les Escadrons de la mort.

L'impérialisme souhaite de nouveau par ces élections donner une apparence « *démocratique* » au régime salvadorien, en même temps qu'il tente de présenter une image « *meilleure* » en ce qui concerne les droits de l'homme, en faisant pression pour le départ des militaires liés aux corps para-militaires.

L'administration Reagan cherche ainsi à vaincre la résistance existant au Congrès US contre une nouvelle augmentation de l'aide militaire et économique au gouvernement salvadorien, prônée par le rapport Kissinger. Ces manœuvres ne sont pas étrangères à la campagne de Reagan pour sa réélection. On commence aussi à parler « *d'élections* » au Guatemala. Durant la dernière année de son mandat, Reagan tente de gagner du temps pour sa politique belliciste en Amérique centrale, aussi bien contre le gouvernement du Nicaragua que contre le peuple du Salvador.

La fragilité de tout règlement dans le bloc au pouvoir au Salvador que les prochaines élections ne parviendront certainement pas non plus à ressouder découle fondamentalement de la force de la révolution et des puissants coups portés par le FMLN durant les derniers mois, ce dernier contrôlant des régions entières du territoire salvadorien.

Tout cela affecte à son tour le CONDECA, qu'on a cherché à réactiver avec la participation des armées du Guatemala, du Salvador, du

Honduras, en essayant en outre d'obtenir un consensus de tous les gouvernements centro-américains à l'égard des plans d'agression contre le Nicaragua. Cependant, dans tous les pays, l'instabilité politique est un des signes distinctifs de la situation. Au Guatemala, les tensions persistantes entre les militaires et les secteurs du patronat et les effets de la politique de la dictature sur l'Eglise et l'université, combinés avec les coups de la guérilla et la reprise du mouvement des masses qui s'est exprimé dans des grèves partielles et des manifestations éclairs ont entraîné un repli des plans d'agression proclamés par le dictateur en place qui est en outre un commandant du CONDECA.

Au Costa Rica, des contradictions sont apparues dans le parti au gouvernement, le courant modéré s'imposant, au moins temporairement, ce qui a eu pour résultat la proclamation de la « *neutralité perpétuelle active et non armée* » du Costa Rica.

### La dynamique agressive persiste et augmente

L'administration Reagan manœuvre de mille façons et utilise de multiples moyens pour atteindre ses fins, y compris la négociation politique et la diplomatie. Mais le recours aux moyens militaires reste fondamental. C'est pourquoi le rapport Kissinger, tout en incluant des éloges envers les initiatives du groupe de la Contadora, affirme : « *Le processus-Contadora n'a pas encore été mis à l'épreuve en ce qui concerne la formulation de mesures spécifiques pour préserver la sécurité de la région. C'est pourquoi les Etats-Unis ne peuvent utiliser le processus de Contadora comme substitut à leur propre politique.* »

Outre l'impossibilité dans laquelle se trouve Raegan de parvenir à sta-

biliser l'Amérique centrale, d'autres facteurs existent, parmi lesquels l'échec de l'impérialisme à rétablir la stabilité dans des régions comme le Moyen-Orient. Il est indéniable que la situation aux Etats-Unis est aussi un obstacle. L'ex-chef de l'état-major de l'armée américaine explique que ce qui fait obstacle à une intervention armée au Nicaragua c'est « *l'absence de consensus national* » (aux Etats-Unis) d'une part, et de l'autre l'absence de « *forces sociales* » au Nicaragua sur lesquelles s'appuyer.

Il est évident que le gouvernement de Reagan a d'innombrables difficultés à mettre en œuvre sa politique. Mais, comme nous le disions dans un précédent numéro de *Tribune internationale* (n° 20), « *Ce dont on discute ce n'est pas de savoir si on renonce ou non au projet de renversement du gouvernement sandiniste ; ce dont il s'agit pour l'administration Reagan aujourd'hui, c'est des délais et des moyens pour atteindre cet objectif.* »

Le danger reste présent et la dynamique d'agression persiste. Les agressions des « *contras* » somozistes et de la CIA continuent, les manœuvres du Honduras se poursuivent à des degrés de plus en plus élevés, les bases militaires des Etats-Unis dans ce pays deviennent permanentes, les bombardements aériens continuent contre les centres de production et de communications du Nicaragua, etc.

La défaite de l'agression n'est possible que grâce à l'action du peuple nicaraguayen en armes et grâce à la solidarité internationale effective dans laquelle la contribution du peuple des Etats-Unis lui-même jouera un rôle décisif.

20 février 1984,  
M. Oroczo

## La volonté du peuple, le respect de la démocratie dictent une exigence

### Que le PPD soit chassé !

#### 1. Les ouvriers des chantiers navals contre le plan de redressement

Lors de sa réunion du 23 janvier, le Conseil des ministres annonçait un « plan de redressement » pour le chantier naval de la Setenave qui entraînera un millier de licenciements pendant les six prochains mois.

Quand, le mercredi 8 février, les travailleurs des chantiers navals sont sortis en manifestation sur le Pont du 25 avril, la police anti-émeutes les a violemment chargés, causant une douzaine de blessés parmi les manifestants.

Les travailleurs de la Setenave protestaient aussi contre le retard dans le paiement de leurs salaires. Ils ne sont pas les seuls dans cette situation : quelque cent trente mille autres travailleurs de la métallurgie, de l'industrie du verre, sont depuis huit mois sans salaires. La faim s'étend dans de nombreuses familles ouvrières qui vivent difficilement en s'endettant. De nombreux enseignants ont dénoncé l'état de sous-nutrition de plusieurs de leurs élèves.

Il n'est pas étonnant qu'aux côtés des travailleurs de la Lisnave, plusieurs dizaines de milliers de personnes aient manifesté le 28 janvier à Lisbonne, à l'appel de la CGTP (Confédération générale des travailleurs portugais), contre la politique du gouvernement.

#### 2. Un gouvernement qui applique les exigences du FMI

Selon les porte-parole du patronat, c'est là le produit de la crise. Cependant, les affaires bancaires et spéculatives entraînent des forts dividendes, des taux d'intérêts qui vont jusqu'à 46 % sont payés pour des opérations à court terme.

Le gouvernement, suivant les orientations du FMI, octroie des facilités aux chefs d'entreprise qui disent avoir des problèmes et veulent licencier. En même temps, il dénie toute possibilité de nationaliser ces entreprises.

Le ministre du Commerce et du Tourisme, Alvero Barreto, vient de promouvoir une amnistie à la fuite des capitaux parce que selon lui « ce n'est que par des mesures hautement répressives, contraires aux libertés des citoyens, qu'on peut empêcher les phénomènes de fuite des capitaux et j'y suis totalement opposé ». Alvero Barreto défend les libertés de moins de 2 % de la population portugaise, contre les intérêts et nécessités de 98%.

Les chantiers de Lisnave.



Alvero Barreto, dirigeant du PPD (aujourd'hui PSD), est le principal partisan au gouvernement des lois de libéralisation des importations et de démantèlement des monopoles de l'Etat. Les présidents du CIP, du CAP et du CCP, les organismes les plus importants du patronat portugais, ont chaleureusement salué cette politique.

Une délégation du FMI a vérifié le 30 janvier l'état de santé de l'économie portugaise. Un accord signé en octobre 1983 entre le FMI et le gouvernement a fixé comme principal objectif la réduction du déficit de la balance des transactions courantes. Un impôt extraordinaire a été mis en place en novembre, les prix, en particulier dans l'alimentation, ont été durement affectés. Ainsi, avec un taux d'inflation de 25,5 % (1983), le blé et la viande sont montés respectivement de 43,7 % et 46,4 %.

#### 3. Mais il y a une majorité PS-PCP à l'Assemblée de la République

En effet, le 23 avril 1983, les travailleurs portugais, le peuple ont donné une majorité au PS et au PCP, ils ont battu électoralement l'AD (Alliance démocratique, composée du PPD, du CDS et du PM).

Cependant, le PPD, principal parti de l'AD, bien qu'il ait été battu, reste au gouvernement. La direction du PS a offert un gouvernement de coalition au principal parti de la bourgeoisie.

Le PPD battu, Mota Pinto, son principal dirigeant, veut continuer à faire la loi dans le pays.

Ainsi, le 26 janvier, alors qu'à l'Assemblée de la République le PS et le PCP ont voté ensemble une loi dépenalisant quelques cas d'avortement, une virulente réaction a été déchaînée par le PPD, l'Eglise et toute la bourgeoisie.

Le PPD et le CDS ont appelé à une manifestation contre ce vote conjoint. Mota Pinto exige des conditions pour rester au gouvernement : « Que ne se répète plus un vote conjoint PS-PCP, que soient démantelées les entreprises du secteur public, qu'on licencie en masse dans le pays, qu'on fasse une loi contre la grève, et une loi encore plus brutale sur les licenciements... »

Le sens de la présence du PPD au gouvernement est confirmé : assurer la continuation de la politique de l'AD, assurer la soumission au FMI.

#### 4. Le PPD hors du gouvernement

La permanence du PPD au gouvernement est une garantie pour les capitalistes pour que leurs privilèges soient conservés.

La lutte pour le départ du PPD du gouvernement, c'est la continuité du mandat du 23 avril pour que le PS et le PCP forment un gouvernement. C'est ce combat pour l'unité des organisations ouvrières qui traverse la situation politique au Portugal. C'est dans ce sens que va la proposition du noyau du POUS à Lisnave, réclamant une assemblée générale qui se prononce contre les mesures anti-ouvrières (réduction des primes ou du niveau du salaire, suspension temporaire des contrats ; contre la réforme anticipée ou licenciements) et pour « qu'il soit décidé d'aller tous ensemble unis avec les composantes de la CGT et avec toutes les organisations syndicales, CGTP et UGT, faire part à l'Assemblée de la République, à la majorité PS-PCP... de ces décisions et des propositions déjà présentées plusieurs fois par les différentes organisations de la Lisnave pour régler positivement le problème de la Lisnave ».

Face à l'aggravation des conditions de vie des masses, face à l'exigence de la bourgeoisie et du PPD que le PS (et le PCP) se plie à leurs diktats d'extension du chômage, de la misère et du désordre, « la volonté du peuple, le respect des règles de la démocratie exigent donc que le PPD s'en aille du gouvernement » et, comme l'ajoute le POUS : « Si le PS et le PCP voulaient assumer le mandat et le pouvoir que le peuple leur a conférés par le biais des élections, le PPD, le CDS, les grands capitalistes n'auraient pas les moyens de résister avec efficacité, et encore moins d'attaquer en force comme ils prétendent le faire maintenant à l'ombre du gouvernement PS/PPD. »

Exiger le départ du PPD c'est ouvrir une voie à la réalisation de la volonté populaire — comme le dit le POUS — et, après le vote PS/PCP de la loi sur l'avortement, « les travailleurs et les militants du PS — en particulier depuis ce vote qui montre que l'unité PS-PCP est possible — ne vont pas accepter que le PPD défait dicte sa loi de destruction dans le pays ».

Andreu Camps,  
13 février 1984

### « Hors du gouvernement, le parti de la bourgeoisie ! »

(extraits de l'éditorial de  
O Militante Socialista n° 43, organe du POUS)

Le simple fait que le PS et le PCP aient voté ensemble jeudi 26 janvier dernier dans l'Assemblée de la République, où ils ont été majoritairement portés par le peuple travailleur lors des dernières élections, a déclenché la plus virulente réaction de la part du PPD, du CDS et de toute la bourgeoisie.

Après avoir appelé à une manifestation avec le soutien du CDS et du PPD contre ce vote conjoint, Mota Pinto et les dirigeants du PPD viennent maintenant menacer et déclarer vouloir imposer des conditions pour rester au gouvernement. Quelles conditions ?

Que ne se répète plus un vote conjoint PS-PCP, que soient démantelées les entreprises du secteur public, qu'on licencie en masse dans le pays, qu'on fasse voter une loi contre la grève, et une loi encore plus brutale sur les licenciements, etc (...).

Le plus petit pas, la tentative la plus timide qui soit faite dans le sens de l'accomplissement du vote de la majorité du peuple émis le 25 avril dernier se heurte à la présence du PPD au gouvernement (...).

Le PPD est au gouvernement pour assurer la continuation de la politique de l'AD que le peuple a vaincue dans la lutte et dans les urnes.

Le PPD est au gouvernement pour assurer la continuation de la corruption à grande échelle dans les hautes sphères de l'Etat, pour assurer le démantèlement des entreprises publiques, pour assurer tout le soutien aux grands capitalistes qui se refusent à payer les salaires, pour ceux qui travaillent et qui veulent organiser le chômage et la misère pour des centaines de milliers de familles.

Le PPD est au gouvernement pour assurer des mesures anti-ouvrières, la dégradation du logement, de la santé, de l'enseignement, des transports.

C'est pourquoi les grands capitalistes craignent qu'avec cette crise gouvernementale, le PPD sorte du gouvernement : « Nous nous retrouverions ruinés », affirment-ils dans une motion envoyée à la direction du PPD en lui demandant de ne pas abandonner le gouvernement.

Le peuple a voté, mais au gouvernement le PPD affirme : le vote et la volonté du peuple sont nuls et incompatibles avec la présence du PPD au gouvernement.

La volonté du peuple, le respect des règles de la démocratie exigent donc que le PPD s'en aille du gouvernement.

Comment peut-on alors accepter que le PPD, vaincu aux élections, au lieu de sortir du gouvernement, exerce son chantage, menace et exige que le PS (et le PCP) se plie à ses diktats d'extension du chômage, de la misère et du désastre pour le peuple travailleur portugais et le pays ?

Le peuple travailleur ne peut accepter une telle chose. Le peuple n'accepte pas.

Le PPD doit partir du gouvernement.

La volonté et la lutte de tous les travailleurs l'exigent !

Les travailleurs veulent que les salaires et les postes de travail soient assurés. Le peuple travailleur veut voir accompli ce pour quoi il a voté. Le peuple travailleur veut des garanties pour le futur.

Et tout cela est incompatible avec la présence du PPD au gouvernement.

Le POUS n'a pas d'intérêts distincts des intérêts de l'ensemble des travailleurs. Le POUS propose à tous de prendre en main dans les entreprises, dans les écoles, dans les quartiers, partout, le mouvement qui aide à unir travailleurs et organisations et qui entrave et défait les attaques que les patrons, s'appuyant sur la présence du PPD au gouvernement, vont tenter désespérément de porter dans les prochaines semaines, le mouvement qui exige et impose le départ du PPD du gouvernement et la constitution d'un gouvernement des partis ouvriers au service de ceux qui travaillent (...).

La crise qui a éclaté dans la coalition PS-PPD, au travers du vote PS-PCP sur la dépenalisation de l'avortement, a mis à nu les véritables rapports de force entre les classes, le caractère complètement parasitaire de la présence du PPD au gouvernement et le véritable sens de la place et des tâches qu'il y remplit en contradiction flagrante avec le vote et les intérêts de l'écrasante majorité du peuple portugais.

Si le PS et le PCP voulaient assumer le mandat et le pouvoir que le peuple leur a conférés par le biais des élections, le PPD, le CDS, les grands capitalistes n'auraient pas les moyens de résister avec efficacité, et encore moins d'attaquer en force comme ils prétendent le faire maintenant à l'ombre du gouvernement PS-PPD (...).

La terreur qui s'est emparée des capitalistes face au spectre de la sortie du PPD du gouvernement a constitué un spectacle édifiant (...).

D'où peut donc leur venir l'arrogance, les menaces et les chantages qui ont suivi le vote PS-PCP, exprimés aussi bien dans la déclaration de Mota Pinto que dans l'éditorial de *Tempo* du 25 janvier ?

Ils ne peuvent venir que du calcul que fait la bourgeoisie de ce que la direction du PS (et celle du PCP) est prête à continuer à se soumettre à ses intérêts et à ses diktats.

**EUZKADI, VIGO, SAGUNTO...**

## La marche à la grève générale

Seize mois après le 28 octobre, après la défaite sur le terrain électoral des franquistes, le temps n'est pas passé en vain. Les travailleurs ont accru leur initiative politique.

Une large mobilisation, inconnue depuis 1976, à l'époque de la mort de Franco, traverse tout l'Etat.

Au premier rang de cette mobilisation, tenant un rôle déterminant, le peuple basque en lutte pour son indépendance s'unit aux travailleurs de Galice, de Sagunto, de Gijon, de Getafe, aux travailleurs agricoles andalous.

La grève générale est à l'ordre du jour, tous les efforts des masses se concentrent pour chercher une issue à leurs revendications et aspirations.

### 1. Un gouvernement prisonnier de sa propre politique

Le 1<sup>er</sup> février, le vice-ministre du Budget, José Victor Sevilla, était démis par le ministre de l'Economie et du Budget Miguel Boyer. Monsieur Sevilla était partisan « du maintien du pouvoir d'achat des salaires et de toutes les améliorations de la production pour que les chefs d'entreprise règlent leur crise ». Cette position était incompatible avec l'augmentation maximum des salaires de 6,5 % alors que l'inflation atteint au moins 8 %.

Le 8 février, Carlos San Juan, sous-secrétaire du ministre de l'Intérieur, a été destitué pour divergences avec José Barrionuevo, le ministre de l'Intérieur, le ministre du plan Zens contre le peuple basque, de la couverture de la « guerre sale ».

Le 16 février, Rafael Escudero, président du gouvernement régional d'Andalousie, a démissionné. Le gouvernement central n'acceptait pas son projet de réforme agraire, pourtant bien limité.

L'Andalousie était le bastion du PSOE, 62 % des voix sont allées à ce parti le 28 octobre 1982.

La crise du gouvernement commence donc à s'accroître. L'aile la plus pro-bourgeoise et la plus collaborationniste vis-à-vis du franquisme, l'aile Boyer, Solchaga (ministre de l'Industrie), Barriornuevo, s'impose. Ces ministres dont la démission est exigée dans toutes les mobilisations ouvrières sont ceux-là mêmes qui marquent le rythme politique du gouvernement.

La lune de miel qui existait jusqu'à présent entre le patronat, les institutions franquistes et le gouvernement est en train de devenir une lune de fiel. Les généraux franquistes s'impatientent, ils accusent le gouvernement de n'avoir que des bonnes intentions mais inefficaces. L'exécution par l'ETA militaire du général Quintana Lacacci — vieux dignitaire franquiste — n'a fait qu'exaspérer, terroriser la caste militaire, rendant responsable un gouvernement qui pourtant mène une politique répressive implacable contre les Basques.

2 000 chefs d'entreprise réunis à Madrid le 2 février ont applaudi à tout rompre quand Ferrer Salat (président sortant de la confédération patronale CEOE) a critiqué l'ensemble de l'activité du gouvernement socialiste. Rafael Termes (président du patronat bancaire AEB) a tonné contre « le coût démesuré du secteur public ».

Dans tous les secteurs patronaux, on menace de déclencher les hostilités contre le gouvernement et on prédit l'échec du gouvernement dans le domaine économique tant en ce qui concerne l'investissement que l'inflation.

La bourgeoisie est nerveuse. La décomposition des institutions franquistes, la division de l'armée qui n'a pas remis de l'échec du coup d'Etat militaire du 23 février 1981, l'affrontement entre le tribunal suprême et le tribunal constitutionnel, etc., l'empêchent de penser à une autre solution, pour le moment, que la pression sur le gouvernement Gonzalez. Mais la lenteur avec laquelle le gouvernement applique les plans de reconversion industrielle, la peur que la contre-offensive ouvrière se déchaîne emplissent les banquiers et capitalistes de doute et de malaise. Quelques-uns cherchent dans un remaniement gouvernemental un répit à la situation actuelle.

Mais le gouvernement réaffirme sa politique suicidaire. Le ministre de l'Economie, Boyer, déclare cependant : « L'année 1984 est celle de la reconversion industrielle (...) celle du secteur sidérurgique et si possible naval », c'est-à-dire des milliers de licenciements.

### 2. Depuis Sagunto, c'est l'appel à l'unité

250 000 emplois ont disparu sous la gestion du gouvernement Gonzalez. Les sept grandes banques ont cependant clos leur année par des bénéfices.

Dans la classe ouvrière, cette situation est vécue comme insupportable. De la stupéfaction limitée du début, on est passé à l'action.

Sagunto n'est pas seule. Le mouvement contre Solchaga, Boyer, contre la politique du gouvernement, se généralise. Au Pays Basque, c'est une combinaison de la montée du mouvement ouvrier et du peuple opprimé pour dresser debout toute l'Euskadi en grève générale.

Toute la Galice, 300 000 manifestants le 14 février à Vigo (268 000 habitants), tout le peuple galicien avec les CCOO, l'UGT, l'Intersindical (syndicat nationaliste) à sa tête, a manifesté, après avoir lancé la grève générale, contre la reconversion industrielle. A Vigo, 30 % de la population active est au chômage. « Aucun licenciement, sauver la Galice », sous ces mots d'ordre, c'était l'unité de tout le peuple, c'était un acte de souveraineté nationale et populaire... un nouveau Sagunto multiplié par 10.

Il est impossible de donner le détail de toutes les grèves ; 2 février : à l'échelle de l'Etat, secteurs en reconversion ; 3 février, CCOO, UGT, ELA, LABN, grève générale en Euskadi, 9 février : CCOO et UGT, grève du métal à Madrid ; 17 février : de nouveau grève dans tous les secteurs en reconversion. En même temps, des centaines de travailleurs agricoles en grève de la faim à Séville, des marches et occupations de terres, un plan commun est décidé

par les CCOO et le SOC (syndicat des ouvriers des campagnes) ; 50 000 petits paysans manifestent encore le 19 février à Madrid pour protester contre la hausse des prix des engrais et la politique agricole du gouvernement.

Et Sagunto ne cède pas. En un an, ils ne sont pas parvenus à fermer l'usine. Le 9 février, ils ont de nouveau marché à Madrid devant le ministère du Travail. La fermeture du haut fourneau numéro 2 avait été annoncée, la police les a violemment chargés : 12 blessés.

Le 10, en assemblée générale à Sagunto, il est décidé la tenue d'une « Rencontre de représentants ouvriers des entreprises en reconversion et de municipalités affectées », à l'échelle de l'Etat, avec invitation à tous les partis et syndicats ouvriers.

Un ouvrier de Sagunto déclarait dans cette assemblée : « Nous devons nous transformer en kamikazes de la lutte contre la fermeture des installations de hauts fourneaux. »

La volonté de lutte est claire, mais non, Sagunto n'est pas seul, son long combat n'est pas un suicide, une clarification politique des objectifs s'est opérée en un an. Défendre Sagunto, c'est combattre tous les licenciements et pour que les Cortes votent une loi interdisant la fermeture des hauts fourneaux. Aussi une mobilisation unie est nécessaire à l'échelle de tout l'Etat. Dans cette voie, la municipalité de Sagunto avait appelé les 21 et 22 janvier à une conférence municipale de solidarité.

## UN VOTE CONTRE LA « GUERRE SALE »

Le 26 février ont eu lieu au Pays Basque des élections à son Parlement d'autonomie. Cependant, une des provinces basques historiques, la Navarre — séparée d'Euzkadi sous des pressions franquistes —, ne participait pas à ces élections, et le Parlement autonome est une assemblée sans réel pouvoir, aux compétences très limitées inscrites dans le respect de la Constitution monarchique à laquelle est soumis le statut d'autonomie basque. L'« unité de la nation espagnole » est, pour la monarchie et son armée, la limite infranchissable.

C'est pourquoi le gouvernement Felipe Gonzalez soumis à la monarchie a entrepris une offensive pour isoler toutes les forces qui représentent le combat du peuple basque, en particulier Herri Batasuna (coalition pour laquelle l'ETA militaire appelle à voter).

Le début de la campagne électorale a été marqué par les violences de la police et de la garde civile.

Le jeudi suivant 23 février, à la veille presque des élections, le sénateur socialiste Enrique Casas Viver, tête de liste du PSOE dans le Guipuzcoa, a été assassiné. La manipulation et l'utilisation franquiste de cet assassinat méritent d'être soulignées.

Partant du gouvernement et reprise en chœur par toute la presse, l'accusation est lancée contre l'ETA militaire. Cependant Herri Batasuna a condamné l'attentat et l'ETA militaire a nié l'avoir réalisé. Dans un second communiqué, Herri Batasuna a accusé le GAL (Groupe antiterroriste de libération, organisé de façon incontrôlée par la police et

D'Euskadi, de Galice et d'Andalousie, 60 maires et conseillers municipaux sont venus pour lutter avec Sagunto et rejeter ensemble la reconversion industrielle.

Les travailleurs exigent l'unité de leurs partis et syndicats. A Sagunto, à Vigo, en Euskadi, ils avancent dans la voie de l'unité. La politique du gouvernement est difficilement applicable par l'UGT et par le PSOE comme parti, la direction stalinienne lui vient en aide par la division, la « dénonciation » du gouvernement, la convocation dispersée à des journées d'action, et des grèves.

Les propositions de Sagunto, c'est l'unité.

### 3. Ni la répression ouverte, ni la guerre sale ne réussissent en Euskadi

Le 3 février, en grève générale contre la reconversion, le peuple basque a voté : « Pas un licenciement, dehors la police et la répression, souveraineté ! »

Le 8 février, Angel Gurmindio et Vicente Perurena, réfugiés basques en France, étaient assassinés par le GAL.

En pleine campagne électorale, 200 GEOS (police spéciale) ont encerclé et sont entrés la nuit dans une maison du quartier de Cruces à Barakaldo (Bilbao), ont assassiné Inaki Ojeda et ont blessé trois autres jeunes Basques. Pendant ce temps, le candidat du PSOE adopte pour slo-

gan « Pour la paix », la paix de l'oppression et des cimetières.

Herri Batasuna (coalition qui défend la souveraineté d'Euskadi) déclare dans les meetings les plus massifs de la campagne, à San Sebastian, à Bilbao, à Barakaldo, que le chômage a une solution, que les 200 000 chômeurs d'Euskadi ont une solution qui s'appelle la nationalisation des entreprises, l'expropriation des banques.

Herri Batasuna propose d'ouvrir des négociations sans conditions sur la situation en Euskadi. Mais le gouvernement se refuse à négocier ouvertement et publiquement avec les représentants du peuple basque, en particulier Herri Batasuna et l'ETA.

Les trotskystes en Euskadi, le POSI, qui ont présenté des candidats aux élections, combattent pour que la volonté populaire soit respectée : « La majorité est pour la négociation, et partie intégrante de cette majorité, les représentants du peuple basque répètent la nécessité de ce que le gouvernement descende des nuages franquistes de la Moncloa et s'assesse à la table de négociations. »

La majorité exige de négocier, elle exige que le contenu du vote du 28 octobre soit respecté. Le gouvernement ne peut pas gouverner en faveur des travailleurs et des peuples, ne peut pas négocier sérieusement, sans rompre son alliance avec les franquistes et la monarchie.

18 février 1984  
Andreu Camps

les services spéciaux) d'avoir commis l'assassinat.

La campagne centraliste contre Herri Batasuna et le mouvement de libération basque a été spectaculaire. Tout le gouvernement s'est rendu en Euzkadi. Le 24, il y a eu grève générale contre l'assassinat. Toutes les forces politiques y ont appelé y compris Herri Batasuna et LAB (le syndicat lié à Herri Batasuna).

La veille des élections, les GAL ont assassiné à Idax-Mendi (France) le réfugié Eugenio Gutierrez Salazar. Pour parachever le tableau, le 14 février, *Izvestia*, porte-parole de la bureaucratie du Kremlin, disait : « Qui est derrière l'ETA ? » et poursuivait : « Les observateurs politiques locaux se demandent si l'ETA agit pour son propre compte ou si elle a derrière elle les forces de la réaction internationale... » Le valet direct en Espagne de la bureaucratie du Kremlin, M. Gallego, secrétaire du PC « prosoviétique », réaffirmait ces propos. Ce n'est pas un hasard si le Kremlin vient d'inviter Juan Carlos à une visite officielle en URSS. Le Kremlin donne son aval à la guerre sale.

Malgré toute la confusion politique et l'agressivité centraliste, les partis qui se réclament de la souveraineté d'Euzkadi ont obtenu la majorité. Le PNV (Parti nationaliste basque) a obtenu 42 % des voix. Euzkadiko Eskerra (Gauche basque) 8 %.

Et le plus important est qu'Herri Batasuna a conservé ses 15 % de voix. Proportion semblable à celle qu'il avait déjà obtenue lors des élections générales du 28

1982 et des municipales de mars 1983.

157 000 voix malgré toutes les tentatives d'isolement, c'est le reflet déformé de la force sociale de Herri Batasuna, de la volonté du peuple basque. Le PSOE a obtenu 23 % des voix. Ce qui représente une perte de près de 100 000 voix par rapport au 28 octobre 1982.

Le POSI, qui a développé une campagne sur le thème de « Euzkadi, République libre », a centré son activité autour de la proposition de négociation, adressée à tout le mouvement ouvrier et démocratique à l'échelle de l'Etat, pour exiger du gouvernement Felipe Gonzalez la négociation immédiate et inconditionnelle avec les représentants du peuple basque, en particulier le PNV, Herri Batasuna et l'ETA. De nombreux syndicalistes de LAB et de l'UGT, des maires du PNV, des conseillers de Herri Batasuna et des mères de prisonniers ont repris cette proposition.

Les trotskystes ont retiré leurs candidats au bénéfice de ceux d'Herri Batasuna en déclarant : « Le POSI, qui défend le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, retire ses candidats dans le Guipuzcoa et appelle à voter en faveur des candidats de Herri Batasuna qui représentent les aspirations de la partie la plus active du peuple basque, en appelant publiquement au vote pour ceux qui exigent le droit du peuple basque à décider de lui-même. »

Le 28 février 1984,  
Andreu Camps

## ALGERIE : AGGRAVATION DE LA REPRESSION

# Les droits des prisonniers politiques bafoués

Nous publions dans cette page quelques extraits de *Tribune ouvrière*, l'organe de l'Organisation socialiste des travailleurs (OST), la section algérienne de « IV<sup>e</sup> Internationale (Centre international de reconstruction) ».

Treize citoyens algériens (deux femmes et onze hommes) ont été jetés en prison sous la seule accusation d'appartenance à l'OST. Le seul crime qu'on leur reproche, c'est d'avoir diffusé un journal qui combat pour une Constituante souveraine, pour les droits des femmes, pour les libertés, pour les revendications des travailleurs. Les extraits de *Tribune ouvrière* sont un réquisitoire accablant contre les geôliers !

Pour cela, comme des centaines d'autres (animatrices du mouvement des femmes, amis de Ben Bella, défenseurs des droits culturels du peuple Kabyle), ils sont traités comme des criminels.

Les 11 prisonniers politiques de la prison d'Alger (accusés d'appartenance à l'OST) ont commencé la grève de la faim le 13 février pour que l'on reconnaisse leurs droits de prisonniers politiques. Pour défendre leur dignité, ils mettent en danger leur vie !

Le gouvernement de Chadli a répondu en les inculquant « d'atteinte à la sûreté de l'Etat » et en les déférant devant une cour spéciale. Par la force, ils ont été jetés sur des civières, et transférés dans des camions militaires à la prison de Berrouaghia (sud de l'Algérie). L'ampleur de la répression en Algérie a provoqué une large riposte qui s'est affirmée en France par la constitution d'un comité pour la libération des prisonniers politiques en Algérie qui a été soutenu par près de deux cents personnalités politiques, intellectuelles et universitaires françaises et algériennes, et dont l'appel a été contresigné, en France, par plus de 10 000 travailleurs et jeunes.

Ce comité organise à la salle de la Mutualité à Paris, le vendredi 16 mars, un grand meeting public qui sera en France l'affirmation d'une large mobilisation !

Les menaces qui pèsent sur les militants inculpés d'appartenance à l'OST dictent leur devoir à toutes les sections et à tous les militants de « IV<sup>e</sup> Internationale (CIR) » : c'est à l'échelle internationale que la plus vigoureuse campagne doit se développer pour bloquer la répression qui se déchaîne en Algérie !

Lettre des détenus de la prison d'Alger :

### « NOUS SOMMES DES MILITANTS DES LIBERTES DEMOCRATIQUES »

Alger, le 11 février 1984  
« Monsieur,  
Nous avons l'honneur de porter à votre connaissance les faits suivants : nous vous avons adressé plusieurs lettres dont une collective, dans lesquelles nous réclamions les droits inhérents à notre condition de détenus politiques. Jusqu'à ce jour, nous n'avons reçu aucune réponse. Monsieur le Procureur général, nous vivons dans des conditions désastreuses. Ce que nous avons demandé est tout à fait juste et normal, parce que ces droits devraient couler de source dans un pays où le peuple a sacrifié plus d'un million de siens, pour la liberté, les droits et la justice. Monsieur le Procureur général, nous sommes en grande partie des militants des libertés démocratiques, des droits, de la souveraineté du peuple et du socialisme. On ne peut juger une opinion politique, une expression politique. En toute sérénité, nous disons : "La liberté, c'est la liberté de celui qui pense autrement", et seule notre libération immédiate peut représenter une réponse correcte et sage.

Monsieur le Procureur général, nous avons été arrêtés à la mi-décembre 1983 et maintenus au commissariat central d'Alger jusqu'au 29 décembre, jour où nous avons été transférés à la maison d'arrêt de Serkadji. Nous vivons dans des conditions inhumaines, nous ne pouvons plus les supporter ; aussi avons-nous décidé d'engager collectivement, nous les onze détenus, une grève de la faim jusqu'à notre libération, et ce, à partir du lundi 13 février 1984. Veuillez agréer, Monsieur le Procureur général, l'expression de nos sentiments distingués. »

M. Ait Oubelli Belaïd, écou 2 926  
- M. Adjroud Belkacem, écou 2 927  
- M. Amellal Mustapha, écou 2 921  
- M. Amroune Abdelwahab, écou 2 928  
- M. Arfountni Abderrahmane, écou 2 919  
- M. Assouni Ali, écou 2 924  
- M. Boukacem Akli, écou 2 925  
- M. Doumaboutiba Tewfik, écou 2 923  
- M. Grouceïne Abdelkader, écou 2 929  
- M. Meriane Azouaou, écou 2 922  
- M. Toulmatine Ali, écou 2 920.

## POUR L'ASSEMBLEE CONSTITUANTE

(extraits de *Tribune ouvrière* - mai 1981)

LES derniers combats de masses — janvier, février, mars, avril — dans plusieurs régions d'Algérie à Alger, à Tizi-Ouzou, à Dellys, ont exprimé clairement leurs buts, leurs objectifs : arracher les libertés démocratiques, arracher les droits, arracher les revendications élémentaires en affrontant le régime du colonel Chadli.

Le combat pour l'Assemblée constituante souveraine, élue au suffrage universel direct, secret, élections auxquelles participe toute organisation, tout groupe militant, tout citoyen ou groupe de citoyens, pour un gouvernement responsable, élu responsablement devant elle, a sa base dans les revendications et aspirations des masses, procède de ce besoin exprimé aujourd'hui massivement.

Une Assemblée constituante souveraine élue démocratiquement par le peuple algérien exprime ainsi la souveraineté du peuple en dehors de tout diktat ou mainmise, souveraineté jusque-là confisquée par le régime de l'arbitraire, celui de Boumediène comme celui de Chadli qui s'appuie fondamentalement sur les forces militaires et policières et sur son parti unique. Un régime failli et haï, dont les masses disent : « On n'en veut plus ! Dehors ! »

Cette Assemblée législative et exécutive à la fois, élisant un gouvernement responsable devant elle, détentrice de l'ensemble des pouvoirs, balayant ainsi l'Etat de fait, répondant aux revendications et aspirations urgentes des masses populaires :

- instaurer et garantir tous les droits de l'homme et du citoyen ;
- instaurer toutes les libertés, d'expression, d'opinion, de presse, de manifestation, d'organisation ;
- le droit de grève ;
- indépendance du mouvement syndical par rapport à l'Etat.

Elle aura pour tâche de donner la terre aux paysans pauvres et sans terre, de permettre l'organisation indépendante des paysans qui seuls décideront de leur avenir avec l'appui fraternel de la classe ouvrière des villes et des ouvriers agricoles.

L'Assemblée constituante souveraine décidera de la suppression de toutes les dettes contractées par les paysans pauvres et leur apportera une aide systématique, inconditionnelle et sans aucun intérêt : en crédits, en machines, en engrais, ainsi que la liberté entière de commercialiser les récoltes.

L'Assemblée constituante souveraine restituera les conquêtes socia-

les universelles de la classe ouvrière, les garantira et les protégera : mutuelle, sécurité sociale, allocations familiales contrôlées par les travailleurs eux-mêmes.

Elle garantira une justice où tous les droits de la défense sont imprescriptibles et où nul n'est déclaré coupable avant d'être jugé.

— La séparation du culte et de l'Etat, faisant de la religion une affaire personnelle individuelle.

— La liberté totale et le droit pour toute une partie du peuple algérien de s'exprimer par écrit et oralement, ainsi que son enseignement et sa diffusion.

L'Assemblée constituante souveraine, le gouvernement qui en est issu auront pour tâche de rompre la domination de l'impérialisme sur l'économie du pays et en tout premier lieu de décider de refuser de payer la dette extérieure, parce que contractée par des régimes irresponsables pour le profit de l'impérialisme et dont les conséquences constatées par chaque citoyen sont les catastrophes (agricoles...).

L'impérialisme, avec l'aide du régime de l'arbitraire, a pillé notre pays. Il faut que cela cesse. »

## LE COMBAT DES FEMMES POUR L'EGALITE DES DROITS

(extraits de *Tribune ouvrière* - mai 1982)

Le président-colonel Chadli a pris la décision, le 24 janvier 1982, de « différer l'adoption du projet de Statut personnel » soumis à l'APN depuis octobre 1981. Celle-ci devait être adoptée le 25 janvier.

Cette décision, le retrait de ce projet de Statut personnel, à laquelle a été contraint le colonel-président Chadli, est une victoire, une victoire obtenue par les femmes algériennes, par le peuple algérien, par la société algérienne.

Appelé Code de la famille sous Boumediène, Statut personnel sous Chadli, ce texte a toujours eu le même contenu et le même objectif, à savoir enfoncer un coin entre les femmes et les hommes de ce pays, diviser la famille, introduire une série d'éléments de discorde et de haine, opposer les uns aux autres ; en définitive, par ce texte de loi, instaurer l'injustice, l'inégalité, l'arbitraire.

Cependant, par un combat incessant, hardi, tenace et courageux engagé depuis plusieurs mois à l'initiative de centaines et centaines de femmes travailleuses, de femmes de la lutte armée de libération nationale, dont plusieurs avaient connu les prisons et les tortures de l'impérialisme français, cette victoire a été arrachée, et elle l'a été au compte du droit, de l'égalité et de la justice.

Dès le 28 octobre, sur la base de milliers de signatures, de rassemblements publics en assemblées générales, de rassemblements devant l'ANP en manifestations, se concluant dans

celle du mercredi 23 décembre sur les marches de la Grande Poste d'Alger, ces femmes ont exprimé clairement et ouvertement ce que ressentent les millions et millions de femmes, le peuple algérien.

Comment cette victoire a-t-elle été possible ?

« Oui à la démocratie, non au silence ! »

« Le peuple doit décider ! » : c'est sur cette base que cette première victoire a été obtenue.

Par l'initiative prise en toute indépendance, en toute démocratie par les femmes, s'appuyant sur l'immense aspiration des femmes à la justice, au droit, à l'égalité, à la liberté, qui sont des revendications inscrites dans le combat du peuple algérien, des masses travailleuses.

En s'organisant librement, en prenant leurs décisions après réflexion et discussions, où tout un chacun pouvait exprimer librement son point de vue et le défendre.

En refusant de se diluer dans des commissions d'amendements, amendements à un texte inamendable et inacceptable.

En décidant de manifester publiquement.

Par l'initiative, par la démocratie, par l'organisation indépendante, issue des femmes et définie par les femmes elles-mêmes, en créant leurs propres organes de combat, cette victoire a été possible.

Ainsi toutes les couches de la société se sont senties concernées.

Ainsi, les femmes militantes de la lutte de libération nationale se sont-elles engagées totalement dans le combat.

Ainsi, les avocats du barreau d'Alger se sont-ils réunis et ont-ils pris position — point de vue publié dans *El Moudjahid* — sous la forme d'amendements au projet gouvernemental, amendements qui malgré eux apparaissent comme contradictoires avec le Statut.

Oui, le combat a payé, les rassemblements ont payé !

Le régime a reculé !

Et cette victoire obtenue ouvre de réelles perspectives, pour arracher tous les droits et revendications des femmes, nécessairement à tout le peuple algérien.

Il s'agit de continuer dans la même voie, de mobiliser des milliers de femmes dans tout le pays, pour arracher tout ce qui est indispensable à toute notre société : les droits, la justice, l'égalité, la liberté sans lesquels elle risque la déchéance et la décomposition.

C'est un combat riche d'enseignements que celui engagé par les femmes, et qui peut se concentrer dans une formule brève :

C'est au peuple de décider.

C'est au peuple de diriger.

Alors, dehors ce régime de l'arbitraire !

Une profonde aspiration commence à mûrir ! Un réel besoin commence à s'exprimer : pour une Assemblée représentative du peuple algérien !

## Le coup d'Etat au Nigeria

- 110 millions (pays le plus peuplé d'Afrique, un Africain sur quatre est Nigérian). 250 peuples ou ethnies. Deux villes « millionnaires » et neuf villes de plus de 500 000 habitants.
- 925 000 km<sup>2</sup> de superficie.
- 7<sup>e</sup> exportateur mondial de pétrole brut (2<sup>e</sup> exportateur africain après la Libye). 800 000 barils exploités par jour en janvier 1983 contre 2,1 millions deux ans auparavant.
- Importantes réserves de gaz naturel non exploitées évaluées à 280 milliards de m<sup>3</sup>.
- Un produit national brut (PNB) qui constitue à lui seul 1/3 du PNB additionné de tous les pays africains (légèrement supérieur à celui de l'Afrique du Sud, sept fois celui de la Côte-d'Ivoire, douze fois celui du Zaïre).
- Seul pays d'Afrique à exploiter du charbon minéral et ce depuis 1915, avec des réserves estimées à 240 millions de tonnes. Gisements importants de fer, d'étain, de zinc, de cuivre, de plomb, de manganèse, d'or, peu ou pas exploités.
- Le Nigeria qui est devenu un Etat politiquement indépendant en 1960, existe dans les frontières de l'ancienne colonie britannique, tracées en 1914. L'impérialisme britannique a organisé en permanence la division entre les peuples établis sur ce territoire pour maintenir sa domination.

**C'**EST dans ce pays, souvent désigné comme le « géant de l'Afrique » que le 31 décembre 1983, un coup d'Etat balayait le régime d'El Hadj Shehu Shagari pour asseoir une dictature militaire dont le major-général Muhammadu Buhari prenait la direction 5 mois à peine après les élections d'août-septembre 1983 marquées par les gigantesques fraudes du NPN, le parti au pouvoir.

Au centre de ce coup de force se trouve l'armée nigérienne, institution formée et sélectionnée à travers les opérations de défense de l'ordre impérialiste aussi bien à l'intérieur pendant la guerre du Biafra (1969-1971) qu'à l'extérieur où elle sera déployée en mars 1979 au Tchad et dès les débuts de la guerre du Liban où ses détachements feront partie de la prétendue « force de paix » de l'ONU : la FINUL.

Ainsi, pour la sixième fois depuis l'indépendance formelle de 1960, les couches supérieures de cette véritable caste viennent-elles de modifier brutalement le régime politique.

Ce faisant, elles viennent de renouer avec les 13 années passées de régime militaire inaugurées en janvier 1966 par le coup d'Etat de John Agui Ironsi, auquel succéderont le pronunciamiento du 29 juillet 1966 qui a installé le général Gowon déposé plus tard le 29 juillet 1975 par le général Murtala Mohamed, lui-même assassiné six mois plus tard lors d'un putsch qui a échoué à moitié et qui installera le général Olusegun Obasanjo au pouvoir.

Pur produit de cette caste, Muhammadu Buhari a été, comme la plupart des ses compagnons d'armes, modelé dans le moule d'où sortent les officiers nigériens et qui les dresse à la défense des intérêts impérialistes : Académie militaire au Nigeria, instruction militaire à l'école britannique des cadets d'Aldershot à côté de Londres, puis école de guerre de l'armée américaine au camp de Carlisle à Philadelphie.

C'est sur la toile de fond d'une profonde crise politique qui a aggravé la fragilité du régime de Shagari qu'a été préparé, pratiquement au grand jour, ce putsch que des rumeurs publiques annonçaient plusieurs jours à l'avance et qui, à en croire l'hebdomadaire *Jeune Afrique* du 11 janvier 1984, « s'est déroulé de manière parfaitement classique. Une vraie leçon de choses issue d'un manuel du putschiste moyen. »

### La faillite du gouvernement Shagari

Installé au pouvoir le 1<sup>er</sup> octobre 1979, à la suite du retour des militaires dans les casernes sous la pression du mouvement des masses et suite à des élections déjà fort contestées, Shagari bénéficiera du soutien des principales puissances impérialistes pour lesquelles le Nigeria n'a cessé de susciter de féroces convoitises.

Soumise aux besoins de l'impérialisme, l'économie nigérienne a connu un développement artificiel et exclusif de l'exploitation du pétrole qui constitue 90 % des recettes de l'exportation et fournit 80 % des devises de l'Etat.

Les fortunes faciles réalisées à travers cette exploitation ont nourri une vaste corruption qui a gangrené l'ensemble de l'appareil d'Etat, le couvrant de retentissants scandales.

C'est dans cette situation que la chute des cours du marché du pétrole sur les marchés mondiaux a créé une crise économique sans précédent face à laquelle la bourgeoisie nigérienne, avant de reporter le poids de cette crise sur les masses, à travers la mise en place d'une politique d'austérité inspirée par le FMI, a, pour « brouiller les cartes », désigné comme boucs-émissaires en janvier 1983 les millions d'Africains d'autres pays travaillant au Nigeria et procédé à leur expulsion.

Cette campagne qui s'est inscrite comme l'un des plus barbares épisodes de l'Afrique contemporaine n'a en rien réglé la crise qui frappait de plein fouet le pays. L'activité des masses précisément nourrie par cette crise s'est manifestée au travers de grèves, qui, bien que proscrites de fait par la législation en vigueur, se sont développées dans plusieurs corporations, surtout dans les entreprises étrangères (pétrole, usines de montage) et dans le secteur public, notamment dans l'enseignement.

C'est face aux risques d'explosion que pouvait entraîner l'aggravation des mesures d'austérité à la veille des élections que l'impérialisme américain, agissant pour son propre compte (mais apparaissant dans cette affaire comme « unifiant » les intérêts des impérialismes britannique, français, allemand, hollandais, japonais présents au Nigeria), a différé jusqu'après les élections les pressions sur l'Etat nigérian pour obtenir l'application des mesures d'austérité exi-

gées par le FMI qu'il contrôle en réalité.

En faisant cela, la coalition impérialiste a cherché à réunir les meilleures conditions pour soutenir le National Party of Nigeria (NPN), parti de la fraction de la bourgeoisie au pouvoir, et assurer la réélection de son dirigeant Shehu Shagari, qui apparaissait alors aux yeux de l'impérialisme comme celui pouvant assurer le moins mal la stabilité de l'appareil d'Etat et la continuité de la préservation de ses intérêts dans ce pays. En effet, pour l'impérialisme, un changement de gouvernement déstabiliserait ses positions et aggraverait la dislocation de l'appareil d'Etat ouvrant en même temps une brèche dans laquelle pourrait s'enfoncer l'action des masses.

Shagari était alors réélu dans des conditions de fraude manifeste.

Après ces élections et alors que se révélait de jour en jour les plus monstrueux scandales mettant en cause les sommets de l'appareil d'Etat et du NPN, Shagari était sommé par le FMI de passer à l'attaque.

A l'intérieur du pays, le chaos existant alors faisait déjà penser que, face à l'incurie de son gouvernement, Shagari ne finirait pas sa nouvelle législature de 4 ans.

C'est dans ces conditions que l'annonce, le 29 décembre, d'un nouveau plan de rigueur fut perçue comme une véritable provocation par les couches populaires appelées à se sacrifier sur l'autel de l'austérité alors que la bourgeoisie compradore se vautrait dans un luxe insolent.

Alors que les salaires de nombreux fonctionnaires restaient impayés depuis plus de 8 mois, que des licenciements massifs étaient organisés dans plusieurs secteurs avec la fermeture des usines et qu'une inflation galopante atteignant un taux de 50 % frappait les produits de première nécessité soumis par ailleurs à une forte spéculation, le nouveau plan d'austérité, aggravant cette situation d'ensemble, entendait réduire les subventions de l'Etat à certains biens et services (pétrole, électricité), démanteler des pans entiers du secteur public, notamment par leur privatisation, et réduire les importations qui, dans le domaine alimentaire particulièrement, comblaient l'énorme déficit du pays.

Dès l'annonce de ces mesures, des mouvements de protestation, des grèves ont commencé à se développer dans tout le pays.

Il s'avérait ainsi que les bases du régime de Shagari étaient vermoulues, celui-ci, eu égard à son impopularité, n'étant plus l'homme de la situation qui puisse imposer les plans d'austérité que pour l'impérialisme il fallait à tout prix faire passer.

Alors eut lieu le coup d'Etat qui fut accueilli avec une entière satisfaction dans les métropoles impérialistes et dans les cercles de la haute finance internationale dont les intérêts sont gigantesques au Nigeria.

Trois jours à peine après le coup d'Etat, la dictature de Buhari s'empressait de payer 60 millions de dollars de dettes auprès des 66 banques internationales, sur la dette globale du pays s'élevant à 2 milliards de dollars.

Si on ajoute à cet acte d'allégeance à l'impérialisme l'annonce faite par la dictature de maintenir tous les liens internationaux établis avant le

coup d'Etat et dans ce cadre de poursuivre les négociations avec le FMI, on comprend alors aisément les raisons de la satisfaction des milieux impérialistes.

### Une confirmation du tournant de la situation mondiale

L'exemple du Nigeria illustre de manière saisissante la réalité de la situation mondiale.

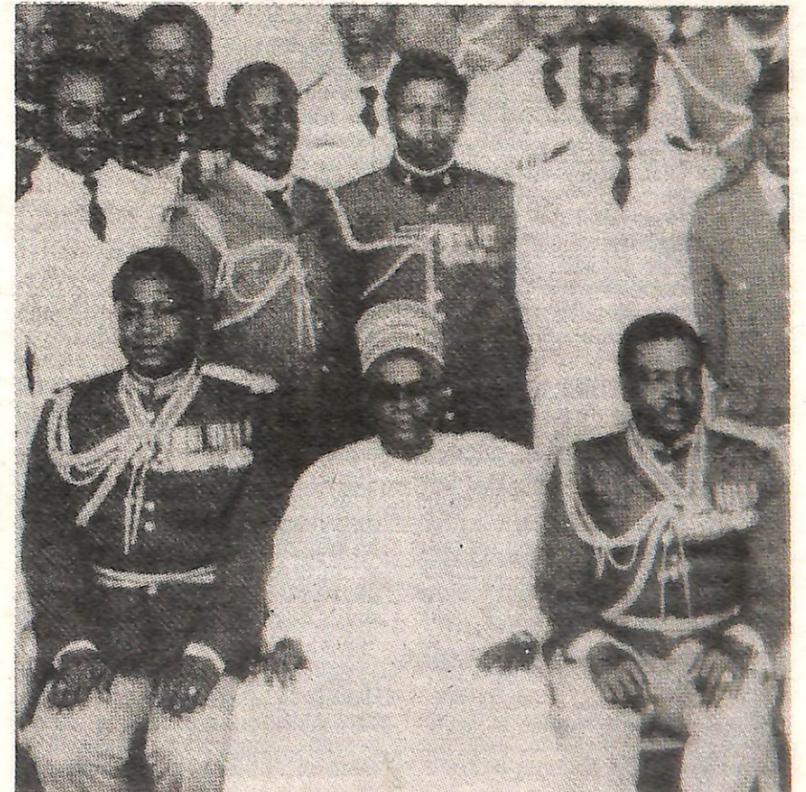
Dès le début des années soixante-dix, l'impérialisme américain entamait l'éviction en règle des positions de l'impérialisme britannique, ancienne puissance colonisatrice du Nigeria. En effet, si au plan économique l'impérialisme britannique a toujours des positions commerciales importantes dans ce pays, dont il reste le premier fournisseur, c'est désormais l'impérialisme américain auquel est livrée la moitié du pétrole nigérian qui prend le premier rang dans cette activité dominante au Nigeria, dont il est par ailleurs le deuxième fournisseur.

Cependant, et c'est là un des aspects fondamentaux du tournant de la situation mondiale, engagé dans sa « guerre de rapine économique », l'impérialisme américain a été amené à déstabiliser sa plus sûre alliée : la bourgeoisie compradore nigérienne, lui retirant une part importante des miettes qu'il lui concédait jusqu'alors. C'est ce que concentrent les plans du FMI brutalement imposés depuis 1982, plans qui ont mis le dos au mur le régime de Shagari, lequel est tombé comme un fruit mûr face à la junte de Buhari.

La militarisation aujourd'hui active du pays par le biais de mesures répressives dont l'autorisation de la détention arbitraire pour trois mois de toute personne suspectée « d'atteinte à la sécurité de l'Etat » et l'annonce de la modification (assurément dans un sens antidémocratique) de la Constitution sont également une illustration du tournant de la situation mondiale.

Il convient à ce propos de signaler que contre les régimes dictatoriaux

Shagari, ex-chef de l'Etat nigérian.



qui ont dominé le Nigeria de 1966 à 1979, les masses ont arraché et développé sous le régime de Shagari lui-même d'importants droits démocratiques : droits d'organisation, liberté de presse et d'opinion. Ces droits véritablement exceptionnels alors sur le continent africain — si on sait par exemple que Shagari lui-même était régulièrement poursuivi devant les tribunaux par de simples citoyens — marquaient la réalité de l'indépendance politique au Nigeria.

C'est tout cela qui est remis en cause aujourd'hui.

### Vers quelles perspectives ?

Si l'impopularité du gouvernement Shagari et l'impasse politique des partis de la bourgeoisie compradore nigérienne ont vu les masses accueillir le putsch dans une relative indifférence, rien n'assure pourtant aux militaires une ère de tranquillité.

Les déclarations lénifiantes des militaires dénonçant la corruption et déclarant à longueur de discours vouloir « redresser » la situation catastrophique du pays n'abuseront pas longtemps les masses nigérianes.

Il est à penser que la question nationale ne manquera pas de connaître de nouveaux rebondissements dans ce pays où d'importantes minorités sont soumises à l'oppression nationale.

Les tentatives d'application par la dictature des diktats du FMI portant actuellement sur une dévaluation de 30 % de la monnaie nigérienne, le naïra, avec le cortège de mesures d'austérité héritées de Shagari ne se développeront pas sans réaction des masses.

Le pouvoir militaire lui-même ne dispose pas d'une base populaire dans le pays. Il ne propose, au-delà des déclarations démagogiques, aucune solution. Il doit contrôler une population laborieuse dont l'expérience d'organisation et d'action est déjà riche. Bahari ne fera pas disparaître le Nigeria de l'actualité. Rien n'y est réglé.

Malcolm Bakayoko,  
le 14 février 1983

# Tchécoslovaquie

10 - Tribune internationale - février 1984

1968 : « REFORME DE STRUCTURES » OU REVOLUTION POLITIQUE ? (IV)

## Après l'invasion d'août 1968

Nous publions dans ce numéro de *Tribune internationale-La Vérité* la quatrième partie d'une étude de Jan Tesar consacrée aux événements de Tchécoslovaquie en 1968, au mûrissement du mouvement qui devait déboucher sur ce qu'on appela le Printemps de Prague, à l'invasion des armées du pacte de Varsovie et à la résistance à la « normalisation ».

Jean Tesar est un militant de l'opposition tchécoslovaque, historien de profession. Il participa au Printemps de Prague comme militant du Parti communiste tchécoslovaque (PCT). Mais il devait démissionner du PCT après l'acceptation par ses dirigeants du diktat de Moscou.

Dans la partie publiée dans ce numéro, Jan Tesar insiste sur les développements politiques d'une période dont la signification est généralement ignorée ou occultée par la plupart de ceux qui ont prétendu analyser les événements de 1968-1969, à savoir la période qui suit directement l'invasion.

Jan Tesar, qui fut arrêté en 1969, fut à nouveau emprisonné de 1972 à 1976.

LA question de savoir quelles sont les raisons de l'invasion de la Tchécoslovaquie par les armées du pacte de Varsovie est pratiquement sans objet. L'invasion découlait logiquement de la situation, à une époque — en août 1968 — où le mouvement avait effectivement « échappé au parti ». Les activités civiques indépendantes commencèrent alors à s'imposer irrésistiblement. Le mouvement populaire avait déjà désagrégé le parti stalinien à tel point qu'il était clair aux yeux de tous que le congrès du parti qui devait se tenir en septembre 1968 ne se laisserait pas manipuler par les méthodes habituelles.

Les manœuvres stalinienne s'avéraient inefficaces aussi en Slovaquie ; aucune force à l'intérieur du pays n'était donc capable de renverser la situation. La seule question qui se posait alors aux dirigeants du Kremlin était de savoir si l'intervention en Tchécoslovaquie ne leur coûterait pas trop cher. Quant aux dubcekistes, ils ont tout fait pour prouver le contraire.

### Alors que l'invasion se préparait

Nous pouvons illustrer cette affirmation par un exemple. Chaque spécialiste militaire savait, il ne pouvait en être autrement, que les dispositions prises en vue de préparer l'invasion étaient fort avancées. Parmi les généraux de l'armée tchécoslovaque de cette époque, seul le général Prchlik, soldat et patriote, poussé par le sentiment de l'honneur, a décidé de ne plus agir dans l'intérêt de la caste qu'il servait pourtant jusqu'alors en tant que haut représentant militaire du régime. Il demandait avec insistance que la Tchécoslovaquie fasse des préparatifs de défense, et en même temps il s'efforçait, par des prises de position publiques, de faire en sorte que l'invasion des armées du pacte de Varsovie ne se produise pas. Il fut immédiatement destitué par Dubcek sur ordre formel de Brejnev. Dubcek et d'autres aveugles politiques qui se taisaient devant cet acte ont ainsi fait comprendre au Kremlin qu'il avait le feu vert. Ainsi, l'invasion fut décidée, et quant au reste, c'est un faux problème. Le nom de Prchlik devrait cependant retenir toute notre attention : le général Prchlik est un prisonnier politique de Husak de la période de la normalisation..

Plutôt que d'examiner la façon dont a eu lieu l'invasion, essayons d'aborder deux problèmes de fond.

Et tout d'abord, il convient de poser cette question : comment se fait-il que les Tchèques et les Slovaques aient été surpris par l'invasion ? En Europe, chacun savait que les tanks étaient prêts à se lancer. Comment se fait-il qu'ils étaient si peu nombreux ceux qui appuyaient le général Prchlik dans cette période marquée cependant par une grande vague d'enthousiasme patriotique, en Bohême et en Slovaquie ? La réponse est simple : c'est le refus d'admettre que les « amis soviétiques » soient capables de commettre une pareille forfaiture. Cette naïveté ne concerne pas uniquement les dubcekistes. Elle ne concerne pas non plus des dizaines de milliers de prisonniers politiques qui avaient connu les conseillers soviétiques dans des camps. Mais la majorité des habitants de ce pays n'est revenue brusquement à la réalité que le 21 août 1968, débarrassée soudainement de cet héritage historique fatal. Telle est la vérité, et le fait que les Tchèques et les Slovaques n'aiment pas entendre cela aujourd'hui ne change rien à l'affaire. Ajoutons cependant que c'est une consolation de pouvoir affirmer que le choc a été si brutal que les Tchèques et les Slovaques sont guéris définitivement. Faire entrer pareilles illusions dans les calculs politiques est désormais impossible.

L'autre problème qu'il faut soulever est encore plus intéressant : après le 21 août, c'est indéniable, l'opinion publique réagit d'une façon tout à fait paradoxale face aux dubcekistes et à leur politique de trahison nationale. La haine fanatique, souvent accompagnée, hélas, de chauvinisme, s'accompagne d'un véritable culte à l'égard de ceux qui ont conduit le pays à la catastrophe et qui se sont jetés de la boue à la figure à Moscou.

Frantisek Kriegel, qui fut le seul à refuser de signer la capitulation, perdit à ce moment de l'influence dans l'opinion publique, en comparaison avec certains tristes personnages dont les noms ne méritent même pas de figurer ici. Fin août, septembre, octobre sont les mois autour desquels tout se désagrège dans cette vague d'enthousiasme qui consacre tous ses efforts à servir les capitulards. Quand aux activités civiques émancipées, elles n'ont pas été vaincues par les tanks, pas du tout. Elles ont disparu dans cette vague, balayées par elle.

Le Congrès du PCT se réunit dans la clandestinité sous la menace des tanks russes : chaque minute compte, chaque mot compte. Comment se fait-il qu'un politicien qui

répand des larmes sur le petit écran, se lamentant sur la méchanceté de ses « alliés » ne perde pas son prestige ? Un tel politicien serait tombé dans le discrédit à jamais. Pourtant, Dubcek l'a fait, après son retour de Moscou, et peu nombreux étaient les Tchèques que le spectacle semblait affecter.

Mais cette réaction, qui est une réaction socio-psychologique et politique, et qui apparaît fréquemment dans notre histoire, n'explique pas tout. Si elle permet de faire comprendre Dubcek, elle n'est pas de nature à répondre à la question de savoir pourquoi le PCT, après avoir capitulé, a connu un tel regain de popularité.

L'idée selon laquelle le PCT doit devenir un parti national unique triomphe effectivement à l'automne 1968, et cette idée rejette à l'arrière-plan les activités civiques. Jamais auparavant le PCT n'avait connu une telle situation, pas même au temps où il menait un combat courageux contre le nazisme. Cette réaction s'explique avant tout par le fait que le PCT dans son ensemble a refusé l'invasion, quoiqu'à moitié. Du point de vue de l'histoire, cela peut s'expliquer clairement : il n'a à ce moment-là pas encore été discrédité définitivement, sans appel, aux yeux du peuple. On pouvait encore voir en lui autre chose qu'un pur et simple oppresseur, on pouvait encore le considérer comme un leader. Pour se rendre à l'évidence, il fallait encore d'autres faits, d'autres expériences historiques. Les événements survenus au cours de l'année suivante s'en chargèrent.

### Une falsification délibérée

On en vient ainsi à parler de l'ultime falsification volontaire qui altère la signification du Printemps de Prague de la part des eurocommunistes qui représentent une orientation politique commune à une catégorie de personnes, et des

kremlinologues qui s'en tiennent à l'examen des sommets de la hiérarchie politique du pouvoir : elle consiste à présenter les événements comme s'il y avait une cassure, sinon au moment de l'invasion, en tout cas au moment où Husak est intronisé en tant que premier secrétaire du parti, au printemps 1969.

En réalité, le processus qui commence au printemps 1968 se poursuit avec régularité tout au long de l'année qui suit l'invasion. Ce processus englobe les activités civiques et leur destruction. Examiné sous cet angle, le processus se présente comme un processus de révolution politique dirigée contre le totalitarisme stalinien. Dès lors, le mobile des falsifications et des intentions des falsificateurs est trouvé.

Mais reprenons les faits. La période après l'invasion n'est pas moins riche en événements, et à certains égards, elle est encore plus intéressante que la période précédente. Ce qui constitue l'une des caractéristiques de cette période, c'est le fait que la classe ouvrière prend l'initiative d'une activité politique indépendante en liaison avec le mouvement étudiant révolutionnaire. Ces deux couches sociales ont seules marqué véritablement par leurs activités politiques cette période.

Pour être tout à fait honnête, il faut bien dire que la capitulation éhontée des dubcekistes ne s'exerçait pas impunément. On ne sait pas, et on ne saura probablement jamais quelles sont les usines qui ont protesté contre cette capitulation. En tout cas, nous savons que l'usine Skoda de Plzen, ce bastion ouvrier tchèque traditionnel, a élevé sa voix avec indignation. Son appel à la résistance lancé le jour même du retour des capitulards à Prague est resté sans écho dans cette capitale emportée dans une vague de sentimentalisme larmoyant.

Une fois de plus, le mouvement populaire et le mouvement du prolétariat ont été trompés, désorientés par les manœuvres des dubcekistes qui ont caché au peuple les promesses qu'ils avaient faites à Moscou. Le contenu des accords signés à Moscou n'a toujours pas été rendu public. Ils ont menti, tous, sciemment, et dans un premier temps, ils ne voulaient même pas dire que le congrès du parti avait été annulé. Le mouvement de résistance prenait de l'ampleur seulement à mesure que l'on prenait conscience de leur mensonge.

Ce qui marque le tournant, c'est la résolution votée par le CC du PCT en novembre 1968, résolution qui ne laissait pas l'ombre d'un doute sur la manière dont le « parti renoué » avait l'intention de collaborer avec l'occupant.

### Ouvriers et étudiants

De puissantes grèves étudiantes avec occupation surgirent alors brusquement. Ces grèves furent dirigées par l'Union des étudiants de l'enseignement supérieur, indépendante et constituée suivant une voie révolutionnaire (Jiri Müller).

Des liens furent établis durant cette grève entre l'Union des étudiants et les syndicats indépendants des cheminots.

Le mouvement étudiant atteint son point culminant au début de l'année 1969 lors des obsèques de Jan Palach, victime et symbole du refus de la politique de capitulation. La manifestation qui a réuni des centaines de milliers de personnes à l'occasion des funérailles empêcha momentanément d'autres actes de capitulation. Jaroslav Sabata, qui se faisait une idée exacte de l'état d'esprit qui régnait aussi bien à Prague qu'en dehors de la capitale, a défini cette situation en termes clairs : les efforts destinés à la poursuite du processus de démocratisa-

Rencontre à Cierna des dirigeants du Parti communiste tchécoslovaque et des dirigeants du Kremlin.





Prague, août 1968.

tion doivent se poursuivre, dans des conditions nouvelles. La situation a atteint à nouveau un point culminant en mars 1969 : les maréchaux soviétiques entrent en scène et une nouvelle intervention armée soviétique menace.

Encore une fois, les dubcekistes ont capitulé, Husak a été placé à la tête du parti avec l'approbation de Dubcek. A peu de temps de là, le PCT a fait une croix sur la « Politique de janvier » et le reste n'était qu'une question de temps, juste le temps de mettre en place les organes répressifs destinés à écraser le mouvement populaire.

C'est à ce moment-là seulement, dans des conditions historiques dont nous avons toujours souligné l'importance, que l'on peut définir le début d'un processus qui jettera le discrédit sur le régime stalinien, que le mouvement populaire s'émancipe complètement. C'est à ce moment-là seulement que les syndicats libres apparaissent massivement — bien que ce processus ait pris de l'ampleur dès l'automne 1968.

## Vers des organisations syndicales indépendantes

Il n'existe aucun livre qui traite du problème de la mise en place et des activités libres en Tchécoslovaquie en 1968 et 1969. Il est peut-être ici nécessaire de souligner un élément caractéristique qui permet d'identifier ce mouvement et qui permet d'affirmer que le processus de dislocation du stalinisme s'amorce. Les syndicats indépendants sont nés en prenant leur point de départ dans les syndicats officiels existant, dirigés de fait par le parti. Les directions des organisations de base sont élues démocratiquement sur la base des statuts officiels existants. Ensuite, les présidents des organisations de base, à partir des accords conclus entre organisations, mettent en place, en dépassant le cadre des unions syndicales, des syndicats indépendants à un niveau de plus en plus élevé. Des segments entiers des centrales bureaucratiques des syndicats officiels furent ainsi enlevés, à des niveaux de plus en plus élevés.

Les « comités de coordination » indépendants sont arrivés à concurrencer le conseil central des syndicats tchèques officiels. Les usines les plus importantes de Prague furent entraînées petit à petit dans le mouvement. Signalons ici le trust, mondialement connu, ainsi que des secteurs de la métallurgie lourde de Kladno, centre historique du mouvement ouvrier tchèque. Des pourparlers étaient en cours pour parvenir à un accord avec les usines Skoda et Plzew et avec Ostrava.

Dans ce mouvement, le député Rudolf Batték joua un rôle de première importance (Ce nom mérite toute notre attention. Cette parenthèse sera notre réponse aux affirmations mensongères des eurocommunistes tchèques qui évoquaient à la gauche française en 1972 que les arrestations en Tchécoslovaquie ne touchaient que les « moyens et petits cadres ». Or, ce sont des cadres révolutionnaires qu'on emprisonne.)

Le processus en marche était une véritable course contre la montre. Husak, soutenu par Dubcek, en est sorti vainqueur. C'est lui qui a

choisi le moment propice, c'est lui qui a créé les conditions dans lesquelles la confrontation devait avoir lieu. La confrontation a eu lieu au moment où les syndicats libres n'existaient pas encore comme organisation à l'échelle du pays, pas même à l'échelle des régions tchèques. Pour le premier anniversaire de l'invasion, les staliens étaient prêts.

Ils décidèrent de nous écraser à l'aide de leurs propres chars, chars tchécoslovaques, et ils exigèrent des maréchaux russes qu'ils leur réservent ce droit. Ils lancèrent le mot d'ordre de grève générale, mot d'ordre qui relevait de la provocation. Il dut être refusé, la direction des syndicats indépendants, qui se construisait lentement, par un mouvement d'en bas, savait qu'une telle grève, organisée dans de telles conditions, n'avait aucune chance de réussir. Ainsi, le premier anniversaire du « jour de la honte » est arrivé.

A notre point de vue, cet avilissement ne concernait pas les jeunes Russes, Polonais, Allemands, Hongrois, Bulgares en uniformes de soldats. Il concernait le PCT.

## Les barricades de 1969

Durant trois jours, des batailles de rues se sont poursuivies à Prague, à Brno et dans d'autres villes. Notre pays n'a jamais connu de tels événements, en temps de paix, à une époque récente. Nos barricades furent broyées par des tanks, tchécoslovaques cette fois. Cette fois, nos hommes sont tombés morts sous les coups assénés par les staliens, tchèques et slovaques. Friedrich Engels explique que la barricade ne peut pas résister aux bou-

lets. A plus forte raison aux chenilles : les tanks n'ont même pas besoin de tirer.

Un mois plus tard, lorsque j'ai franchi, en tant que collaborateur de Rudolf Batték, les portes de la prison de Ruzine, les marches de l'escalier étaient encore souillées du sang qu'on a fait couler à cet endroit. C'était le sang de quelque mille cinq cents jeunes gens arrêtés sur les barricades de Prague et sauvagement abattus en vertu d'un décret-loi d'exception, promulgué et signé par le président de l'Assemblée nationale, qui s'appelait alors... Alexander Dubcek.

## Un processus de révolution politique

Pour conclure, il est peut-être inutile de vouloir répondre à toutes les questions que nous avons formulées dans la première partie de notre étude. Les réponses s'enchaînent naturellement. Nous nous bornerons à souligner quelques aspects du problème. Avant toute chose, les événements tchécoslovaques de 1968-1969 — considérés comme un processus historique dans son ensemble, et non sous l'angle de la « politique d'après-juin » menée par les dubcekistes — sont sans conteste une révolution politique dirigée contre le stalinisme. Dans ce processus de révolution politique — si l'on compare ce processus révolutionnaire avec d'autres qui se sont produits dans le passé, ou qui se produisent — ce qui est en cause, c'est uniquement la question du pouvoir politique, de la caste du régime au pouvoir. Quant au problème du système de propriété des moyens de production, il ne se pose même pas, même en cas de dislocation du pouvoir politique. C'est la

preuve que dans le socialisme, personne n'est appelé à remplir le « rôle dirigeant », le socialisme n'a pas besoin d'être « dirigé ». En revanche, cela prouve que la démocratie complète est absolument indispensable pour le socialisme.

Il est incontestable que le processus de dislocation des régimes staliens qui se poursuit ne faisait que ses premiers pas en Tchécoslovaquie en 1968. Cela s'explique en partie par l'évolution antérieure de notre pays, mais aussi tout naturellement par le fait que le processus de décomposition du régime à l'échelle mondiale était, il y a quinze ans, beaucoup moins avancé qu'aujourd'hui. Au cours de notre étude, nous avons eu l'occasion de souligner les éléments caractéristiques qui permettent d'expliquer cette situation. Il convient peut-être ici de souligner l'importance de l'un des éléments du problème et qui doit retenir notre attention : l'existence du « troisième centre ». Il faut également rappeler que ce phénomène est absent dans les années 1980-1981 en Pologne. Et il semble bien que ce phénomène aussi caractérise le commencement d'un processus de dislocation du système.

Ce que nous disons n'est peut-être pas sans relation avec le fait que le processus qui se poursuit en Tchécoslovaquie ne peut pas, à ce stade, remplir sa destination en se reposant sur des activités civiques indépendantes, comme dans le cas de la Pologne : où de telles activités existaient depuis des années. Nous avons établi, par expérience, que dans le système totalitaire dont la Tchécoslovaquie a voulu sortir en 1968, aucune force organisée ne pouvait acquérir de l'expérience politique autrement qu'à l'intérieur du parti. Ceci n'est pas applicable au stalinisme d'aujourd'hui, ni à la

Tchécoslovaquie, pour des raisons évidentes. Il résulte de ceci que la place qu'occupaient les illusions sur la possibilité de réformes devient de plus en plus réduite, avec le développement des tendances révolutionnaires. Vive cette révolution-là !

Une autre conclusion s'impose, celle qui concerne l'avenir du mouvement d'émancipation tchécoslovaque. Le sort réservé à la révolution tchécoslovaque de 1968-1969 est tout à fait hors de l'ordinaire, en comparaison avec d'autres révolutions anti-staliniennes, et même d'un point de vue général. Il est rare en effet qu'un régime révolutionnaire, même après la défaite complète d'une révolution, constitue un grand pas en arrière, et pour une longue période, par rapport au régime existant avant la révolution. Dans la Tchécoslovaquie de Husak, il n'y a pas l'ombre d'un compromis social qui, en règle générale, s'établit en pareilles circonstances. C'est le tribut que les peuples de Tchécoslovaquie doivent aussi payer pour leurs illusions dubcekistes, mais à l'avenir, il servira sûrement à renforcer notre immunité aux illusions !

Mais allons encore plus loin : les années 1968-1969 nous ont ensuite laissé en héritage l'erreur qui consiste à identifier le socialisme et le PCT, et parfois le socialisme et le PCT version dubcekiste. C'est une arme que le régime sait utiliser. C'est pour cela que chaque fois que les voix se sont élevées pour dénoncer ce camouflage, le régime a frappé très dur (Peter Uhl, leader du Parti socialiste révolutionnaire, Rudolf Batték, leader des socialistes indépendants — les noms que les lecteurs doivent avoir à l'esprit).

## D'ANDROPOV A TCHERNENKO :

## Contradictions et oscillations de la bureaucratie

LES changements intervenus à la tête de la bureaucratie du Kremlin ont redonné une nouvelle vigueur aux spéculations les plus diverses.

Les « spécialistes » de l'URSS se sont ainsi relayés dans la presse pour expliquer la situation ouverte en URSS par la mort d'Andropov et la désignation de Tchernenko.

La prétention de ces « kremlinologues » qui savent tout sur tout (et quand ils se trompent, c'est que « décidément, à Moscou, rien n'est prévisible ») n'a d'égal que le mépris dans lequel ils tiennent les masses soviétiques coupables à leurs yeux d'une totale indifférence et d'une grande passivité.

Il est vrai que pour ces habitués des couloirs du Kremlin et des réceptions d'ambassades, l'ouvrier soviétique reste un étranger. La réalité, on s'en doute un peu, est bien différente de ces images complaisamment rapportées dans la presse occidentale.

## En finir avec l'immobilisme ?

Comme nous l'écrivions en décembre 1982 à l'occasion de la désignation d'Andropov : « *Le trait saillant du règne de Brejnev a été "l'immobilisme". Incapable de maîtriser le mouvement de la classe ouvrière, la marche à la révolution politique, la bureaucratie n'avait d'autre recours pour contenir ses propres contradictions que "l'immobilisme". Celui-ci tenait lieu de ciment nécessaire au maintien de la "stabilité" de la bureaucratie... Mais "l'immobilisme" ne peut se poursuivre indéfiniment. Des décisions doivent être prises tant en ce qui concerne la situation intérieure qu'en ce qui concerne la politique internationale. Mais toutes les décisions importantes menacent de rompre l'équilibre.* » (Tribune internationale n° 10).

Sortir de cet « immobilisme », prendre des décisions, opérer des choix, tels semblaient être, selon les observateurs, les buts d'Andropov.

C'est ainsi que lors de sa nomination, Andropov avait été qualifié de « libéral » et d'« ouvert aux suggestions et aux idées de réforme ». Un rapport des services de recherche du congrès US discernait chez Andropov un homme « favorable à des accommodements avec l'Ouest ». Et dans les milieux des ambassades, on estimait selon l'AFP que le nouveau secrétaire général du PCUS avait des « idées en matière économique. Il pourrait, dit-on, se tourner du côté de la Hongrie (décentralisation, autonomie des entreprises, privatisation limitée). »

L'impérialisme, soucieux à la fois de maintenir l'ordre contre-révolutionnaire mondial et de s'ouvrir des possibilités accrues de pénétration de ses marchandises en URSS, organisait à cette occasion une pression qui n'était pas innocente en indiquant quel devait être le comportement du successeur de Brejnev pour la rénovation de la gestion, pour l'ouverture plus grande en matière économique vers l'Ouest, (c'est-à-dire vers l'impérialisme).

De fait, dès son accession au pouvoir, Andropov, tout en réaffirmant sa volonté de poursuivre la « ligne Brejnev », engageait une vaste campagne en faveur du « pragmatisme économique », et de la nécessité de résoudre les « questions économi-

ques » par de nouvelles méthodes ; on le présentait comme celui qui allait rénover la gestion de l'URSS.

Mais cela n'impliquait nullement de sa part une volonté d'amélioration des conditions de vie et de travail des masses soviétiques. Au contraire, cette politique impliquait de faire porter sur les masses une pression accrue.

## Un « libéral » à l'œuvre

Andropov allait, dès son accession au pouvoir, organiser le « flicage » des travailleurs au nom de la « rentabilité économique », lançant une campagne contre l'« absentéisme », donnant pouvoir aux policiers d'interpeller et d'interroger toute personne dans la rue sur la raison pour laquelle elle n'était pas au travail. Les sanctions pouvaient aboutir à remettre en cause primes et salaires. Il chargeait les « collectifs de travailleurs » et les « syndicats » officiels de combattre pour l'augmentation des cadences, de la productivité, menaçant y compris de sanctions pénales les ouvriers ne se pliant pas à ces nouvelles normes.

Une vaste campagne visant à terroriser les ouvriers soviétiques s'engageait. Dans le même temps, la bureaucratie annonçait (pour la première fois depuis 1961 et pour la deuxième fois après 1934) une reprise des « 130 millions » (chiffre officiel) de cartes « syndicales », afin de contribuer à l'« amélioration du travail des organisations de base et le renforcement de la discipline du travail ». Bref, une vaste campagne de terreur contre la classe ouvrière, quand on sait que c'est le « syndicat » qui gère les œuvres sociales, les vacances, les logements...

Dans le même temps, le renforcement des pouvoirs du KGB aboutissait à une aggravation de la répression, marquée par la multiplication des arrestations et des procès (en utilisant pour ce faire l'article 64 de la loi : « Espionnage au profit de la CIA », plutôt que celui concernant la « propagande antisoviétique » couramment utilisée sous Brejnev), par la promulgation du décret autorisant les autorités pénitentiaires à maintenir sans nouveau jugement un détenu en prison pour « mauvaise conduite » (une grève de la faim par exemple).

Et à l'occasion du 60<sup>e</sup> anniversaire de l'URSS, le 21 décembre 1983, Andropov prononçait un discours essentiellement consacré à la « question nationale ». Utilisant des références factuelles au marxisme sur « l'internationalisme », Andropov indiquait qu'il entendait accentuer encore la politique d'oppression nationale qui est celle de la bureaucratie.

De fait, s'engageait une très violente politique de répression contre les groupes « dissidents » dans les républiques Baltes, en Ukraine, Géorgie et dans le même temps s'approfondissait la politique de « russification » dirigée contre les droits démocratiques et nationaux des peuples des républiques Baltes, d'Ukraine, de Géorgie, Turkmène et de l'ensemble des peuples d'URSS.

Mais cette avalanche de mesures, que la presse occidentale devait présenter dans un premier temps comme le renforcement de la position personnelle d'Andropov, ne devait pas cacher l'essentiel : la grande difficulté pour ne pas dire l'incapacité de réaliser une telle politique.



## Une donnée incontournable : la résistance des masses soviétiques

C'est que la situation en URSS est différente au moment où Andropov est désigné comme secrétaire général du PCUS de celle qui prévalait à la mort de Staline, marquée par vingt années de répression sanglante et les conséquences de la guerre. Le prolétariat soviétique s'est considérablement renforcé.

La situation politique en Union soviétique est marquée — notamment ces dernières années — par la multiplication de mouvements de masse à divers points du pays. Il est bien sûr impossible d'établir avec précision une liste. Mais il suffit de signaler au cours de l'année précédente la grève des transports publics à Tallin, les manifestations de la jeunesse en Lithuanie, une manifestation de 20 000 personnes en Ukraine, les manifestations d'étudiants en Géorgie contre la russification, la révolte d'ouvriers d'une usine d'armement à côté de Moscou, la grève des mineurs dans le bassin du Don sur la question de l'approvisionnement et contre les normes de travail.

Dans ce dernier exemple, comme dans bien d'autres cas, la bureaucratie a dépêché sur place un vice-ministre qui a donné satisfaction aux mineurs. Il ne s'agit pas là d'un héroïsme gratuit et exemplaire mais de mouvements appuyés sur l'extraordinaire résistance des masses à la bureaucratie qui s'exprime quotidiennement, notamment par l'absentéisme, la résistance aux cadences, la faible productivité du travail (qui est une des plus basses du monde). La bureaucratie est parfaitement consciente de cette situation, elle qui n'a cessé, par tous les moyens, de « stimuler », d'« encourager » au développement du « rendement du travail ».

Ainsi, la revue officielle « *Economie et organisation de la production industrielle* » publiait les résultats d'une enquête sur les difficultés rencontrées par les responsables pour améliorer la « discipline du travail » ; un contremaître raconte que les ouvriers faisant l'objet de mesures disciplinaires font immédiatement appel de ces mesures (généralement en adressant une pétition au parti) en mettant en cause la mauvaise organisation du travail, les ruptures d'approvisionnement, les défaillances des équipements « si bien qu'il faut toujours trouver un

compromis qui tourne à l'avantage de l'ouvrier ».

Cette anecdote prise parmi d'autres est significative. Elle illustre tout le rapport politique entre la classe ouvrière et l'appareil du PCUS, et de cette crainte de voir le mécontentement des ouvriers déboucher sur une explosion. Pour l'éviter, la bureaucratie dans de nombreux cas doit céder aux revendications des masses.

## « Le temps des grands sacrifices est loin »

Cette angoisse de la bureaucratie s'exprime dans la phrase d'un dirigeant, citée par l'AFP : « *Le temps des grands sacrifices est loin. Le peuple acceptera de moins en moins les privations et nous ne voulons pas qu'une situation polonaise se crée chez nous dans 5 ou 10 ans.* »

La « situation polonaise », c'est-à-dire la perspective de l'affrontement avec le prolétariat, est une donnée incontournable de la crise de la bureaucratie.

Mais la « situation polonaise », ce n'est pas une simple perspective, c'est la révolution politique en action à 1 000 km de Moscou, concentrant les questions et les problèmes communs à l'ensemble des pays de la partie orientale de l'Europe et qui s'expriment dans l'ensemble de ces pays — y compris en URSS — sous des formes qui leur sont propres, préparant et annonçant le surgissement des masses.

Dans le même temps, l'incapacité de la bureaucratie stalinienne du Kremlin et de la bureaucratie satellite polonaise à régler la « situation polonaise » contribue à approfondir la crise de la bureaucratie du Kremlin.

C'est dans ces conditions politiques qu'Andropov aura pour charge de mettre en œuvre la politique anti-ouvrière de la bureaucratie, avec toutes les difficultés que cela implique. Ainsi, au plénum du comité central du PCUS, après les inévitables rappels des succès remportés, Andropov devra souligner la non-réalisation des objectifs en matière d'« amélioration du rendement de travail » et reconnaître qu'un « mécontentement » réel se développe chez les ouvriers. Il évoquera d'ailleurs son propre appel au renforcement de la discipline du travail, en critiquant violemment la tendance qui consiste à la ramener à un « contrôle purement administratif de la présence des salariés à leur poste » ; avec de l'incapacité de la bureaucratie, face au

« mécontentement des travailleurs », à réaliser totalement cette politique.

Les kremlinologues qui avaient chanté les mérites « libéraux » d'Andropov déchantent. Mettant sur le compte de la résistance du clan des brejneviens le recul d'Andropov, obnubilés par l'observation des rivalités au sein du Kremlin, ces « spécialistes » ne peuvent voir l'essentiel : la résistance des masses.

Ce qu'exprimait l'aggravation de la répression n'était pas la phase finale de la liquidation de l'opposition, mais la preuve de l'existence et du développement de groupes se réclamant du socialisme, du marxisme, de la démocratie, de groupes se réclamant du SMOT, des groupes religieux et d'importants groupes dans les républiques Baltes (proches de la Pologne), en Ukraine, et de groupes d'opposition au sein du PCUS lui-même.

Ces développements sont l'expression même de la résistance de la classe elle-même, des grèves ou des mouvements qui surgissent, et tout simplement de la formidable résistance passive aux nouvelles normes de productivité mises en œuvre sous Andropov (cf. encadré).

## Mesurer 7 fois avant de trancher

Le 15 août 1983, Andropov, dans un discours diffusé par Tass, déclare : « *L'URSS a inauguré une nouvelle étape de développement économique... Cette étape commande d'élever sensiblement le niveau de la gestion économique, de transformer notre immense économie.* »

Selon Andropov, l'URSS a besoin de « *changement dans la planification, la gestion, les mécanismes économiques. Nous n'avons pas recherché avec suffisamment d'énergie les moyens de résoudre les nouvelles tâches, nous avons souvent opté pour les demi-mesures, nous n'avons pas su surmonter assez rapidement l'inertie accumulée.* »

Mais, en même temps, il ajouta, utilisant un dicton, qu'il fallait être prudent en matière d'« expériences » économiques : « *Mesurer sept fois avant de trancher.* »

Deux jours plus tard, le 17 août, M. Baibakov, vice-Premier ministre et président du Gosplan (organisme de la planification) de l'URSS, déclarait dans une conférence de presse : « *L'Union soviétique ne s'est pas assignée pour objectif d'affaiblir la gestion centralisée de son économie.* »

## soviétique

Il a précisé que les dirigeants soviétiques souhaitaient « perfectionner la gestion centralisée de l'économie et accroître son efficacité », tout en la conciliant de façon optimale « avec l'élargissement des droits des travailleurs ».

M. Baïbakov a d'autre part rejeté l'éventualité de la fermeture d'entreprises peu rentables ajoutant qu'il s'agira de « les rendre plus efficaces ».

Quelques semaines plus tard, Tchernenko, dans un article paru dans *Kommunist* (organe théorique du PCUS, à destination des cadres du parti), tire les enseignements « idéologiques » du plénum tenu à la mi-juin où il avait présenté un long rapport. A cette occasion, Tchernenko va redévelopper des positions similaires à celles de Baïbakov contre le « pragmatisme » en matière économique.

## Contradictions et crises au sein de la bureaucratie

Il ne s'agit pas pour nous de spéculer sur les oppositions au sein de la bureaucratie ; c'est la crainte d'une explosion qui a poussé la bureaucratie à resserrer, à comprimer les tensions. Dès son accession au pouvoir, Andropov indiquait clairement la ligne à suivre : attaquer la classe ouvrière sur la ligne de la « réforme économique » sur laquelle la discussion revient périodiquement en URSS. Sur cette question, les diverses couches de la bureaucratie d'entredéchirent, les groupes se font et se défont, composés au gré des circonstances et des problèmes à résoudre ; l'enjeu n'est pas un « choix pragmatique » clairement délimité, mais une combinaison de positions contradictoires, intérêts de cliques, défense d'intérêts et de privilèges particuliers et des positions occupées par telles ou telles couches de la bureaucratie.

L'appel d'Andropov à lutter contre la corruption à tous les niveaux, les arrestations de hauts responsables et l'exécution de membres de la « Nomenklatura » comme l'ancien ministre de l'Intérieur, la préparation d'un congrès du parti avec des « élections » à tous les niveaux indiquent clairement que les 18 mois de pouvoir d'Andropov ont été marqués par une intense lutte de fractions, de cliques, de recherche de nouvelles positions et privilèges au sein de la bureaucratie.

C'est ainsi que 10 % de l'encadrement du parti, à tous les niveaux de l'appareil, ont été limogés. 19 membres du comité central ont été remerciés. 20 % des secrétaires régionaux du PCUS ont été changés. Un tiers des responsables de région n'ont pas été « réélus ». 34 des 150 responsables de districts ont été remplacés et des milliers de cadres intermédiaires ont ainsi changé de poste.

Avec Andropov, une série de nouvelles couches de la bureaucratie, longtemps bloquées par la règle de l'« immobilisme » en vigueur sous Brejnev, a cherché à prendre des positions, à accroître leur part dans la répartition des privilèges bureaucratiques et dans les postes de direction. On a aussi vu le renforcement des positions du KGB et la place nouvelle prise par l'armée.

Mais les risques contenus dans la remise en cause de l'équilibre interne à la bureaucratie ont amené une fraction de la bureaucratie menacée à se dresser contre le développement de cette politique et les risques qu'elle

faisait courir à l'ensemble de la bureaucratie.

Dès lors, le règne d'Andropov apparaît comme marqué du sceau de l'inachevé et Andropov comme un velléitaire, face aux contradictions des différents clans et groupes. Ces rivalités, ces contradictions, produits de l'état dans lequel la bureaucratie se trouve placée entre l'impérialisme et les masses, sont la source véritable de cet « immobilisme » duquel la bureaucratie cherche désespérément à sortir sans arriver à pouvoir le faire.

Mais les uns et les autres ont en commun une même haine des ouvriers et des masses laborieuses en général. Les « nouveaux tsars » qui composent ce que Trotsky appelle une « caste bureaucratique » sont terrorisés par cette masse d'ouvriers qu'elle voit sans cesse se développer (en 1959, la seule classe ouvrière représentée 48 % de la population active et 61 % en 1976).

Et c'est cette terreur qui conduira à partir du plénum de la mi-juin — dernière réunion importante à laquelle assistera Andropov — à abandonner la plupart des mesures coercitives et des objectifs en matière d'« expérience économique ». La bureaucratie est divisée, Andropov recule face à la résistance ouvrière qui tourne ces mesures.

Quelques semaines plus tard, la bureaucratie annonce une baisse des prix sur une vingtaine de produits. La longue maladie d'Andropov contribuera encore à souligner cette neutralisation des parties en présence. A sa mort, la nomination de Tchernenko — présenté naguère comme son rival — ouvre une nouvelle phase de la crise de la bureaucratie.

A son tour, Tchernenko, faisant l'éloge de son prédécesseur, assurait pouvoir continuer son œuvre en matière économique, devant les 300 membres du comité central qui venaient d'entériner son élection, et devait préconiser une approche « réaliste dans ce qui a été accompli ; il ne s'agit ni de surestimer, ni de minimiser les acquis... Seule une telle approche prémunit contre les erreurs en politique, contre la tendance à prendre les désirs pour des réalités. » Il a à son tour rappelé le vieux dicton russe : « Mesurer sept fois avant de couper. »

Dans ce même discours, il a déclaré que « le principe de la coexistence pacifique est indispensable comme jamais auparavant... La menace provenant des actions insensées de l'impérialisme. »

## La recherche d'un accord avec l'impérialisme US

Tchernenko, et avec lui l'ensemble de la bureaucratie, se retrouvent confrontés aux mêmes problèmes politiques tant nationaux qu'internationaux qui ont conduit Andropov dans l'impasse.

Pour l'impérialisme comme pour la bureaucratie, le principe de la coopération contre-révolutionnaire est acquis.

Dans une situation de montée généralisée des périls, tant pour l'impérialisme que la bureaucratie, c'est la forme pratique de cette coopération, avec toutes ses contradictions qui impliquent des règlements plus ou moins favorables selon les parte-

naires, qui est l'enjeu de la vaste négociation en cours, où l'impérialisme cherche à obtenir une soumission encore plus étroite du Kremlin aux exigences contre-révolutionnaires de la « coexistence pacifique ».

Ainsi, à travers les négociations sur le « désarmement », l'impérialisme, accentuant sa pression, va chercher à obtenir de nouvelles concessions du Kremlin. C'est dans ce cadre qu'il faut apprécier le développement de la politique d'armement des USA.

Elle fait peser sur l'URSS une très lourde pression et lui impose en particulier le maintien de formidables dépenses d'armement qui grèvent son économie d'un poids intolérable. La part du budget d'armement absorbe 15 % du produit national brut. La bureaucratie est d'autant plus sensible à cette politique de pression qu'elle a un besoin vital des biens d'équipements modernes, de pièces détachées, de denrées alimentaires et des crédits de l'impérialisme pour pallier les déséquilibres entre les différentes branches de la production.

Mais si la bureaucratie dans son ensemble souhaite raffermir l'alliance contre-révolutionnaire avec l'impérialisme, elle ne partage pas cette même unanimité sur les conditions requises pour parvenir à un accord face à Reagan qui aiguise les conflits interbureaucratiques en exigeant de nouvelles concessions.

Cela s'exprime dans les oscillations de la bureaucratie lors des négociations sur le désarmement. Les mises en garde contradictoires des dirigeants de l'armée, du parti, se multiplient. A cette occasion, les dirigeants de l'armée ont été ainsi amenés à multiplier les prises de position publiques, les conférences de presse sur des questions politiques de premier plan. Ainsi c'est Orgachov, chef d'état-major, qui a annoncé qu'en cas d'échec des négociations, l'URSS installerait des missiles en Tchécoslovaquie et en RDA.

A l'occasion de l'affaire du Boeing abattu se sont manifestées ces contradictions.

Afanasiev a condamné dans la *Pravda* les militaires, puis a été lui-même condamné pour l'avoir fait dans cette même *Pravda* dont il est le responsable.

À Genève, lors des négociations, le représentant soviétique accepte même une vieille revendication impérialiste sur le contrôle par les USA du désarmement en URSS même, puis un démenti tombe et enfin une telle proposition est rejetée. Quelques semaines avant la disparition d'Andropov, les négociations sont suspendues à la demande de l'URSS.

A nouveau, Tchernenko se déclare prêt à la reprise des négociations sans indiquer qu'il reprend à son compte la condition mise par Andropov, à savoir « le retour à la parité antérieure à la décision d'installer les Pershing », et trois jours plus tard, c'est Gromyko qui rappellera cette exigence.

Ces contorsions bureaucratiques indiquent que si la bureaucratie cherche un accord avec l'impérialisme (nécessairement au prix d'importantes concessions), elle n'entend pas pour autant abandonner la défense de ses intérêts qu'elle cherche à préserver dans cette alliance contre la révolution mondiale.

Les extraits qui suivent sont des samizdats parus en 1983.

« Les premiers mois de cette année (1983) ont apporté beaucoup de changements non seulement dans l'entreprise où je travaille mais dans notre ville et notre région. On tente en ce moment chez nous de renforcer la discipline dans les usines et les entreprises dans l'espoir qu'il sera possible par ce moyen d'augmenter quelque peu la production, la productivité et la conscience professionnelle. Mais l'état d'esprit des ouvriers et des employés dépend non pas de la pression des hommes du parti et de leurs agents, mais d'une sollicitude attentive envers le monde du travail, ce qui manque à l'heure actuelle chez nous et n'existera pas non plus dans l'avenir. »

Je me souviens qu'en 1981 tous les ouvriers chez nous suivaient avec un grand intérêt la lutte des ouvriers et des organisations ouvrières en Pologne et parlaient ouvertement dans les lieux publics de notre ville de l'audace, de la discipline et du sens de l'organisation des Polonais (...).

(...) Il y a quelques mois dans notre pays, a été discuté dans les usines, avec la participation de la télévision et de la radio, le « projet de loi sur le travail ». Il s'agit d'une loi selon laquelle le citoyen de notre pays doit désormais vivre et que doit observer toute la population active, qui doit consciemment en comprendre l'efficacité ».

Je me souviens bien de la façon dont l'assemblée élargie de tout le collectif de notre entreprise pour la « discussion populaire » du « projet » a été organisée. Les ouvriers ont été arrachés de force à leurs machines, les ingénieurs et le personnel de maîtrise à leurs postes, et l'assemblée s'est déroulée comme ceci : un vieil ouvrier, membre du parti, est monté sur l'estrade du « coin rouge » (1) et a lu, prétendument au nom de tout le collectif, un papier rédigé à l'avance approuvant le « projet » ; il disait que le parti manifeste beaucoup d'attention et de sollicitude envers les travailleurs mais que, en raison de la situation politique complexe et tenant compte des problèmes croissants liés à la pénurie de main-d'œuvre, il s'efforce de trouver une solution à ces problèmes. Pendant que cet ouvrier lisait, il buta trois fois sur le texte et une fois il dit tout haut : « Ici, je ne sais pas lire quelque chose... », ce qui déclencha des rires discrets.

Plus tard, nous avons appris que le papier qu'il devait lire lui avait été envoyé par le comité du parti littéralement une demi-heure avant l'assemblée. Après lecture de ce « rapport », un autre type du même genre monta sur l'estrade et, au nom de notre collectif, prononça un discours d'approbation.

A la question : « Qui est pour ? », tous levèrent la main et s'en retournèrent rapidement à leur travail.

Pendant un mois, les décrets ayant trait aux suppressions de primes pour absences injustifiées, pour des retards de 10 à 15 minutes, etc., se sont mis à pleuvoir. Toutes sortes de commissions d'inspection sont venues sur place contrôler l'emploi du temps des ouvriers et des cadres. Une fois, le directeur s'est posté lui-même à l'entrée de l'usine et a inscrit toutes les entrées et sorties, notant qui allait où et pourquoi pendant les heures de travail. Par la suite, tout s'est peu à peu calmé, aujourd'hui tout a repris son cours habituel, comme avant. »

(1) Le « coin rouge » désigne le foyer social dans les entreprises soviétiques.

## « Le véritable autocrate en URSS c'est l'oligarchie »

Mais en même temps, la bureaucratie doit resserrer ses liens avec l'impérialisme contre la révolution parce qu'elle est confrontée au développement de la lutte de classes mondiale.

Ainsi, l'incapacité de la bureaucratie du Kremlin à écraser le peuple de Pologne et *Solidarność* est l'expression la plus claire de l'ampleur et de la profondeur du mouvement des masses vers la révolution politique à l'est de l'Europe.

Ces oscillations, ces brusques changements, cette politique en zig-zags, attestent de la puissance du prolétariat soviétique, des peuples d'URSS et des pays de l'Est qui se dressent contre l'oppression bureaucratique.

C'est cela qui se réfracte dans le développement, la multiplication de groupes se réclamant du SMOT, du marxisme, du socialisme, des libertés ouvrières et démocratiques, des libertés nationales, qui se dressent pour déclarer : « Le véritable autocrate en URSS est le parti. Non pas les 17 millions de communistes qui le composent mais l'oligarchie du parti représentant une centaine de milliers de fonctionnaires... Cette oligarchie a instauré dans le pays un

régime de « partocratie », du pouvoir absolu de l'appareil du parti. Elle conduit systématiquement les affaires dans l'intérêt de son propre groupe social en camouflant sa politique derrière le masque de « la volonté de millions de communistes » et en induisant en erreur le peuple, le mouvement communiste et ouvrier mondial... L'idéal authentique de l'organisation sociale, c'est la démocratie populaire ; le premier objectif, c'est la réalisation dans les faits des libertés et droits politiques des citoyens soviétiques ; le deuxième objectif, c'est l'exercice du pouvoir par le peuple lui-même. Une condition indispensable du respect de la démocratie populaire est aussi l'indépendance des élections. Avant tout, il y a lieu d'ôter à l'oligarchie du parti, usurpateur illégal du pouvoir du peuple, ses privilèges inouïs. » (Samizdat moscovite « Groupe d'initiative pour la démocratie populaire »).

Ce texte, comme beaucoup d'autres textes émanant des multiples groupes d'opposition, exprime que ce mouvement pour s'organiser contre la bureaucratie, ces militants soviétiques vont devoir se réapproprier leur propre histoire, contre l'imposture stalinienne, l'histoire du pays de la révolution d'Octobre de 1917, dirigée par Lénine et Trotsky.

## Pour rencontrer le secrétaire général des Nations-Unies et le président de la Chambre des représentants des Etats-Unis

### Une délégation va se rendre aux USA

LES 3 et 4 mars s'est tenue à Genève, dans les locaux du Parti socialiste suisse, une réunion du comité de coordination issu de la Conférence européenne de solidarité avec le Nicaragua, les peuples d'Amérique centrale et pour la paix.

Après cette réunion, le Parti socialiste de Genève a rendu public un communiqué que nous publions ci-contre et qui informe des décisions prises par cette réunion.

Ce communiqué mentionne également le fait que le 2 mars se tenait à Genève un meeting de solidarité avec le peuple du Salvador et le FMLN-FDR, meeting auquel participait Guillermo Ungo, président du FDR. Claude Bourdet représentait dans ce meeting le comité coordinateur. Nous publions ici son intervention dans laquelle il rappela les objectifs fixés par la conférence de Paris, soulignant la signification de l'envoi à Washington d'une délégation demandant à rencontrer le secrétaire général des Nations-Unies et le président de la Chambre des représentants des Etats-Unis.

Comme le souligne par ailleurs le communiqué, le comité de coordination s'est déclaré solidaire de la

semaine d'action pour l'Amérique centrale organisée aux USA du 18 au 24 mars et de l'action menée par les résidents américains à Managua.

Ceux-ci se rassemblent en effet tous les jeudis devant l'ambassade américaine à Managua pour protester contre la politique d'agression menée par l'administration Reagan. Ils portent des banderoles disant : « *Nous ne voulons pas être sauvés !* » (allusion au prétexte donné à l'invasion de Grenade).

Le comité de coordination appelle à l'organisation de rassemblements devant les ambassades américaines le jeudi 22 mars dans toutes les capitales d'Europe.

Au moment où se prépare l'envoi de la délégation prévue par la conférence, l'activité de soutien aux décisions de celle-ci se développe en Europe et dans le monde.

C'est ainsi, par exemple, qu'a été constitué en Angleterre, autour de la délégation britannique à la conférence de Paris, un comité d'organisation pour l'envoi de la délégation. Il se tiendra à son initiative, le 13 mars, une réunion à la Chambre des Communes qui sera présidée par Jeremy Corbyn, député du Labour

Party, et dans laquelle des dirigeants syndicalistes prendront la parole.

*Tribune internationale* s'était déjà fait l'écho des résultats de la campagne en Espagne. Soulignons qu'en Catalogne, l'appel de la conférence traduit en catalan a recueilli environ 7 000 signatures et qu'à l'université autonome de Barcelone une « semaine de la paix pour le Nicaragua » a eu lieu avec un grand succès.

En Allemagne, au Mexique également, des initiatives sont prises, ainsi qu'au Canada où une semaine de solidarité est organisée du 18 au 24 mars.

Il est d'ores et déjà acquis que le voyage de la délégation aura un large retentissement et qu'il peut constituer le point de départ d'une conférence internationale se tenant à Washington et associant les organisations, mouvements et personnalités des USA qui s'opposent à la politique de l'administration Reagan en Amérique centrale.

Une telle conférence liant dans une même protestation des représentants de l'opinion publique mondiale et américaine constitue sans aucun doute l'appui le plus efficace aux peuples du Nicaragua et d'Amérique centrale.

## COMMUNIQUE

En relation avec la venue à Genève de Guillermo Ungo, le Parti socialiste genevois accueillait ce week-end la Coordination issue de la Conférence européenne de solidarité avec le Nicaragua, les peuples d'Amérique centrale et pour la paix. Cette conférence, réunie à Paris, en décembre 1983, a rassemblé plus de 450 personnalités politiques, intellectuelles et religieuses.

Etaient présents à Genève au sein de la Coordination, notamment : l'écrivain américain Susan George, le député basque Juan Maria Banderes, le journaliste français Claude Bourdet, l'ancien ministre du labour Party Stanley Clinton Davis, Mme Anja Kuhr du comité exécutif du Parti vert en RFA, Jean-Pierre Metral, secrétaire central du Parti socialiste suisse et le professeur Jean Ziegler.

Considérant la situation actuelle en Amérique centrale, la Coordination a qualifié les prochaines élections au Salvador de « farce électorale » s'inscrivant dans l'escalade interventionniste de l'administration Reagan.

La coordination a estimé nécessaire de porter à la connaissance de l'opinion publique des Etats-Unis, le refus exprimé de la part de larges milieux intellectuels, politiques et de défense des droits de l'homme européens à la politique belliciste du président Reagan en Amérique centrale.

Une délégation représentative de ces milieux se rendra à Washington début avril pour rencontrer le secrétaire général des Nations Unies, M. Perez de Cuellar et le speaker de la Chambre des représentants, M. Thomas P. O'Neill.

Pour cette délégation, sont actuellement pressentis : le cinéaste Costa Gavras, l'écrivain Gabriel Garcia Marquez, le prix Nobel de la paix Perez Esquivel, Mgr Mendez Arveo, le pianiste Miguel Angel Estrella, l'académicien Laurent Schwartz et pour la Suisse, Mme Lilian Uchtenhagen, Max Frisch et Jean Ziegler.

Cette délégation serait le point de départ d'une Conférence internationale à Washington appelée en collaboration avec les milieux politiques, syndicalistes et religieux qui s'opposent à l'intervention des Etats-Unis en Amérique centrale.

Par ailleurs, la coordination se déclare solidaire avec la « Semaine pour l'Amérique centrale » organisée au USA du 18 au 24 mars, et dont le point culminant sera la tenue de rassemblements et de manifestations diverses dans la capitale.

Enfin, à l'instar des manifestations qu'organisent tous les jeudis devant l'ambassade des Etats-Unis à Managua des citoyens américains, la coordination répondant à la demande des organisateurs appelle à des rassemblements semblables devant les représentations diplomatiques américaines une fois par mois dans les capitales européennes.

Genève, le 4 mars 1984

## JULIO CORTAZAR (1914 - 1984)

C'EST dans cette page consacrée au développement de l'action de défense du Nicaragua et des peuples d'Amérique centrale, depuis la conférence européenne tenue à Paris les 17 et 18 décembre 1983 qu'il nous a paru le plus normal d'inscrire l'hommage que *Tribune internationale-La Vérité* voulait rendre à la mémoire de Julio Cortazar, décédé à Paris le 12 février 1984.

En effet, l'un des derniers actes publics de Julio Cortazar fut sa participation active à la préparation et la réalisation de la conférence européenne de solidarité avec le Nicaragua, les peuples d'Amérique centrale et pour la paix. Non seulement il fut l'un des premiers signataires de l'appel convoquant cette conférence, mais, déjà affaibli par la maladie, il tint à y être présent. Il avait accepté de faire partie du comité de coordination issu de cette conférence et avait décidé d'être l'un des membres de la délégation qui va se rendre prochainement aux USA pour exprimer l'opposition de l'opinion publique européenne à la politique d'agression de l'administration Reagan en Amérique centrale.

« C'est l'un des grands écrivains contemporains qui vient de disparaître », a déclaré Gabriel Garcia Marquez, prix Nobel de littérature, en apprenant sa mort.

L'œuvre considérable qu'il laisse derrière lui, il l'aura accomplie sans jamais cesser de mener une activité militante de solidarité avec les luttes des peuples d'Amérique latine et d'Amérique centrale contre l'oppression et l'exploitation impérialistes.

Non qu'il considérait que l'artiste devait se plier aux besoins de la propagande (c'est à Cuba qu'il devait déclarer « qu'il ne fallait pas confondre littérature et pédagogie et endoctrinement idéologique ») mais parce qu'il ne sépara jamais son activité comme écrivain de l'action politique.

Vivant à Paris depuis 1951, il ne s'était jamais éloigné des combats et des souffrances de son peuple et des grands événements qui marquaient l'histoire de l'Amérique latine.



Défenseur de la révolution cubaine, il fit aussi entendre sa voix chaque fois qu'il fallait défendre les opprimés, les victimes des dictatures militaires...

Devenu citoyen français en 1981, il demeura solidaire de ses compatriotes comme des autres Latino-américains vivant en France. C'est ainsi qu'il fut l'un des premiers signataires de l'appel s'élevant contre l'obligation — instaurée en 1982 — pour les Latino-américains d'avoir un visa pour pouvoir entrer en France.

Ces dernières années, l'essentiel de son activité fut consacrée à la défense de la révolution nicaraguayenne, encerclée et menacée, à la défense du droit du peuple nicaraguayen à disposer de lui-même, à décider souverainement de son destin.

Activité qu'il menait en toute indépendance. Comme le souligne le quo-

tidien espagnol *El Pais* à propos d'un livre sur le Nicaragua qui vient de paraître en espagnol, « il comprenait et reprenait la position d'autres écrivains de même stature américano-européenne selon laquelle il n'était pas possible d'accepter les actes soviétiques en Pologne ou en Afghanistan, mais il comprenait que le Nicaragua, c'était autre chose ».

C'est à l'occasion de la préparation de la conférence européenne qu'il avait rédigé l'article « *Le fast-food de l'information* » dénonçant la politique agressive de l'impérialisme américain et stigmatisant la manière dont les moyens d'information rendaient compte de la réalité à ce sujet, article qui a été publié dans *Tribune internationale* n° 20.

*Tribune internationale* salue la mémoire de Julio Cortazar, luttant anti-impérialiste et grand écrivain.

## L'INTERVENTION DE CLAUDE BOURDET AU MEETING DE GENEVE

« Je représente ici le Comité coordinateur de la Conférence européenne de solidarité avec le Nicaragua, les peuples d'Amérique centrale et pour la paix, qui s'est tenue à Paris les 17 et 18 décembre 1983 ; avec la participation des forces progressistes de toute l'Europe occidentale, et notamment de la plupart des partis socialistes d'Europe.

A ma place, c'est Julio Cortazar qui aurait dû parler. N'oublions jamais ce grand écrivain, ce vrai démocrate. Son pays, l'Argentine, est libre ; mais il luttait pour le monde entier.

Je reviens de Grèce, où l'Amérique centrale retient l'attention du Parti socialiste, le PASOK, et de tout le gouvernement. C'est un des rares gouvernements socialistes démocratiques qui met en œuvre une politique étrangère vraiment socialiste.

Je souligne que l'intérêt que vous portez à ce drame, que le Parti socialiste y porte, encourage le gouvernement grec et le PASOK à agir : dites-vous que la vie politique mondiale est faite de ces soutiens.

La politique américaine en Amérique centrale n'a jamais changé, sur 30 ans seulement : destruction du régime Bosch à Saint-Domingue, d'Arbenz au Guatemala, installation de Batista à Cuba, de Somoza à Managua, etc. : le schéma est connu. Décrire est inutile — bloquer cette politique est essentiel. C'est difficile : les Etats-Unis sont la plus grande puissance dans le monde. Mais nous

avons un atout majeur : l'opinion américaine.

De même que la mobilisation de cette opinion fut un facteur majeur de la victoire du peuple vietnamien, de même elle va empêcher Reagan de réaliser ses desseins. Mais elle ne peut agir seule. Les progressistes américains, les partisans de la paix sont dénoncés par tous les médias du capitalisme. Ils doivent prouver que le militarisme et l'impérialisme de Reagan isolent chaque jour le gouvernement américain.

C'est pour cela que notre conférence et le comité qui continue son action préparent pour le mois prochain une délégation de très haut niveau, qui ne pourra être récusée par les médias américains. Julio Cortazar devait en faire partie ; il n'en sera pas, mais Garcia Marquez en sera. Aussi un dirigeant de la social-démocratie allemande, notre ami Ziegler, aussi Mme Uchtenhagen, ainsi qu'une grande actrice grecque.

Un comité d'accueil américain, comprenant des sommités du monde politique et littéraire, recevra notre mission, l'accompagnera auprès du speaker de la Chambre des représentants et du secrétaire général de l'ONU. La presse et la télévision ne pourront pas ignorer cet événement. La population US comprendra que faire la guerre aux peuples d'Amérique centrale, c'est rompre avec l'Europe. Cela suffira-t-il ? Ce n'est pas certain ; mais nous aurons porté là-bas votre message, et c'est beaucoup. Aidez-nous ! Merci. »

# Théorie

## NOTES SUR LE CAPITAL

### La généralisation de l'économie marchande

Durant l'année 1983, *Tribune internationale* a publié une série d'articles du camarade Pierre Fougeyrollas sur la vie, l'œuvre théorique et l'activité militante de Karl Marx, à l'occasion du 100<sup>e</sup> anniversaire de sa mort.

Pour célébrer la fondation de l'Association internationale des travailleurs (Première Internationale) qui a vu le jour il y a 120 ans à Londres, *Tribune internationale* publie une nouvelle série d'articles dans lesquels Pierre Fougeyrollas expose les idées maîtresses du *Capital* et quelques enseignements qui peuvent en être tirés par rapport au cours actuel de la lutte des classes.

**L**e *Capital*, dont le livre premier a été publié par Karl Marx en 1867, a acquis une réputation d'ouvrage difficile. Analyse scientifique des lois de fonctionnement du mode de production capitaliste, il exige, en effet, un certain effort de la part de ses lecteurs. Nous voudrions faciliter cet effort pour permettre aux militants révolutionnaires d'aujourd'hui de comprendre aussi aisément que possible ces lois, en vue de leur action contre l'exploitation capitaliste du travail salarié et en vue de l'organisation nécessaire des forces du salariat dans leur lutte pour la révolution mondiale. Aussi partons-nous du fait que *Le Capital* a été conçu et écrit, non pour exprimer une conception « désintéressée » du fonctionnement des sociétés modernes mais pour donner aux travailleurs salariés et aux masses de paysans pauvres les moyens de comprendre et de détruire le système d'exploitation dont ils sont victimes. A cet égard, *Le Capital* est toujours aussi lié à la construction du parti révolutionnaire du prolétariat que l'était précédemment le *Manifeste du Parti communiste* de 1848.

#### 1. Le capitalisme, triomphe de la production marchande

Les sociétés préhistoriques dont parle Friedrich Engels dans *L'Origine de la famille, de la propriété privée et de l'Etat* ont fonctionné sur la base d'économies d'auto-consommation, d'économies de subsistance. Leurs participants adultes consommaient ce qu'ils produisaient tout en donnant une part de leur production aux enfants et aux vieillards.

De l'Antiquité au début des Temps modernes, le développement des forces productives s'est accompagné d'un progrès des échanges qui a engendré une économie marchande, à côté de la vieille économie de subsistance. Ainsi, le surplus de la production, ce que Marx a appelé le **surproduit** (Mehrpunkt) a été échangé, en déterminant la division de la société en classes et l'apparition de l'Etat. Selon les sociétés et selon les périodes de leur histoire, l'économie marchande s'est révélée plus ou moins importante par rapport à l'économie de subsistance, et cette importance de la première par rapport à la seconde a servi de « base réelle » aux moments privilégiés de l'essor des diverses civilisations.

*Le Capital* commence par une caractérisation du mode de production capitaliste comme triomphe de l'économie marchande sur l'économie de subsistance : « La richesse des sociétés dans lesquelles règne le mode de production capitaliste apparaît comme une immense accumulation (ou collection) de marchandises. » Cela signifie qu'à la différence des modes de production « asiatique », esclavagiste ou féodal au sein desquels l'économie de subsistance avait conservé une importance plus ou moins grande, le mode de production capitaliste tend à faire que l'on

ne produise plus que pour le marché au point que l'immense majorité des individus ne consomment plus, ce qu'ils produisent et doivent acheter ce qu'ils consomment.

Le prolétariat, c'est-à-dire la classe des travailleurs salariés modernes, est précisément le produit social de l'instauration du mode de production capitaliste, en tant que les prolétaires sont contraints pour vivre de vendre, comme une marchandise, leur force de travail aux capitalistes, et en tant qu'ils ne peuvent consommer que les marchandises existant sur le marché capitaliste. Ainsi, le mode de production capitaliste établit une séparation complète entre la sphère de la production et celle de la consommation.

La liquidation des phénomènes de domination fondés sur des statuts personnels (le maître et l'esclave, le patricien et le plébéien, le seigneur et le serf, le noble et le roturier, le maître de corporation et l'artisan, etc.) s'accompagne de l'instauration d'un mode de production où tout est fondé sur l'échange des marchandises, y compris cette marchandise qu'est la force de travail dont la valeur est mesurable par le temps de travail socialement nécessaire à sa production, et dont la singularité est d'engendrer plus de valeur qu'elle n'en comporte elle-même.

C'est pourquoi Marx a commencé son analyse du mode de production capitaliste, qui est l'objet même du *Capital*, en constatant le **devenir-marchandise** du monde, singulièrement des salariés, qui est inhérent à ce mode de production. De nombreux commentateurs ont exagéré les difficultés de compréhension du premier livre du *Capital*, et Lénine lui-même a évoqué la *Science de la logique de Hegel*, comme une sorte d'ouvrage sans la lecture préalable duquel on ne pouvait parvenir à l'intelligence de la théorie marxiste de la marchandise.

En fait, l'expérience acquise par les masses, depuis le temps de la publication du *Capital* et depuis le temps de Lénine, nous semble rendre plus facile la compréhension de cette théorie : qu'il s'agisse du Péri-gord où depuis 1950 les agriculteurs exploitants ont cessé de labourer leurs vieux champs de blé et de soigner leur petite vigne pour organiser leur entreprise familiale en fonction d'un créneau sur le marché (monoculture du maïs, élevage de porcs ou culture des fraises) ou qu'il s'agisse des paysans sénégalais voués par le colonialisme à la culture de l'arachide ou à ceux de la Côte-d'Ivoire ou du Cameroun contraints à la culture du café ou du cacao, il est saisissable par un nombre croissant d'individus que l'économie de subsistance n'a plus de fondement dans le monde actuel et que l'acquisition des revenus passe, dans l'agriculture et dans l'élevage comme dans l'industrie, par la production pour le marché. Par là, la première phrase du *Capital* connaît une vérification complète, à travers la généralisation

de l'économie marchande qui résulte de la nature historique propre au mode de production capitaliste.

#### 2. L'usage et l'échange

Produit du travail social destiné à être échangé contre d'autres produits ou leur équivalent monétaire sur le marché, la marchandise comporte une valeur que Marx a entrepris d'examiner au terme d'une tradition allant d'Aristote à Adam Smith.

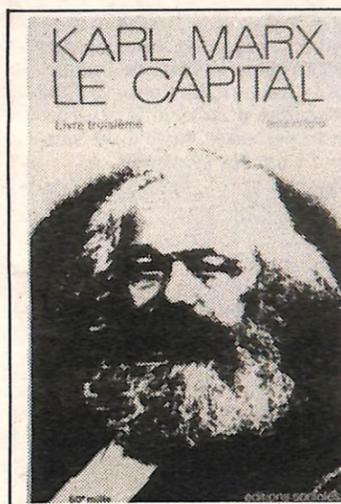
Pour qu'une marchandise se vende, il faut qu'un individu veuille l'acheter, en la considérant comme utile à la satisfaction de ses besoins. Aussi Marx écrit-il : « L'utilité d'une chose fait de cette chose une valeur d'usage ». On peut donc dire que la valeur d'usage d'une marchandise réside dans son aspect **subjectif**, c'est-à-dire dans le rapport s'établissant entre cette marchandise et des sujets désirant la consommer et se transformant, en fonction de leurs possibilités économiques, en acheteurs et en consommateurs.

Mais il existe un autre aspect de la valeur qui « apparaît d'abord comme le produit quantitatif, comme la proportion dans laquelle des valeurs d'usage d'espèces différentes s'échangent l'une contre l'autre » : c'est la **valeur d'échange**, qui est l'aspect **objectif** de la valeur, en tant qu'il se trouve déterminé par un rapport entre les objets, en l'occurrence des produits du travail social. Comment donc peuvent s'échanger, selon l'exemple choisi par Aristote, une maison et des lits, ou, selon l'exemple plus moderne de Marx, un habit, 10 livres de thé, 40 livres de café, 2 onces d'or, une demi-tonne de fer, etc. ?

Pour résoudre ce problème, Marx constate que les marchandises ont des qualités physiques variées et que le seul élément qu'elles aient en commun, c'est d'être des produits du travail social. Il arrive alors à établir, à la suite de Smith et de Ricardo, que la valeur d'échange d'une marchandise se mesure par la quantité de travail social nécessaire à sa production. Il précise, en outre, que le travail revêt une forme simple quand le travailleur n'utilise pas d'instruments de production produits par d'autres travailleurs et d'une forme complexe quand il utilise de tels instruments. De toute façon, la mesure de la valeur d'échange ne s'effectue que par rapport à un travail social et non à l'activité laborieuse d'un individu isolé.

Dans les économies pré-capitalistes, où l'importance des échanges n'a pas encore abouti à l'élimination de l'économie de subsistance, la loi de la valeur, comme **temps de travail socialement nécessaire à la production de la marchandise**, revêt une portée limitée. Dans le mode de production capitaliste, la généralisation de l'économie marchande confère une portée universelle à la loi de la valeur. L'extension des rapports capitalistes de production à l'agriculture et à l'élevage puis l'imposition forcée de ces rapports aux pays colonisés universalisent la loi de la valeur, en même temps que le **devenir-marchandise** de l'humanité, sous le règne de la bourgeoisie.

Dans le rapport entre l'aspect subjectif et qualitatif de la valeur (valeur d'usage) et l'aspect objectif et quantitatif de cette même valeur (valeur d'échange), le capitalisme fait prévaloir le second sur le premier. Aussi Marx parle-t-il simplement de valeur (Wert) pour désigner la valeur



*Le Capital*, de Karl Marx, édition de poche en 3 volumes Les 3 volumes non séparés : 100 F Edition normale en 8 volumes l'un : 70 F

d'échange alors qu'il utilise pour l'autre aspect le terme de valeur d'usage (Gebrauchswert). L'opposition entre une valeur subjective et une valeur objective des produits du travail social, telle qu'elle avait été perçue par Aristote, est résolue au profit de l'aspect objectif, fondé sur l'économie marchande, non par Marx, qui se borne à l'analyser, mais par le mode de production capitaliste lui-même.

Il apparaît alors que le capitaliste fait produire, non pour satisfaire des besoins de consommation, mais pour augmenter son capital, à travers le fonctionnement de la loi de la valeur.

La généralisation de l'économie marchande, propre au mode de production capitaliste, s'est accompagnée d'un gigantesque essor des forces productives, du XVI<sup>e</sup> à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle. Marx, le premier, a compris que l'argent, en tant que monnaie, c'est-à-dire **équivalent de toutes les autres marchandises**, s'était transformé en **capital** dont la seule raison d'être réside dans sa reproduction élargie, à travers l'exploitation des salariés, producteurs des marchandises. La contradiction inévitable du fait de la généralisation de l'économie marchande entre cette reproduction élargie et les besoins fondamentaux de l'humanité a abouti à la crise générale actuelle du capitalisme, à travers une succession de crises cycliques.

#### 3. Le fétichisme de la marchandise

Dans le *Manifeste du Parti communiste*, Marx et Engels avaient signalé que l'instauration du mode de production capitaliste avait simplifié à l'extrême les rapports de classes, en abolissant les statuts personnels de castes et de corporations des modes de production antérieurs et en plaçant face à face le travail et le capital, c'est-à-dire le prolétariat et la bourgeoisie.

Dans *Le Capital*, Marx montre que cette simplification objective s'accompagne d'un phénomène subjectif qu'il appelle « le caractère fétichiste de la marchandise ». Il écrit : « Une marchandise paraît au premier coup d'œil quelque chose de trivial et qui se comprend de soi-même. Notre analyse a montré au contraire que c'est une chose très complexe, pleine de subtilités métaphysiques et d'arguties théologiques. » De fait, les êtres humains produisent des marchandises, mais ils sont soumis aux lois économiques selon lesquelles elles s'échangent, lois qu'ils ne maîtrisent pas et qu'ils ignorent le plus souvent.

Et Marx poursuit : « Pour trouver une analogie à ce phénomène, il faut la chercher dans la région nuageuse du monde religieux. Là, les produits du cerveau humain ont l'aspect d'êtres indépendants, doués de corps particuliers en communication entre les hommes et entre eux. Il en est de même des produits de la main de l'homme dans le monde marchand. C'est ce que l'on peut nommer le fétichisme attaché aux produits du travail dès qu'ils se présentent comme des marchandises, fétichisme inséparable de ce mode de production. »

En somme, les rapports entre les êtres humains, à savoir entre les capitalistes et les travailleurs salariés, apparaissent à la plupart des individus comme des rapports entre les choses, comme des marchandises sur lesquelles ils seraient démunis de moyens de contrôle. Marx, en dénonçant le fétichisme économique, nous ramène à la réalité de l'exploitation capitaliste du travail salarié et des antagonismes de classes.

Les dissertations politiques actuelles sur les « mutations technologiques » dont les travailleurs devraient, bon gré, mal gré, subir les conséquences, sont l'expression cynique d'un fétichisme économique dont les auteurs ne sont pas dupes. Mais, il est vrai que le mode de production capitaliste engendre un renversement idéologique qui tend à faire admettre généralement que les patrons « donnent » du travail aux ouvriers, alors qu'en fait ce sont ces ouvriers qui leur fournissent du profit.

L'analyse par Marx de la généralisation de l'économie marchande dans le capitalisme est complète : elle va des processus de la production et de l'échange jusqu'à ceux de la représentation de ces phénomènes dans la conscience des individus. Elle intègre la critique feuerbachienne de la religion (ce n'est pas Dieu qui a créé l'homme, c'est l'homme qui a créé Dieu), dans une conception matérialiste dialectique et historique, beaucoup plus radicale, à partir de laquelle le capitalisme, comme règne de la marchandise, est dévoilé dans sa nature et dans son expression idéologique. De ce point de vue, le premier chapitre du *Capital* contient en germes, mais en germes seulement, la suite de l'œuvre.

Enfin, sous le style délibérément scientifique adopté par Marx, il est aisé de discerner sa volonté permanente de fournir au prolétariat révolutionnaire les moyens de son auto-organisation.

15 février 1984,  
Pierre Fougeyrollas

## Augusto Sandino (1895-1934)

# Les leçons de son combat contre l'oppression impérialiste

Le cinquantième anniversaire de la mort de Sandino est commémoré alors que la domination de l'impérialisme américain sur l'Amérique centrale connaît sa crise la plus grave.

L'expression la plus élevée du mouvement révolutionnaire des masses dressées contre l'oppression et l'exploitation est la victoire de l'insurrection dirigée par le FSLN qui mit fin à la dictature de Somoza. Cinquante ans après la mort de Sandino, les peuples d'Amérique centrale poursuivent la lutte contre la domination impérialiste, lutte dont Sandino a été l'un des grands participants et l'un des symboles.

Lui rendre aujourd'hui hommage, aux côtés du peuple du Nicaragua, est partie intégrante de la défense de la révolution centro-américaine face à l'agression impérialiste.

**A**UGUSTO Cesar Sandino était un ouvrier d'origine paysanne. Il est né le 18 mai 1895 à Niquinohomo, Nicaragua. Il a quitté son pays en 1921 et a parcouru diverses régions d'Amérique centrale et du Mexique. Il est aussi allé aux Etats-Unis.

Au Mexique, il a travaillé comme mécanicien pour la compagnie pétrolière étrangère, la Huasteca Petroleum Company, jusqu'à ce qu'en mai 1926, il retourne dans son pays natal qui traversait une situation difficile du fait de la nouvelle intervention de l'impérialisme nord-américain imposant un gouvernement fantoche, celui d'Adolfo Diaz.

Les libéraux, écartés du gouvernement, invoquaient la Constitution en vigueur jusqu'alors et réclamaient le gouvernement pour Juan Bautista Sacasa, qui quitte le pays pour y revenir à la fin de l'année 1926 et se proclamer président constitutionnel du Nicaragua. Mais les USA ne reconnaissent que le gouvernement d'Adolfo Diaz.

Sandino, à la tête d'un groupe de travailleurs des mines de San Albino, s'est rebellé, à partir du 26 octobre 1926, contre le gouvernement aux ordres de l'impérialisme. Mais il ne s'affrontera pas seulement aux forces de celui-ci : l'année suivante, il combattra directement contre les envahisseurs impérialistes. 5 000 « Marines » ont en effet débarqué au Nicaragua en 1926. En outre, les Etats-Unis ont fourni une grande quantité d'armes et de munitions au gouvernement fantoche.

Sandino a installé sa base dans les Segovias, d'où il gagna la côte Atlantique, base de la direction libérale, car il savait que celle-ci disposait d'un armement moderne. Les libéraux ont refusé de fournir les armes à Sandino.

Sandino retourne aux Segovias et aux prix d'immenses difficultés, il parvient à organiser ses colonnes de guerilleros qui marchent sous le drapeau rouge et noir qu'il a connu dans les luttes ouvrières du Mexique, tandis que les autres forces de l'armée constitutionnelle arborent le drapeau rouge qui est au Nicaragua celui du parti libéral.

### La trahison de Tipitapa

En 1927, la résistance s'est étendue à tout le territoire nicaraguayen. Le président nord-américain Coolidge envoie Henri Stimson au Nicaragua en lui donnant les pleins pouvoirs pour trouver une solution. Le 4 mars de la même année, le général José Maria Moncada, de la direction libérale, rencontre le représentant de l'impérialisme à Tipitapa et dépose les armes. Il signe en outre un armistice pour permettre à Diaz de rester à la présidence jusqu'aux élections suivantes de 1928, qui doivent se tenir sous la « garantie » des Marines.

Moncada réunit son conseil de généraux afin qu'ils acceptent la reddition et pour leur annoncer que le parti libéral retrouvera ses anciens

privileges, dont ils bénéficieront tous. Tous ont accepté par des messages transmis au commandement militaire nord-américain le 8 mai.

Tous, sauf Sandino, qui avait été lui aussi invité à la junte mais qui lors de son arrivée à l'heure convenue a trouvé les choses déjà résolues. Moncada l'a engagé à accepter l'accord, et Sandino, pour pouvoir quitter l'endroit sans problèmes, lui a déclaré que son attitude finale serait décidée en accord avec ses guerilleros et a demandé un délai. Il a relaté ainsi sa décision : « (...) J'ai passé trois jours au sommet de la colline de El Comun, abattu, triste, sans savoir quelle attitude adopter : rendre les armes ou défendre le pays... Je n'ai pas voulu que mes soldats me voient pleurer et j'ai cherché la solitude. Là, seul, j'ai beaucoup réfléchi... J'ai brisé le fil de mes pensées et j'ai décidé de lutter en comprenant que j'étais appelé à protester contre la trahison de la patrie et les idéaux nicaraguayens et que seules les balles pouvaient défendre la souveraineté du Nicaragua. »

Sandino a alors procédé à une rigoureuse sélection de ses hommes pour se préparer à une bataille inégale. Cependant, le gouvernement impopulaire d'Adolfo Diaz allait continuer encore un peu, avant de laisser la place à Moncada, en récompense de sa trahison. Sacasa allait devoir attendre un autre tour.

### L'armée de défense de la souveraineté nationale

L'armée de Sandino, après la trahison des libéraux, n'était constituée que par une poignée d'hommes dont les rangs se sont grossis de jour en jour, dont le contrôle s'est étendu sur d'importants territoires à tel point qu'à l'exception de la voie ferrée du Pacifique et de la partie sud du pays, il est parvenu à placer sous son contrôle plus de la moitié du Nicaragua.

Lors des étapes finales de la guerre, rapporte Sandino, son armée était composée d'un peu plus de 2 000 hommes, d'infanterie et de cavalerie (si nous pouvons appeler ainsi les hommes montés sur des mules). L'armée de réserve était composée de 1 800 hommes qui travaillaient dans leur ferme, mais qui aidaient au courrier, à l'espionnage et à l'approvisionnement de l'armée régulière, et aussi pour remplacer les pertes. Elle s'appuyait sur ses partisans qui dans les régions contrôlées étaient au nombre de 80 000, sans l'aide desquels la guerre contre l'envahisseur aurait été impossible. A cela s'ajoutait la collaboration des tribus de Zambos, Sumos, Misquitos et Caraïbes fortes d'un peu plus de 100 000 personnes.

Ce fut une guerre terrible. Les Marines se sont distingués par des atrocités contre les paysans soupçonnés de sympathie envers les sandinistes. Ils torturaient pour arracher des confessions, ils assassinaient femmes et enfants.

C'est cette dure lutte qui allait finalement chasser les Marines.

Tenant compte de ce retrait, les cliques libérale et conservatrice, suivant le diktat de l'impérialisme nord-américain, décidèrent de fonder la « Garde nationale », dirigée dans une première étape exclusivement par des officiers nord-américains.

Le 1<sup>er</sup> janvier 1929, Moncada prend possession de la présidence. C'est dans son gouvernement qu'apparaîtra Anastasio Somoza Garcia, qui, en 1932, à la fin du mandat de Moncada, sera nommé en accord avec les yankees au commandement de la Garde nationale, pour prendre la succession des officiers nord-américains.

Lors des élections de 1932, « supervisées » elles aussi par les forces militaires américaines, Sacasa a été élu pour succéder à Moncada. Sandino, qui avait appelé au boycott des élections, a demandé aux gouvernements d'Amérique de ne pas reconnaître Sacasa et de reconnaître au contraire un gouvernement provisoire du Nicaragua dans les Segovias. Comme il fallait s'y attendre, aucun gouvernement n'a accédé à cette demande. D'autre part, Sandino avait fait savoir à de multiples reprises qu'il était prêt à négocier la paix, à partir du départ des Marines. Le 1<sup>er</sup> janvier 1933, le dernier contingent de la marine des USA s'embarqua à Puerto Corinto. Sacasa organisa immédiatement une mission pour rencontrer Sandino, et, le 2 février 1933, une convention fut signée au palais présidentiel. 20 jours plus tard, l'armée de défense de la souveraineté nationale du Nicaragua fut officiellement désarmée à San Rafael del Norte, Sandino ne conservant sous les armes qu'une garde personnelle de 100 combattants.

### Les assassins de Sandino

Mais les choses n'étaient pas résolues pour autant. L'expulsion des forces américaines fut une grande victoire pour le peuple du Nicaragua... mais une victoire partielle. Un autre combat non moins difficile approchait. Sandino considérait à juste titre la Garde nationale comme une armée d'occupation. Il parlait de la conviction suivant laquelle celle-ci « est une institution contraire aux lois et Constitution de la République : elle a été créée par une convention entre les partis libéral et conservateur sur les indications de l'intervention nord-américaine. »

Le journaliste José Roman, qui a suivi quelque temps Sandino dans ses camps de Segovias en 1933, raconte qu'à son retour à Managua, il est allé voir aussi bien Sacasa que Somoza Garcia. Ce dernier a, d'après Roman, donné le point de vue suivant selon lequel l'escorte personnelle de Sandino aussi petite qu'elle fût, constituait une armée, et « qu'au Nicaragua il ne saurait y avoir deux armées, ce sera soit l'une soit l'autre, un point c'est tout ».

Malgré la signature de l'armistice, la Garde nationale n'a jamais cessé les hostilités contre Sandino et ses partisans ni contre les populations des régions où Sandino voulait développer son projet de coopération agricole et d'exploitation minière.

En février 1934, quelques jours avant sa mort, Sandino déclarait à la presse : « Je ne déposerai pas les armes devant la Garde nationale parce que ce n'est pas une autorité constituée (...) ».

« Ils ont déjà tué 17 compagnons et les prisons de las Segovias sont pleines de sandinistes... On ne peut pas exiger qu'on applique ce qui est stipulé dans les conventions si l'autre partie ne l'a pas appliqué non plus. »

Les négociations de paix durèrent près d'un an.

Plusieurs fois Sandino s'était rendu à Managua pour discuter avec le gouvernement en place dans le cadre de ces négociations. La nuit du 21 février 1934, après une soirée d'adieu dans le palais présidentiel avec le président Sacasa, Sandino et plusieurs de ses hommes ont été assassinés sur l'ordre direct d'Anastasio Somoza Garcia, accomplissant les instructions de l'ambassade nord-américaine.

Cette même nuit, la Garde nationale cerna le camp de Wiwili, siège de la section centrale de la coopérative Rio Coco et mitrilla ses occupants. 300 hommes, femmes et enfants tombèrent sous les balles.

Le 25 août 1934, libéraux et conservateurs, d'un commun accord, décrètent une « amnistie » en faveur de ceux qui étaient impliqués dans l'assassinat du héros nicaraguayen.

L'attitude de Sacasa n'allait servir qu'à faire passer directement le pouvoir aux mains de Somoza.

L'assassinat de Sandino inaugurerait une sanglante dictature...

### La « doctrine Monroe »

Afin de comprendre la signification de la lutte dirigée par Sandino, il nous faut souligner que le Nicaragua (comme toute l'Amérique centrale) fut l'un des premiers pays à être victime de la fameuse doctrine Monroe.

Très tôt, en 1823, les Etats-Unis promulguèrent la fameuse « doctrine Monroe » (« L'Amérique aux Américains »). Ils étaient aussi intéressés par l'isthme nicaraguayen.

C'est à partir de la rivalité entre les Etats-Unis et l'Angleterre que se produit la première attaque armée des yankees contre le Nicaragua le 9 juillet 1854. Viendra ensuite le débarquement du filibustier William Walker en 1855, qui prétendait dominer toute l'Amérique centrale. Il est allé même jusqu'à se proclamer chef de l'Etat nicaraguayen et prétendre rétablir l'esclavage qui avait été aboli en 1822 dans ces provinces. Walker est chassé en 1857. Mais l'ingérence nord-américaine continue, par une politique qui vise au contrôle absolu des positions géographiques à même d'assurer aux Etats-Unis le monopole sur les mers d'Amérique.

« Le Nicaragua... placé sur le sentier fleuri de la République des Etats-Unis doit, ou bien sortir de son apathie, ou bien sûr s'ajouter en quelques années comme une étoile supplémentaire de notre drapeau », dit Peter Tout, vice-consul des Etats-Unis, dans son livre publié en 1859 et intitulé de façon suggestive : « Passé, présent et futur du Nicaragua ».

Talt, le successeur de Roosevelt à la présidence des Etats-Unis, sera encore plus clair quand il dira : « Il est évident que la doctrine Monroe est plus vitale à proximité du canal de Panama et dans la zone des Caraïbes que partout ailleurs. »

Dans les conditions actuelles marquées par le mouvement révolutionnaire des pays d'Amérique centrale, Reagan n'innove pas quand il parle du « jardin des USA » à propos de l'Amérique centrale.

Dès le début du XX<sup>e</sup> siècle, les USA assoient leur domination permanente sur le Nicaragua, faisant et défaisant les gouvernements...

### La solidarité internationale

Il est important de souligner que Sandino a rompu tous les liens qui, avant la trahison du 4 mars 1927 à

Tipitapa, le rattachaient encore aux libéraux. Sandino représente une pensée anti-impérialiste très progressiste et sa lutte a eu indubitablement un caractère révolutionnaire. Il a eu en outre une conception très avancée de l'union centro-américaine (1) et de la solidarité latino-américaine contre l'ennemi commun.

Il a subi les limitations que lui ont imposées les circonstances. A la recherche d'un soutien, il s'est rendu au Mexique en 1929. De là il écrit : « Nous étions accablés par le silence, l'isolement, le désespoir d'être ignorés. Il fallait que le monde sache que nous étions encore en lutte. »

Mais il n'a pas obtenu l'aide qu'il espérait de la part du gouvernement mexicain, ni même du Parti communiste de ce pays. A ce sujet, Carlos Fonseca, le fondateur du FSLN, raconte dans ses écrits sur Sandino : « La direction communiste, faisant preuve d'un sectarisme obtus, a voulu exiger de Sandino qu'il fit des déclarations contre le gouvernement du Mexique. Sandino, qui avait besoin d'unifier les forces les plus diverses pour continuer l'inégal combat qu'il avait entrepris, s'est refusé à faire ces déclarations. Devant ces circonstances, la direction communiste mexicaine, non seulement a refusé la solidarité à Sandino, mais est allée jusqu'à la basse extrémité de mettre en doute le caractère patriotique de sa résistance armée. »

Vicente Lombardo Toledano, bureaucrate syndical mexicain et fidèle serviteur de la bureaucratie du Kremlin que l'on retrouve dès les préparatifs de l'assassinat de Trotsky en 1940, se faisait l'écho d'affirmations selon lesquelles Sandino était « intimement lié » à Sacasa, que les Nord-Américains « le finançaient », que les conservateurs étaient ses « alliés » et qu'en outre, il n'avait aucune force.

D'autres secteurs politiques latino-américains s'affirment anti-impérialistes à cette époque, comme l'APRA, ont aussi tourné le dos à Sandino.

Cela ne veut pas dire qu'il n'y ait pas cependant eu un certain degré de participation, surtout au niveau individuel, de Latino-américains dans les rangs de Sandino. Il a dit sur eux : « J'appelle légion latino-américaine ceux qui sont venus volontairement de presque tous les pays d'Amérique latine grossir les rangs de l'armée de défense de la souveraineté nationale du Nicaragua. Cependant, je dois expliquer que bien qu'il me soit nécessaire de les inclure sous cette domination, simplement pour leur rendre l'honneur particulier qu'ils méritent, je ne considère aucun Latino-américain comme un étranger au Nicaragua. »

Miguel Orozco  
Février 1984

(1) « Si notre gouvernement du Honduras envoie ses armées nous combattre au profit du yankee dans las Segovias, nous proclamerons l'union centro-américaine sous le nom de Communistes centro-américains, régie par l'action des ouvriers et paysans, parce que nous seuls, les ouvriers et paysans centro-américains, nous pourrions la défendre... »

« Notre mouvement d'union centro-américaine ne serait pas lié aux éléments bourgeois qui, de tout temps, ont voulu nous obliger à accepter les humiliations du yankee, parce que cela leur est plus profitable à leurs intérêts de bourgeois. »

« Seuls les ouvriers et paysans centro-américains pourront restaurer proprement notre fédération, qui s'était trouvée interrompue à partir du moment où Rafael Carrera a chassé du Guatemala notre général Francisco Morazan vaincu. » (Sandino).



## LES USA A LA VEILLE DE LA CAMPAGNE PRESIDENTIELLE

REAGAN A NOUVEAU CANDIDAT :

### « Le travail n'est pas terminé »

**L**e travail n'est pas fini » a déclaré Ronald Reagan le 29 janvier, donnant ainsi le coup d'envoi à la campagne des élections présidentielles et annonçant de fait son intention de réclamer un nouveau mandat.

Quel « travail » ? Sous la première présidence de Reagan, l'ensemble des travailleurs américains ont vu leur niveau de vie diminuer, des millions d'entre eux ont été chassés de la production, rejoignant l'armée croissante des chômeurs, voire des indigents (pour une population totale de 232 millions d'habitants, les USA, nation la plus riche du monde, comptent plus de 34 millions de pauvres d'après les statistiques officielles).

Mais une miraculeuse « reprise économique » vient illuminer la période électorale. L'heure de la prospérité sonnerait-elle à nouveau ? Dans ce dossier, *Tribune internationale* établit les causes et le caractère de cette relance tant vantée, montre le lien qui existe entre elle et les vertigineuses dépenses d'armement engagées par l'administration Reagan.

Car élu en assurant qu'il jugulerait le déficit budgétaire, Reagan l'a en fait augmenté. Non qu'il n'ait pas opéré des coupes brutales dans le domaine de l'éducation, de la santé, de l'aide sociale. Il a, il est vrai, diminué les impôts pour les couches les plus favorisées. Mais il a aussi con-

sidérablement augmenté les dépenses d'armement.

Les travailleurs américains ont dû faire face aux conséquences d'un « plan d'austérité » à l'échelle gigantesque des besoins de l'impérialisme américain, et pour sa réalisation Reagan a porté des coups à l'organisation de la classe ouvrière, à ses droits syndicaux (grève des contrôleurs aériens). Des coups ont systématiquement été portés aux conquêtes relatives qu'avaient arrachées les minorités (Noirs, Portoricains). Mais si l'on se place du point de vue des besoins de l'impérialisme américain, en effet, « le travail n'est pas fini ». L'essentiel du « travail » même n'a pu être accompli : dans sa volonté de réaction sur tous les plans, Reagan n'a pu réaliser ce qu'il annonçait et les mesures qu'il a prises nourrissent la résistance de la puissante classe ouvrière américaine et des minorités opprimées.

« Le travail n'est pas fini ». Dans le domaine de la politique extérieure, Reagan avait comme mandat de la classe dominante américaine, de l'impérialisme, de redonner cohérence et vigueur à l'action contre-révolutionnaire mondiale de l'impérialisme américain. Et ce, alors que la présidence Carter s'achevait sur le développement de la révolution nicaraguayenne et sur l'échec de la tentative de libérer par une opération militaire le personnel de l'ambassade américaine à Téhéran.

Mais la première présidence de Reagan s'achève sur l'effondrement du régime de Gemayel au Liban et sur le retour précipité à bord de vaisseaux de l'US Navy du contingent américain de la force multinationale. Non que l'action contre-révolutionnaire de l'impérialisme américain ne se soit développée avec force et violence, et pas seulement au Moyen-Orient. L'invasion de Grenade, la transformation du Honduras en une « base américaine » donnent toute leur dimension aux tentatives répétées d'en finir avec le gouvernement ouvrier et paysan du Nicaragua.

Mais à la volonté et aux moyens contre-révolutionnaires de l'impérialisme américain, à une orientation que réaffirme avec netteté le budget proposé par Reagan, s'oppose — dans les conditions d'une crise accrue de l'impérialisme mondial — la lutte de la classe ouvrière internationale et les combats des peuples opprimés contre la domination impérialiste. Non, « le travail n'est pas fini ».

Et Reagan s'est déjà heurté à cette résistance aux Etats-Unis mêmes : le refus de sa politique d'agression en Amérique centrale mobilise des fractions croissantes de la population qui peuvent légitimement se réclamer des traditions démocratiques du peuple américain.

Ce sont là certains des aspects sur lesquels revient ce dossier.

### « Remettre les Etats-Unis au travail »

« Remettre les Etats-Unis au travail ». C'était l'un des slogans majeurs de la première campagne électorale de Reagan. Si l'on en juge par le fait que plus de 10 millions d'Américains restent sans travail en pleine « reprise » (voir l'article sur la situation économique dans ce dossier), on est loin de l'objectif.

Mais « remettre les Etats-Unis au travail » s'entendait aussi dans un autre sens. A savoir, faire travailler les ouvriers américains dans des conditions qui répondent aux exigences du patronat, c'est-à-dire remettre en cause le niveau de vie, les avantages acquis, les droits de la grande masse des travailleurs.

**R**EMETTRE les Etats-Unis au travail », c'était pour l'administration Reagan nécessairement engager une offensive contre les travailleurs.

A en croire certains commentateurs, Reagan aurait atteint son but sans encombre et les travailleurs accepteraient passivement les sacrifices demandés.

La réalité est tout autre et la récente grève des personnels de la compagnie Greyhound (qui assure la liaison routière entre les grandes villes des Etats-Unis) est illustrative de la situation réelle.

#### La grève de Greyhound

Le 3 novembre, les employés de la compagnie Greyhound se mettaient en grève. Le mouvement était provoqué par la décision de la direction de diminuer de 25 % les salaires au nom des « nécessités économiques » et

par son refus de négocier avec les représentants de l'organisation syndicale ATU (Amalgamated Transit Union). Après avoir menacé de licencier les grévistes et avoir commencé à employer des briseurs de grève, la compagnie mit en avant de nouvelles propositions (une réduction des salaires de l'ordre de 17 %). Elles furent rejetées par plus de 90 % des 12 700 grévistes.

La grève devait ensuite se poursuivre face à des formidables pressions, à des provocations multiples, mais soutenue par une large solidarité au sein de la classe ouvrière.

L'ampleur de ce mouvement de solidarité comme la combativité et l'énergie des travailleurs de Greyhound témoignaient du potentiel de lutte qui existe au sein de la classe ouvrière américaine.

Le 19 décembre, un second vote avait lieu sur de nouvelles propositions (suite page II)

« Remettre les Etats-Unis au travail » (suite de la I)

## LE MOUVEMENT OUVRIER APRES QUATRE ANS DE « REAGANISME »

tions de la compagnie. Sur recommandation de la direction syndicale, par 7 404 voix contre 2 596 les grévistes acceptaient ces nouvelles propositions et mettaient fin à la grève. Pourtant, elles étaient pour l'essentiel celles qui avaient été rejetées massivement peu de temps auparavant. Les salaires des travailleurs étaient amputés de 15 % ; environ cent employés de Greyhound licenciés sous l'accusation d'« avoir provoqué des dégâts » ne retrouveront pas leur emploi.

Si la combativité manifestée pendant la grève témoigne de ce qui mûrit au sein de la classe ouvrière, sa conclusion montre l'incapacité de la direction de l'AFL-CIO à faire face à la situation qui s'est développée depuis plusieurs années.

### Les concessions et leur résultat

Comme dans le cas des travailleurs de Greyhound, dans nombre de secteurs industriels essentiels, l'automobile, la sidérurgie, les mines, la direction de l'AFL-CIO n'a pu qu'accepter les licenciements et d'autre part demander de ses membres qu'ils acceptent de faire des sacrifices en matière de salaires pour sauver des

aujourd'hui environ 20 % de travailleurs syndiqués contre plus de 30 % il y a encore quelques années.

Cette stratégie qui postule qu'employeurs et salariés ont des intérêts communs et qu'en période de crise tous doivent faire des sacrifices trouve sa traduction au niveau politique dans le refus de donner la moindre expression indépendante à la puissance considérable du mouvement syndical, à la volonté qui s'exprime dans une grève comme Greyhound. La seule perspective politique que trace la direction de l'AFL-CIO c'est l'appel à voter démocrate. Or, on ne peut oublier qu'en novembre 1980, l'appel à voter Carter de la direction de l'AFL-CIO ne servit qu'à souligner la désaffection de la population américaine à l'égard du système des deux partis. Si Reagan est l'élu d'un Américain sur quatre, Carter n'obtint guère plus d'un vote sur cinq.

Un tel résultat tient à l'expérience faite par les travailleurs américains, à la politique réactionnaire sur tous les terrains de Carter qui n'apparaissait nullement comme le « contraire » de Reagan mais comme son prédécesseur.

tée, effrayée par les conséquences d'une initiative inédite depuis la Deuxième Guerre mondiale (une manifestation nationale contre la politique présidentielle), la direction de l'AFL-CIO se refusait à donner tout prolongement à ce rassemblement. Elle laissait isoler et écraser les contrôleurs aériens. Et elle expliquait que la traduction politique de l'opposition à Reagan, ce serait le vote démocrate.

Les élections présidentielles se préparent sans que la question d'une candidature indépendante du mouvement ouvrier, d'une candidature s'appuyant sur le mouvement syndical ait été posée devant l'ensemble de la classe ouvrière, bien que la question ait été discutée à différents niveaux, dans les organisations syndicales, dans les organisations noires. Car c'est ce problème que repose toute l'évolution de la situation, qui surgit des luttes de la classe ouvrière, comme la grève des mineurs de la Phelps Dodge Corporation dans l'Arizona, brisée par la police et la Garde nationale en juin 1983, ou comme les nombreuses grèves des enseignants en butte aux provocations des autorités locales (fré-



La grève des contrôleurs aériens.

emplois. Mais comme le disait David E. Mix, président de la section syndicale de San Francisco de l'ATU (le syndicat des employés de Greyhound) : « On nous demande de faire comme chez Chrysler. Il y a environ trois ans et demi, ils ont fait des concessions pour sauver les emplois. Mais ce ne fut que le début, ils ont dû faire concession après concession et aujourd'hui il ne reste que la moitié de la main-d'œuvre employée. Voilà où mène l'idée que l'on sauve des emplois par des concessions. »

C'est toute la stratégie des sommets de l'AFL-CIO que ce responsable syndical remet en cause à partir de son expérience. Bien sûr, il n'est pas le seul. Dans tout le mouvement syndical, on fait le bilan des « années Reagan » et des résultats auxquels a conduit la politique des concessions, des « givebacks », de la caution syndicale à des contrats de réduction des salaires. Une attitude qui, face à une offensive patronale relayée par l'administration Reagan, a abouti à des atteintes sérieuses au niveau de vie, aux garanties et aux droits des travailleurs. Une politique qui se solde aussi par l'affaiblissement relatif de l'AFL-CIO : il y a

Certes, la volonté de s'opposer à Reagan, au président qui a brisé par la répression la plus brutale le syndicat des contrôleurs aériens, n'hésitant pas à licencier les 12 000 « aiguilleurs du ciel », peut jouer en 1984 mais elle ne modifiera pas la donnée fondamentale qui explique le haut taux d'abstentions. Voter « républicain » ou « démocrate » n'est plus un choix. La politique de Carter, qui prolongeait sur bien des points celle de Nixon, préparait celle de Reagan. Les deux « grands partis » sont tous deux des machines électorales de la bourgeoisie que l'on ne peut même différencier en parti de « gauche » et parti de « droite » même si la puissance du parti démocrate a longtemps reposé sur l'appui du mouvement syndical et du mouvement noir.

### Une issue politique

En 1981, contre la politique sociale de Reagan, la direction de l'AFL-CIO avait appelé à une manifestation nationale dont les travailleurs avaient fait une démonstration de force sans précédent, plaçant au centre de ce « jour de solidarité » le combat des contrôleurs aériens. Mais comme terrifiée par la force qu'elle avait susci-

quemment contrôlées par les démocrates).

Les grands moyens d'information vont maintenant concentrer toute leur attention sur les « primaires », c'est-à-dire sur la sélection du candidat démocrate, car le choix au sein du parti républicain ne se pose guère. Ce n'est d'ailleurs pas un problème politique sans intérêt : il s'y reflète les difficultés de la classe dominante.

Mais l'essentiel pour les millions de pauvres, les millions de chômeurs, la population noire, les Chicanos, les Portoricains frappés par le racisme, les travailleurs menacés dans leur niveau de vie, la fraction croissante de la population qui rejette la politique de Reagan en Amérique centrale et au Moyen-Orient, c'est « quelle autre issue ». Et à cela, le parti démocrate, au-delà de la rhétorique électorale qui convainc de moins en moins d'Américains, ne peut répondre.

Sur tous ces aspects, la seule force capable de répondre, la seule qui mobilise dans la rue comme dans les entreprises, c'est le « Labor ». C'est au sein du mouvement ouvrier et par rapport à lui que se décideront les grandes questions de l'avenir du peuple américain. F. Forgeu

## LES CARACTERISTIQUES

En ce début d'année 1984, les professionnels de la « prévision économique » sont plutôt moroses. Ce qui est leur manière à eux de constater l'incontestable, la profondeur de la crise du système impérialiste mondial. S'ils sont réservés sur la plupart des aspects de la situation économique internationale, il est pourtant un point où l'horizon s'éclaircit : « La reprise américaine » tant attendue est là et, à la longue, elle devrait avoir un effet bénéfique sur l'économie de tous les pays. Enfin, on sortirait de la crise... Qu'en est-il en réalité ?

À première vue, les chiffres sont sans appel : 1983 a été l'année de la relance économique aux USA. Le produit national brut avait commencé par progresser de 2,5 % au premier semestre par rapport à la même période de 1982, pour accélérer considérablement sa progression lors des 2<sup>e</sup> et 3<sup>e</sup> trimestres de 1983, avec des avancées de 9,7 et 7,9 % respectivement.

Dans le même temps, le taux de chômage de la population active retombait, d'après les statistiques officielles, de 10,7 au dernier trimestre 1982 à 9,4 au troisième trimestre de 1983.

### Un pronostic réservé

Pourtant, l'Organisation de coopération et de développement économique (OCDE) qui donne ces chiffres reste très réservée sur ces résultats, brandis comme un manifeste électoral par Reagan :

« Après deux années d'attente déçue qui ont vu la récession la plus grave depuis les années trente et le chômage le plus élevé depuis la guerre, les résultats de 1983 sont les bienvenus » — écrivent les experts de l'OCDE — mais, ajoutent-ils, « la seconde année de la reprise (c'est-à-dire 1984) sera seulement modeste avec des niveaux de profits, d'investissements et d'emplois décevants ».

De fait, la progression du PNB au 4<sup>e</sup> trimestre 1983 est revenue à 4,5 % par rapport au 4<sup>e</sup> trimestre 1982. L'indice mensuel composé du département du commerce des Etats-Unis pour novembre 1983, connu fin janvier, indiquait la première baisse depuis 1982, période de pleine récession. Les experts les plus optimistes, dont ceux de l'OCDE et du gouvernement Reagan, prévoient un « refroidissement » en 1984. Les plus pessimistes parient carrément pour la rechute, avec une récession commençant dès le second semestre 1984.

## LA PAUVRETE AUX USA

D'après le *New York Times* du 26 janvier 1984, les services de recensement fédéraux constatent une croissance rapide du nombre des pauvres aux Etats-Unis, même si l'on intègre à leur « revenu » les aides en nature (aide médicale, bons pour les repas gratuits). Une famille de quatre personnes est considérée comme pauvre si elle a un revenu de moins de 9 862 dollars.

A partir de ces critères, le nombre de pauvres, qui s'élevait à 26,1 millions en 1979, atteint 34,4 millions en 1982 (pour une population totale de 232 millions d'habitants).

On estime à 44 % l'augmentation de la pauvreté pendant

Ces seuls indices, toutefois, ne permettent pas de cerner exactement la nature et les limites de cette « reprise » présentée comme providentielle. Avant de revenir à certaines caractéristiques de cette reprise, il faut aborder quelques problèmes essentiels quant à cette soudaine « bonne santé » de l'économie américaine.

### « L'économie de dettes »

Il y a quelques années, l'hebdomadaire *Business Week* s'inquiétait de la menace d'une « économie de dettes » comme moteur du fonctionnement de l'économie américaine. Reagan était élu en 1980 sur un programme électoral de remise en ordre des finances américaines. En 1984, il chevauche toujours cette « économie de dettes » qui reste — préparant de futures catastrophes — l'appareil de réanimation de l'économie capitaliste américaine et mondiale.

Au sein de l'administration Reagan, Peter Grace est chargé du contrôle des coûts. C'est à ce titre qu'il comptabilise les déficits. Pour l'année fiscale achevée en septembre 1983, il a dû additionner 195,4 milliards de dollars au titre du budget fédéral, 12,4 milliards de déficit des agences gouvernementales, 53,5 milliards d'emprunts garantis par le gouvernement au bénéfice d'institutions sociales, 186,1 milliards au titre des pensions et retraites. Soit un déficit réel des dépenses publiques fédérales américaines de 447,4 milliards de dollars en 1982-1983, si l'on en croit le très officiel Peter Grace.

Lorsqu'on extrapole cette tendance actuelle de l'endettement public aux USA (en comprenant que c'est là une opération intellectuelle qui aide à comprendre la dynamique de la situation, la gravité de la crise de l'économie capitaliste mondiale et américaine, et pas plus ; en effet, une tendance, ce n'est pas une réalisation).

cette même période dans la population noire.

Cette augmentation de la pauvreté n'est pas dissociable de deux facteurs : les coupes opérées par Reagan dans l'aide aux plus défavorisés, la montée et la durée du chômage. Par exemple, en 1982, sur les 12 millions de sans-emploi enregistrés par les statistiques officielles, seuls 4,8 millions percevaient des allocations.

Le taux de chômage officiel pour la population noire était le double de celui de la population blanche. Il atteignait 20,8 % et même 45 % pour les Noirs âgés de moins de vingt ans.

## TIQUES DE LA « REPRISE »

tion, elle n'agit pas seule et se heurte à des facteurs qui la contrecarrent), on est saisi de vertige. Le seul déficit du budget fédéral passerait à 280 milliards de dollars en 1988 et le service de la dette publique engloutirait alors 185 milliards par an (contre 52 milliards en 1980).

### Le moteur de la reprise

Pour en revenir à la reprise américaine en 1983, c'est une explosion des dépenses fédérales alimentées par le déficit qui en a été le moyen. Et ce sont les dépenses d'armement qui ont constitué le facteur principal de cette explosion des dépenses fédérales. Le budget du Pentagone pour 1984-1985 s'élève à 305 milliards de dollars (30 % des dépenses totales), battant tous les records précédemment atteints.

C'est cette réalité que *Business Week* traduisait à sa manière, en notant dans son numéro du 25 avril 1983 : « La modeste reprise actuellement en marche a été mise en route par un tournant appuyé des autorités monétaires vers l'expansion des liquidités l'été dernier quand une crise financière internationale prenait corps. »

C'est donc une fois encore par le recours — et sur une grande échelle — au moyen éprouvé des dépenses parasitaires, et d'abord des dépenses d'armement, que l'économie américaine a été dopée. Mais *Business Week* parle lucidement de la « modestie » de cette reprise. L'étonnant, si étonnement il peut y avoir, ne porte pas sur le fait qu'il y ait par ces moyens une relance temporaire, mais sur sa faiblesse, eu égard à l'ampleur avec laquelle ces moyens ont été utilisés.

La revue économique américaine *Fortune* constate en octobre 1983 que « la reprise fait émerger une éco-

nomie fondée encore plus qu'avant sur la consommation et encore moins qu'avant sur les biens d'équipement. »

En d'autres termes, la reprise a mis en lumière le caractère de plus en plus spéculatif, de plus en plus parasitaire de l'économie capitaliste mondiale, en particulier dans la manière dont ses tendances s'affirment dans la plus grande puissance impérialiste.

### Un caractère spéculatif et parasitaire

Année de « croissance » donc, 1983 aura été une nouvelle année de recul des investissements, en dollars constants, avec une baisse de 3,4 % (après des baisses de 0,1 % et 5,5 % en 1981 et 1982).

La reprise enclenchée par une formidable injection de crédits, en particulier sous la forme de dépenses militaires, a conduit à une baisse du chômage, mais nullement — est-il besoin de le souligner ? — à une véritable résorption du chômage.

Il convient de souligner à ce sujet qu'aux Etats-Unis comme partout ailleurs les statistiques officielles du chômage doivent être utilisées avec la plus grande prudence. Elles dissimulent toute une fraction du chômage réel : jeunes qui ne sont jamais rentrés dans l'industrie, travailleurs qui dans les couches les plus défavorisées ont renoncé à même chercher un emploi et disparaissent des statistiques.

En tout cas, officiellement, il reste plus de neuf millions de chômeurs : beaucoup d'entre eux ne touchent plus d'allocations de chômage.

Pour ce qui est de la classe ouvrière dans son ensemble, son niveau de vie qui avait régressé n'a

pas été amélioré. L'ensemble des salaires couverts par les conventions collectives n'a progressé que de 2,6 % tandis que le taux d'inflation était de 3,8 %. De plus, des centaines de milliers de travailleurs ont vu leurs salaires amputés (parfois jusqu'à 50 %) par le système des « two-tiers pacts » qui organisait le licenciement puis la réembauche à un salaire moindre dans les entreprises en difficulté.

De plus, cette relance parasitaire n'a pas modifié le fait qui a entraîné la perte définitive de centaines de milliers d'emplois : de vieilles régions industrielles ont été dévastées par la crise.

Aussi n'est-il pas étonnant que dans le pays le plus riche du monde, le nombre des citoyens survivant au dessous de la ligne de pauvreté augmente : ils sont environ 34 millions aujourd'hui, d'après les sources officielles américaines.

Aussi le bilan d'ensemble c'est qu'à la fin de 1983, la reprise américaine donne déjà des signes d'essoufflement alors que le niveau de la production industrielle n'a pas encore retrouvé celui de 1978-1979, que le taux d'utilisation des capacités de production ne parvient pas à remonter au-dessus de 80 % en partant pourtant des niveaux les plus bas depuis la guerre.

Limitée, incertaine, oscillante, manifestant déjà un caractère épisodique, cette relance est en fait un moment de l'approfondissement de toutes les contradictions de l'économie capitaliste mondiale dont l'impérialisme américain ne saurait s'émanciper. De plus, cette reprise n'a pas, contrairement aux vœux des représentants de la bourgeoisie, entraîné véritablement une « reprise mondiale ». F.R.

## « CE QUI EST BON POUR L'AMERIQUE... »



**« Ce qui est bon pour la General Motors est bon pour les USA. » Cette affirmation, devenue proverbiale, affirmait naguère l'assurance des représentants des grands trusts américains et le fait que c'était exclusivement en fonction de leurs intérêts que l'on devait gouverner, que ce soit par le truchement des démocrates ou des républicains.**

**Aujourd'hui, s'il fallait en croire le président Reagan qui a déclaré : « La reprise mondiale est en marche, elle a commencé ici », il faudrait admettre que ce qui est bon pour les USA est bon pour le monde entier.**

EN fait, il n'en est rien. Et la « relance » de l'économie américaine dont nous avons analysé par ailleurs le contenu et les causes ne se traduit pas par des retombées bénéfiques pour le reste du monde.

Elle s'accompagne en fait d'une intensification du pillage des pays semi-coloniaux en Amérique latine et centrale, en Asie et en Afrique. Ecrasés par le poids de la dette externe, manifestation de leur subordination à l'impérialisme, dette libellée en dollars ; étouffés par les conditions du marché mondial en ce qui concerne leurs exportations, tous ces pays sont menacés d'un véritable effondrement social. Ce sont les diktats du FMI qui tendent à rythmer la vie sociale, économique, politique des pays opprimés par l'impérialisme, déchaînant comme l'ont montré récemment les événements de Tunisie et du Maroc des explosions de caractère révolutionnaire.

Mais qu'en est-il dans les relations avec les autres impérialismes, en particulier les impérialismes européens ?

Les moyens que l'impérialisme américain a été conduit à employer, ceux de la surévaluation du dollar, des hauts taux d'intérêt, ne constituent-ils pas une arme à double tranchant ? Cela dans la mesure où ils renchérisent pour tous les autres pays les prix des produits américains (freinant donc les exportations des USA) et où ils donnent une prime aux importations, ne défavorisent-ils pas les entreprises américaines ? Et cette réalité ne se litelle pas dans le déficit croissant du commerce extérieur américain ? Déficit qui a atteint le chiffre record de 69,4 milliards de dollars.

Ainsi, le cours engagé par l'impérialisme américain, loin de fortifier sa situation, ferait le jeu de ses concurrents. Les choses ne sont pas si simples. La place du dollar procède de la position mondiale de l'impérialisme américain, de sa position cen-

trale comme pivot du dispositif impérialiste mondial, de sa suprématie à l'égard de chacun de ses « alliés » et rivaux. Le « manque à gagner » que constitue pour des secteurs de l'industrie américaine les sommets atteints par le dollar est un facteur secondaire au regard du fardeau qu'impose à toutes les autres puissances l'utilisation par l'impérialisme américain de l'arme du dollar.

Cela ne signifie nullement que l'économie américaine soit en « bonne santé ». Elle n'échappe pas à la crise mondiale de l'impérialisme, à l'épuisement pour tous des facteurs qui ont assuré la survie du système tout en préparant la course à l'abîme. Mais dans les conditions mêmes de la crise, sa puissance relativement à toutes les autres puissances impérialistes joue avec plus de force que jamais.

Ce qui se matérialise, c'est ce qu'affirmait la résolution adoptée en juillet 1983 par les sections latino-américaines de « IV<sup>e</sup> Internationale (CIR) » :

**« Les dépenses en armement, principalement US, ont durant près de trente années constitué un volant d'entraînement pour toute l'économie mondiale. Aujourd'hui, l'impérialisme US, en utilisant avant tout la situation créée par la non-convertibilité du dollar comme arme véritable et principale de guerre économique (s'ajoutant à tous les autres moyens déjà utilisés), contraint tous les autres pays impérialistes et surtout les pays opprimés à payer les frais de la crise économique et les formidables dépenses d'armement US pour garantir l'ordre impérialiste mondial contre la révolution.**

**C'est ainsi que sur la base du gaspillage antérieur des forces productives, conjointement à la crise économique mondiale, le financement du budget militaire américain, hier volant d'entraînement de l'économie mondiale, est devenu un facteur de destruction et de décomposition. »**



## « LA POLITIQUE DE REAGAN AU SALVADOR CONDUIT A UN NOUVEAU VIETNAM »

(déclaration d'une commission d'enquête syndicale américaine)

**L**E 12 novembre 1983, plus de trente cinq-mille manifestants se regroupaient à Washington. Ils dénonçaient l'invasion de Grenade, récemment perpétrée ; ils protestaient contre la « guerre secrète » menée contre le gouvernement du Nicaragua et contre l'implication croissante des USA au Salvador.

Des représentants démocrates (comme Jesse P. Jackson), des responsables syndicaux, des animateurs d'organisations anti-racistes, religieuses, politiques, étaient présents. Le même jour, d'autres manifestations importantes se déroulaient à Los Angeles et à San Francisco. Les jours précédents, des manifestations similaires avaient eu lieu à New York, Detroit, Philadelphie, Chicago...

De toutes parts, on a voulu accréditer l'idée que, dans sa très large majorité, le peuple américain acceptait la politique centro-américaine de Reagan et que l'invasion de Grenade avait été saluée avec enthousiasme.

### Un mouvement qui s'amplifie

Il est donc nécessaire de rappeler que depuis 1979, un mouvement qui englobe d'importants secteurs de l'opinion publique américaine (et pas seulement ceux liés à des organisations se réclamant des principes du socialisme) s'est développé contre l'intervention en Amérique centrale.

Pour minimiser la portée de ce mouvement, on le compare à la pro-

fonde mobilisation populaire contre la guerre du Vietnam dont on sait qu'elle fut un facteur considérable de la défaite subie alors par l'impérialisme américain. Mais on oublie de souligner que ce mouvement a atteint son apogée après des années de guerre, après des années d'engagement massif de l'armée US et après que des milliers et des milliers de familles américaines aient été endeuillées.

Aujourd'hui, alors qu'à l'exception de Grenade, les soldats américains n'ont été engagés dans aucune opération militaire directe, le mouvement a dépassé en ampleur celui qui s'élevait contre la guerre du Vietnam en 1965.

Un autre fait significatif à ce sujet, c'est que dans le cas de l'opposition à la guerre du Vietnam, les organisations syndicales ne sont entrées en lice (à quelques exceptions près) que dans la dernière phase du mouvement, tandis qu'en ce qui concerne le mouvement contre l'intervention militaire en Amérique centrale, il y a déjà une large participation du mouvement syndical.

### Le mouvement ouvrier contre l'aide à la dictature salvadorienne

C'est ainsi, pour donner un exemple d'une extrême importance, que s'est constitué un « National Labor Committee in support of democracy and human rights in El Salvador (Comité national syndical pour la

défense de la démocratie et des droits de l'homme au Salvador) ». Ce comité est formé par les représentants officiels de treize des organisations syndicales de l'AFL-CIO (parmi lesquelles certaines des plus importantes). Citons l'UAW (automobile), l'ACTWU (textile), IAM (aéronautique), ATSCM (fédération des employés des administrations locales et municipales), ICWU (industries chimiques), Association des enseignants, etc.

En juin 1983 ce comité envoyait une commission d'enquête au Salvador, formée de sept responsables syndicaux, représentant quatre organisations syndicales (automobile, textile, employés et enseignants).

Le rapport qu'ils ont présenté au terme de leur voyage contient les conclusions suivantes :

— aujourd'hui au Salvador, avoir une activité syndicale est considéré comme « subversif » et les ouvriers salvadoriens sont sans défense face à l'inflation ;

— vouloir exercer ses droits démocratiques, s'élever contre la politique gouvernementale, équivaut à signer son arrêt de mort.

En conséquence, la commission d'enquête constate que la politique américaine actuelle au Salvador ne peut conduire qu'à un nouveau Vietnam et demande la fin de toute aide militaire au gouvernement.

Plus éloquent que tout commentaire nous paraît être le bref texte par lequel ces syndicalistes américains présentent le rapport dont nous avons résumé les conclusions.

Nous le reproduisons intégralement :

« Le 5 juin 1983, la première commission d'enquête syndicale indépendante américaine est arrivée au Salvador.

Nous sommes venus au Salvador comme des citoyens américains cultivés, qui pensaient que la politique US au Salvador était erronée. Nous sommes repartis stupéfaits du coût humain entraîné par cette politique.

En tant que délégation syndicale, nous avons donné une grande attention au mouvement syndical salvadorien, aux hommes et aux femmes qui le représentent, mais nous ne pouvions nous limiter au mouvement syndical. Nous avons rencontré des personnalités du gouvernement salvadorien, des chefs de l'armée, des industriels.

Nous avons visité les réfugiés frappés par la misère et rencontré des prisonniers politiques victimes de tortures.

Nous avons parlé avec des soldats de différentes opinions politiques et avec des dissidents qui n'ont osé nous parler que derrière des portes bien closes.

Nous sommes venus au Salvador prêts à apprendre. Nous l'avons quitté non comme des experts, mais comme les témoins d'une terreur qui marque toutes les strates de la société salvadorienne.

Notre délégation était patronnée par le « National Labor Committee in support of democracy and human rights in El Salvador ». Ce comité qui réunit présentement 13 syndicats nationaux des Etats-Unis travaille efficacement à mobiliser le mouvement syndical américain — et l'opinion publique — pour la paix au Salvador. Nous espérons que ce rapport contribuera à cet effort. »

## LE DEPLOIEMENT DES FORCES US DANS LE MONDE

Quelles sont les destinations des fabuleuses sommes qui s'engouffrent dans le budget de la défense nationale des USA, ces 305 milliards qui représentent près du tiers de toutes les dépenses de l'Etat américain ? On pense d'abord à l'accroissement du fantastique stock d'armes nucléaires, au perfectionnement des engins existants, à la création, l'expérimentation, la construction de nouveaux moyens de destruction.

**C**ERTES, mais il ne faut pas oublier la part que tiennent dans ce budget l'entretien et l'armement d'une armée « conventionnelle » forte de 1 700 000 soldats environ et les aides militaires octroyées de par le monde par l'impérialisme américain.

Il est naturellement artificiel, dans toute une série de cas, de distinguer strictement l'aide économique de l'aide militaire. Mais si l'on admet les chiffres officiels, celle-ci se monte à 40 % de l'aide totale, soit 6 207 millions de dollars. Les principaux bénéficiaires de cette manne sont les dictatures d'Amérique centrale (El Salvador, Guatemala, Honduras) et certains pays du Moyen-Orient, principalement Israël et l'Egypte. Mais l'aide militaire va aussi au régime militaire turc et à des pays de l'OTAN comme l'Espagne (qui reçoit 400 millions de dollars de crédits pour des achats d'armement).

Répetons-le, les USA comptent sous les drapeaux un effectif total qui avoisine 1 700 000 soldats dont plus du quart (450 000 soldats) est stationné en dehors du territoire des Etats-Unis, répartis aux points stratégiques du globe.

Une force d'élite de 55 000 hommes dite « force de déploiement rapide » est prête à intervenir de manière immédiate, sur tout point du globe.

La flotte de guerre américaine est présente dans toutes les mers. Sept porte-avions, 53 sous-marins, 101 vaisseaux sillonnent l'océan Atlantique ; 5 porte-avions, 39 sous-marins et 86 navires l'océan Pacifique. Deux porte-avions, quatre navires et une unité amphibie de marines stationnent en Méditerranée et d'autres unités de la marine de guerre des Etats-Unis se trouvent dans l'océan Indien.

Les pactes militaires conclus par les USA avec toute une série de pays l'autorisent à intervenir militairement en cas de « menace externe ou interne ».

Le déploiement des forces armées américaines à l'échelle de la planète témoigne non seulement de son rôle incontestable de « gendarme mondial » de l'ordre impérialiste, mais de l'activité permanente de l'impérialisme américain contre les droits des peuples, de ses interventions contre-révolutionnaire directes pour soutenir des dictatures vacillantes. C'est ainsi que dans les Philippines soumises à la dictature de Marcos, se trouvent environ 14 000 soldats américains et 48 avions de combat.

Jetons un bref coup d'œil à ce déploiement des forces terrestres de l'impérialisme américain dans le monde :

En Amérique latine, 9 000 soldats sont en permanence dans la zone du canal de Panama, 5 000 sont engagés dans des manœuvres de longue durée au Honduras. Il y a de plus, officiellement, 56 « conseillers » dans les rangs de l'armée salvadorienne, et plusieurs semaines après l'invasion de Grenade, 2 500 hommes occupaient toujours l'île.

Enfin, il ne faut pas oublier qu'à Cuba les forces américaines disposent toujours d'une base militaire à Guantanamo, où se trouvent environ 2 500 soldats.

Dans l'ensemble de l'Europe, les forces américaines se montent à environ 350 000 soldats. Au Moyen-Orient, une garnison de 600 hommes est présente en Arabie Saoudite et, jusqu'à ces jours derniers, 1 500 Marines étaient présents au Liban. Ils sont aujourd'hui à bord des bâtiments de guerre qui mouillent au large de Beyrouth.

En Afrique, 1 365 soldats américains sont installés en Egypte, et au Kenya et en Somalie, l'armée US dispose de bases sans que l'on sache à combien se montent les effectifs présents sur place.

Enfin en Asie, les forces américaines sont ainsi réparties : 48 000 au Japon, 38 000 en Corée du Sud, et 14 000 aux Philippines.

